



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 21 DÉCEMBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 21 DECEMBER 2021

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents Aanwezig	Séverine De Laveleye, <i>Président suppléant/Plaatsvervangende voorzitter</i> ; Fatima Abbach, <i>Présidente/Voorzitster</i> ; Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés Verontschuldigd	Stéphane Roberti, <i>La Bourgmestre/De Burgemeester</i> ; Stéphanie Kopolowicz, Simon De Beer, Alexander Billiet, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation du public: Le retrait des distributeurs BNP Paribas avenue Wielemans Ceuppens. (Complémentaire)

Interpellatie van het publiek : Verwijdering van de automaten van BNP Paribas in de Wielemans Ceuppenslaan. (Aanvullend)

Comme vous le savez, fin octobre les distributeurs BNP de la rue Wielemans Ceuppens ont été retirés. La Commune de Forest ne compte donc plus que deux distributeurs sur son territoire. Pour les habitants du quartier Wielemans, c'est l'incompréhension. Il est impossible de payer avec bancontact dans de nombreux commerces, chez le médecin, chez le dentiste... Les deux distributeurs qui restent sont près de l'Altitude Cent et rue Vanpé, à plus de 25 minutes à pied du quartier Wielemans. C'est une situation inacceptable qui pénalise d'abord les plus fragiles (personnes âgées, PMR,...). Le retrait des distributeurs pénalise aussi les petits commerces qui n'ont d'autre choix que d'installer une machine. Chaque transaction va leur coûter 8 centimes, plus le prix de location de la machine d'environ 40 €/mois. L'on voit que les distributeurs disparaissent à vue d'œil, à Forest ou ailleurs, et aucune alternative satisfaisante

n'est présente pour les citoyens. Nos questions sont les suivantes :

- Est-ce que vous comptez proposer des alternatives pour les citoyens qui habitent les alentours de l'avenue Wielemans Ceuppens ?
- Quelles sont les démarches que vous avez éventuellement déjà entreprises et quels en sont les résultats ?
- Quels moyens de pression avez-vous pour que de nouveaux distributeurs s'installent dans ce quartier ?

Je vous remercie.

Intervention de M. Pierre De Permentier.

Je vous remercie pour votre interpellation. Il est vrai que cela soulève des problèmes tant pour les Forestois, que pour le commerce local. Au niveau communal, à l'initiative de plusieurs partis de l'opposition et de la majorité, nous avons voté une motion qui vise au développement d'infrastructures Batopin qui permettent une alternative pour avoir du cash. Vos questions sont tout à fait légitimes et me taraudent. Je suis curieux d'entendre le Collège par rapport aux initiatives qui ont été prises car c'est un problème qui n'est pas seulement impactant pour Wielemans mais également pour d'autres quartiers. J'espère que le Collège aura pu prendre des contacts avec la Région bruxelloise mais aussi avec le Fédéral. On souhaiterait aussi qu'il y ait une réflexion par rapport aux taxes sur les agences bancaires, ou, à tout le moins, un dialogue à ce sujet.

Intervention de M. Loewenstein.

On a déjà eu l'occasion d'aborder ce problème dans le cadre de la motion contre la fermeture des services bancaires sur le territoire communal. Cette motion visait à demander au Collège des bourgmestre et échevins de s'adresser au Gouvernement fédéral pour lui demander notamment :

- d'adopter un moratoire quant à la suppression des distributeurs de billets et des automates permettant les opérations bancaires ;
- de négocier avec les banques à propos des projet Batopin et Jofico de manière à ce que les nouvelles machines soient à la fois des distributeurs de billets et qu'elles permettent d'effectuer des opérations bancaires, des virements, des impressions d'extraits de compte, etc.

Depuis, force est de constater que le distributeur de l'av. Wielemans Ceuppens a été supprimé, ce qui ramène à 2 donc, le nombre de distributeurs sur tout le territoire forestois et crée ainsi un trou quand on regarde la carte de Forest quant à leur accessibilité à une distance raisonnable pour chaque habitant. Et comme souvent, les victimes sont les personnes les plus fragiles et les plus précarisées. Pour nous, il est essentiel de garantir une accessibilité pour tous aux distributeurs de billets. Je sais que la commune n'a pas grand-chose, voir rien à dire, en la matière. Je compte sur les mandataires des partis qui dirigent le fédéral (PS, MR, Ecolo, Open VLD, Vooruit et Groen), pour peser de tout leur poids, pour que l'on fasse marche-arrière ou pour que la nouvelle stratégie de déploiement, via des automates dans certains supermarchés par exemple, soit effective au plus vite.

Intervention de M. Dagrín.

On ne peut que soutenir cette initiative citoyenne. Quatre grandes banques du secteur privé se sont mises d'accord pour fermer d'ici 2024 la moitié de leurs distributeurs en Belgique. En créant le consortium Batopin, le but est évidemment de réduire les coûts et d'augmenter leurs bénéfices et cela au détriment de la population. Ce comportement est ancré dans l'ADN du secteur privé. Mais examinons aussi si le secteur public montre un bon exemple. Dans le même quartier, il y a une dizaine d'années, un bureau de poste a été supprimé rue Pierre De Coster. Je

peux témoigner que de nombreuses personnes l'utilisaient. Quant à nos deux gares situées sur Forest, elles n'ont plus de bâtiment, ni de guichet, cela au détriment du service et de la sécurité des usagers. Je ne peux m'empêcher d'évoquer la fermeture des guichets de la SNCB dans 44 gares de notre pays. Alors que cette matière est en charge d'un ministre Ecolo, on aurait espéré une autre politique au service des usagers. Trop souvent, les gestionnaires du service public montrent la même froideur que les gestionnaires du secteur privé. Par rapport à l'interpellation, la fermeture du distributeur n'est pas justifiée en regard du service à la population de ce quartier incluant des Forestois mais aussi des Saint-Gillois. Comme l'organisation Test-Achats l'a dit, nous sommes contre ces suppressions de distributeurs. Nous sommes d'accord avec eux lorsqu'ils disent que l'accessibilité doit être considérée comme un service citoyen de base. Test-Achats a aussi raison de demander un moratoire contre la suppression des distributeurs. Nous approuvons que le redéploiement des distributeurs soit encadré par les autorités. Face à l'inhumanité des décisions prises par le secteur privé, le politique doit réagir. Des pistes existent pour maintenir les distributeurs de billets, y compris dans ce quartier de Forest. Pensons à des accords avec BPost, pensons à des obligations de service pour les banques qui ont comme client la Commune. Le politique dispose de moyens de pression. Plusieurs communes de Wallonie ont réussi à maintenir ouverts des distributeurs de billets malgré les projets de fermeture. Les habitants des quartiers populaires de Forest méritent des services de proximité et de qualité. Je vous remercie.

Intervention de M. Hacken.

Comme cela a été dit par mes collègues, le problème est récent mais pas si neuf. A mon initiative, le Conseil communal a voté en mai dernier une motion contre la fermeture des services bancaires. Ce moratoire demandé par Test-Achats, on l'a demandé aussi dans cette motion. C'est une compétence fédérale et ce problème touche toutes les communes. Depuis le vote de cette motion, le distributeur à Wielemans Ceuppens a été enlevé. Ce n'est même pas une volonté de la banque mais c'est le propriétaire du bâtiment qui a voulu renégocier à la hausse le loyer. La banque n'a pas voulu et s'est retirée. Deux distributeurs dans notre commune, ce n'est vraiment pas assez. Plus de la moitié des paiements se font encore en cash. C'est très clairement le quartier Saint-Antoine, Wiels, qui est pénalisé. Il est temps d'agir dans les limites de ce qui est faisable. Même en Wallonie où il y a eu beaucoup de combats, les résultats sont assez faibles. Ce n'est pas juste des petits combats locaux qui doivent avoir lieu mais un combat national initié par les partis qui sont dans la majorité au niveau fédéral, en particulier le Ministre de l'Economie qui a des discussions avec les grandes banques. Mais cela n'avance pas assez et j'espère que notre Collège pourra faire la pression sur ses représentants au niveau fédéral pour trouver des solutions. Aujourd'hui, deux distributeurs c'est insuffisant. On le constate notamment lors des grandes files le samedi matin à la rue Vanpé.

Intervention de M. Ghysse.

Il est vrai que c'est une problématique qui ne touche pas que le quartier Wielemans. Dans ce cas-là, je pense que la banque a sauté sur le prétexte de l'augmentation de loyer pour supprimer ce service. En Belgique, on comptait environ 6000 distributeurs de cash et le but des banques est de les réduire à 3000. Au-delà de ça, c'est un problème qui touche les services de proximité : disparition des gares, disparition des services dans les gares, disparition des agences bancaires... La volonté du Ministre Dermagne est de négocier un service minimum. Si la négociation n'aboutit pas, il prendra certainement des dispositions contraignantes sur le plan législatif. Au niveau communal, on a pris comme d'autres, des résolutions de propositions. On a interpellé la Conférence des Bourgmestres. J'ai interpellé le Ministre Clairfayt pour faire des démarches positives (distributeurs de billets dans les hôtels communaux,...). J'ai également interpellé le Ministre Trachte pour les commerces de proximité qui sont déjà confrontés à une concurrence déloyale de la part des grandes surfaces. Je pense qu'on doit mettre une pression maximale mais également que le combat est assez inégalitaire car la puissance des banques on la connaît tous. De plus, si la disparition du cash se généralise, la banque va prélever un droit chez le commerçant mais également chez le consommateur. Donc, il faut être très attentif : soutien

du Conseil communal, soutien auprès des instances communales et du combat mené par Test-Achats. Je vous remercie.

Intervention de Mme. Plovie.

On se rend bien compte de la situation sur Forest. Comme vous le voyez, tous les partis, tous les groupes, n'acceptent pas cette situation. Au niveau de la Commune, vous avez entendu tout ce qui a été fait, malgré le peu de manœuvre à ce niveau-là. Au niveau du Fédéral, il doivent faire en sorte que cela devienne un service de base. Mon groupe Ecolo/Groen a déposé une résolution au niveau du Parlement fédéral. Elle contient des éléments à relever : c'est en Belgique que le nombre de distributeurs a le plus baissé depuis 2016 dans la zone « euro ». On voit l'objectif poursuivi alors qu'on connaît le problème d'inclusion numérique et l'importance d'utiliser encore du cash, ainsi que le risque de coût lié à l'usage des cartes. Le Ministre Dermagne va travailler avec le secteur bancaire via un groupe de travail. Le travail se fait au niveau du Fédéral et on espère qu'on trouvera rapidement des solutions.

Réponse de Mme. El Hamidine.

Nous ne pouvons que rejoindre vos constats et ressentiments sur la disparition progressive des distributeurs. C'est malheureusement une tendance générale en Europe occidentale, basée sur un calcul parfaitement mercantile des organismes bancaires qui alimentent le recours aux démarches électroniques laissant les usagers et usagères dans la détresse et, notamment, les aînés. Nous avons déjà tous été confrontés à devoir faire la file pour retirer du cash. Avec 670 distributeurs/million d'habitants, notre pays se trouve dans le moyenne des pays européens composés de réalités très diverses. On dénombre ainsi 1288 distributeurs/million d'habitants au Portugal mais seulement 345 au Pays-Bas et 261 en Suède. Pour répondre à vos questions, j'ai adressé un courrier aux organismes bancaires le 25 mai dernier pour les sensibiliser à la situation forestoise. Nous avons reçu plusieurs accusés de réception et une réponse plus développée de la part d'ING. C'est malheureusement une logique implacable de rentabilité financière qui préside au choix de retirer les distributeurs de nos quartiers. La banque n'est plus un service public depuis longtemps et l'on voit ici la distorsion des objectifs. La Commune dispose de leviers très limités par rapport à ces groupes internationaux. Cependant la Conférence des Bourgmestres a reçu les représentants de Batopin (ING, BNP, KBC, Belfius) pour proposer un maillage de distributeurs neutres. Ce plan de déploiement devrait être mis en œuvre dans les prochains mois. Pour Forest, 4 distributeurs neutres sont prévus. Le secteur bancaire se base sur l'analyse des changements de comportement de ses clients pour évaluer la rentabilité de ses agences et distributeurs. Selon le rapport de financité, le service bancaire s'avère 7 fois plus onéreux pour les personnes âgées. Alors que toutes les banques favorisent le canal numérique, la population vieillit. Les aînés rencontrent ainsi de nombreux écueils dans leurs relations avec leur banque : suppression des impressions de relevé, suppression des terminaux, accès limité aux agences, augmentation des frais des opérations physiques,... Autant de facteurs qui compliquent la vie de ceux qui n'ont pas pris le train de la digitalisation. Ce que nous pouvons faire au niveau communal, c'est soutenir nos aînés pour les amener vers cette digitalisation.

Réplique de M. Pépin, citoyen.

Je vous remercie et constate que tout le monde soutient le contenu de cette interpellation. Nous espérons que dans les mois à venir des actes concrets vont se passer.

Zoals u weet, werden eind oktober de geldautomaten van BNP in de Wielemans Ceuppenslaan weggehaald. De gemeente Vorst beschikt dus nog maar over twee geldautomaten op haar grondgebied. Voor de bewoners van de wijk Wielemans is dit onbegrijpelijk. In veel winkels, bij de dokter, bij de tandarts, ... is het onmogelijk om met bancontact te betalen.

De twee resterende geldautomaten bevinden zich in de buurt van Hoogte Honderd en in de Vanpéstraat, op meer dan 25 minuten lopen van de wijk Wielemans. Het is een onaanvaardbare

situatie die in de eerste plaats de meest kwetsbaren (ouderen, PBM, ...) benadeelt. Het weghalen van de geldautomaten is ook nadelig voor de kleine handelszaken die geen andere keuze hebben dan een toestel te plaatsen. Elke transactie gaat hen 8 cent kosten, plus de huurprijs van het toestel van ongeveer 40 €/maand. We zien dat de geldautomaten snel verdwijnen, in Vorst en elders, en dat er geen bevredigend alternatief is voor de burgers. Onze vragen zijn de volgende:

- Bent u van plan alternatieven aan te bieden voor de burgers die in de omgeving van de Wielemans Ceuppenslaan wonen?
- Welke stappen heeft u eventueel al ondernomen en wat heeft dat opgeleverd?
- Welke drukkingsmiddelen heeft u om ervoor te zorgen dat er nieuwe geldautomaten worden geplaatst in deze wijk?

Ik dank u.

Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Ik dank u voor uw interpellatie. Het klopt dat dit problemen oplevert voor zowel de Vorstenaren als de lokale handel. Op gemeentelijk niveau hebben wij, op initiatief van verschillende partijen van de oppositie en de meerderheid, een motie goedgekeurd met als doel de Batopin-infrastructuur uit te bouwen, die een alternatief biedt om over cash geld te beschikken. Uw vragen zijn helemaal terecht en houden me bezig. Ik ben benieuwd wat het College te zeggen heeft over de initiatieven die zijn genomen, want dit is een probleem dat niet alleen Wielemans, maar ook andere wijken treft. Ik hoop dat het College contact heeft kunnen opnemen met het Brussels Gewest, maar ook met de federale regering. Wij zouden ook graag zien dat er wordt nagedacht over de belastingen op bankkantoren of dat er op zijn minst een dialoog over dit onderwerp komt.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Wij hebben reeds de gelegenheid gehad om dit probleem aan te pakken in het kader van de motie tegen de sluiting van bankdiensten op het grondgebied van de gemeente Vorst. Met deze motie werd beoogd het College van Burgemeester en Schepenen te verzoeken zich tot de federale Regering te wenden om meer bepaald het volgende te vragen:

- een moratorium in te stellen op de afschaffing van geldautomaten en automaten voor bankverrichtingen;
- met de banken te onderhandelen over de projecten Batopin en Jofico, zodat de nieuwe automaten zowel geldautomaten zijn als bankverrichtingen mogelijk maken (overschrijvingen, het afdrukken van rekeninguittreksels, ...).

Sindsdien moet worden vastgesteld dat de geldautomaat in de Wielemans Ceuppenslaan weggehaald is, waardoor het aantal geldautomaten op het hele grondgebied van Vorst dus is teruggebracht tot 2, en er dus een leemte ontstaat wanneer we de kaart van Vorst bekijken wat betreft de bereikbaarheid op een redelijke afstand voor elke inwoner. En zoals vaak het geval is, zijn de meest kwetsbaren en kansarmen het slachtoffer. Voor ons is het van essentieel belang dat de toegang tot geldautomaten voor iedereen wordt gewaarborgd. Ik weet dat de gemeente weinig of niets te zeggen heeft over dit onderwerp. Ik reken erop dat de afgevaardigden van de partijen die de federale regering leiden (PS, MR, Ecolo, Open VLD, Vooruit en Groen) al hun gewicht in de schaal zullen leggen, zodat dit ongedaan wordt gemaakt of de nieuwe strategie, bijvoorbeeld via automaten in een aantal supermarkten, zo snel mogelijk wordt ingevoerd.

Tussenkoms van de heer Dagrín

Wij kunnen dit burgerinitiatief alleen maar steunen. Vier grote banken uit de privésector zijn akkoord gegaan om tegen 2024 de helft van hun geldautomaten in België te sluiten. Met de oprichting van het consortium Batopin wil men uiteraard de kosten verlagen en de winst verhogen ten koste van de bevolking. Dit gedrag zit verankerd in het DNA van de privésector.

Maar laten we ook eens kijken of de openbare sector het goede voorbeeld geeft. In dezelfde buurt werd een tiental jaar geleden een postkantoor geschrapt in de Pierre De Costerstraat. Ik kan getuigen dat veel mensen het gebruikten. Onze twee stations in Vorst beschikken niet meer over een gebouw of een loket, wat ten koste gaat van de dienstverlening en de veiligheid van de gebruikers. Ik kan het niet laten te wijzen op de sluiting van de NMBS-loketten in 44 stations in ons land. Hoewel deze materie in handen is van een Ecolo-minister, hadden wij gehoopt op een ander beleid ten dienste van de gebruikers. Managers van overheidsdiensten geven maar al te vaak blijk van dezelfde kilte als managers uit de privésector. Wat de interpellatie betreft, is de sluiting van de geldautomaat niet gerechtvaardigd ten aanzien van de dienstverlening aan de bevolking in deze buurt, met niet alleen Vorstenaren, maar ook Sint-Gillenaren. Zoals de organisatie Test Aankoop heeft gezegd, zijn wij tegen deze afschaffing van geldautomaten. Wij zijn het met hen eens wanneer zij zeggen dat de toegankelijkheid met worden beschouwd als een basisdienstverlening voor de burger. Test Aankoop roept ook terecht op tot een moratorium tegen de afschaffing van de geldautomaten. Wij stemmen ermee in dat de overheden de herschikking van de geldautomaten omkaderen. Ten aanzien van de onmenselijkheid van de beslissingen die worden genomen door de privésector, moet de politiek reageren. Er zijn mogelijkheden om de geldautomaten te behouden, ook in deze wijk van Vorst. Denk bijvoorbeeld aan overeenkomsten met bpost, dienstverplichtingen voor de banken die de gemeente als klant hebben. De politiek beschikt over drukingsmiddelen. Verschillende gemeenten in Wallonië zijn erin geslaagd geldautomaten open te houden ondanks plannen om ze te sluiten. De bewoners uit de volksbuurten van Vorst verdienen een lokale en kwalitatieve dienstverlening. Ik dank u.

Tussenkomst van de heer Hacken

Zoals mijn collega's hebben gezegd, is het probleem recent, maar niet zo nieuw. Op mijn initiatief heeft de gemeenteraad afgelopen mei een motie aangenomen tegen de sluiting van bankdiensten. In deze motie hebben wij ook gevraagd om het moratorium waartoe Test Aankoop heeft opgeroepen. Het is een federale bevoegdheid en dit probleem betreft alle gemeenten. Sinds het aannemen van de motie is de geldautomaat in Wielemans Ceuppens weggehaald. Dit is niet eens de wens van de bank, maar de eigenaar van het gebouw wilde opnieuw over een verhoging van de huurprijs onderhandelen. De bank wilde niet en heeft zich teruggetrokken. Twee geldautomaten in onze gemeente, dat is echt niet genoeg. Meer dan de helft van de betalingen gebeurt nog steeds in cash. Het is duidelijk de Sint-Antoniuswijk die benadeeld wordt. Het is tijd om te handelen binnen de grenzen van het haalbare. Zelfs in Wallonië, waar veel strijd gevoerd is, zijn de resultaten nogal mager. Het is niet alleen een lokale kleine strijd die moet worden gevoerd, maar een nationale strijd die op gang moet worden gebracht door de partijen die op federaal niveau in de meerderheid zijn, met name de minister van Economie, die besprekingen voert met de grote banken. Maar dit gaat niet ver genoeg en ik hoop dat ons College druk zal kunnen uitoefenen op zijn vertegenwoordigers op federaal niveau om oplossingen te vinden. Momenteel zijn twee geldautomaten niet genoeg. Dit zien we met name aan de lange rijen op zaterdagochtend in de Vanpéstraat.

Tussenkomst van de heer Ghysels

Het is waar dat dit niet alleen een probleem is in de wijk Wielemans. In dit geval denk ik dat de bank het voorwendsel van de verhoging van de huurprijs heeft aangegrepen om deze dienstverlening af te schaffen. In België waren er ongeveer 6000 geldautomaten en de banken wilden deze terugbrengen tot 3000. Bovendien is het een probleem dat de lokale dienstverlening treft: het verdwijnen van stations, het verdwijnen van diensten in de stations, het verdwijnen van bankkantoren, ... Minister Dermagne wil onderhandelen over een minimale dienstverlening. Indien de onderhandeling niets oplevert, zal hij zeker bindende wetgevende maatregelen nemen. Op gemeentelijk niveau hebben wij, net als anderen, voorstellen van resoluties aangenomen. We hebben de Conferentie van Burgemeesters geïnterpelleerd. Ik heb minister Clerfayt geïnterpelleerd om positieve stappen te ondernemen (geldautomaten in de gemeentehuizen, ...). Ik heb ook minister Trachte geïnterpelleerd voor de buurtwinkels, die nu

al oneerlijke concurrentie ondervinden van de grootwarenhuizen. Ik vind dat we maximale druk moeten uitoefenen, maar ook dat de strijd nogal ongelijk is, want we kennen allemaal de macht van de banken. Bovendien zal de bank, als het verdwijnen van cash gemeengoed wordt, kosten in rekening brengen aan de handelaar, maar ook aan de klant. We moeten dus heel voorzichtig zijn: steun van het gemeentebestuur, steun bij de gemeentelijke instanties en de strijd gevoerd door Test Aankoop. Ik dank u.

Tussenkomst van mevrouw Plovie

We zijn ons terdege bewust van de situatie in Vorst. Zoals u ziet, aanvaardt geen van de partijen of fracties deze situatie. U hebt alles gehoord wat er gedaan is op het niveau van de gemeente, ondanks het gebrek aan manoeuvreerruimte op dat niveau. Op federaal niveau moet ervoor gezorgd worden dat dit een basisdienstverlening wordt. Mijn fractie Ecolo/Groen heeft een resolutie ingediend in het federaal Parlement. Deze bevat elementen die moeten worden aangestipt: in de 'eurozone' is het aantal geldautomaten sinds 2016 het laagst in België. We zien dat deze doelstelling wordt nagestreefd, terwijl we het probleem kennen van digitale inclusie en het belang van nog steeds cash te gebruiken, alsook het risico op kosten verbonden aan het gebruik van kaarten. Minister Dermagne gaat via een werkgroep samenwerken met de banksector. Het werk wordt op federaal niveau verricht en we hopen dat er snel oplossingen worden gevonden.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Wij kunnen het alleen maar eens zijn met uw bevindingen en frustratie over de geleidelijke verdwijning van de geldautomaten. Helaas is dit een algemene tendens in West-Europa, gebaseerd op een ideale commerciële berekening van de bankinstellingen die het gebruik van elektronische procedures stimuleren, waardoor gebruikers, veelal ouderen, in de ellende worden gestort. We hebben allemaal al wel eens in de rij moeten staan om cash geld af te halen. Met 670 geldautomaten per miljoen inwoners bevindt ons land zich in de middenmoot van de Europese landen waar de omstandigheden zeer divers zijn. Zo zijn er 1288 geldautomaten per miljoen inwoners in Portugal, maar slechts 345 in Nederland en 261 in Zweden. Om uw vragen te beantwoorden: ik heb op 25 mei een brief naar de bankinstellingen gestuurd om hun aandacht te vestigen op de situatie in Vorst. We hebben verschillende ontvangstbevestigingen en een uitgebreider antwoord ontvangen van ING. Helaas is de beslissing om de geldautomaten uit onze wijken te verwijderen gebaseerd op een onverbidelijke logica van financiële winstgevendheid. De bank is al lang geen openbare dienst meer en we zien hier de vertekening van de doelstellingen. In vergelijking met deze internationale groepen heeft de gemeente een zeer beperkte invloed. De Conferentie van Burgemeesters heeft evenwel de vertegenwoordigers van Batopin (ING, BNP, KBC, Belfius) ontvangen om een netwerk van neutrale geldautomaten voor te stellen. Dit invoeringsplan moet de komende maanden worden uitgevoerd. Voor Vorst zijn er 4 neutrale geldautomaten gepland. De banksector baseert zich op de analyse van veranderingen in het klantgedrag om de rentabiliteit van zijn kantoren en geldautomaten te evalueren. Volgens het verslag van Financité blijken bankdiensten 7 keer duurder voor ouderen. Terwijl alle banken de voorkeur geven aan het digitaal kanaal, vergrijst de bevolking. Ouderen worden dus geconfronteerd met tal van struikelblokken in hun relaties met hun bank: afschaffing van het afdrucken van rekeningafschriften, afschaffing van terminals, beperkte toegang tot kantoren, stijging van de kosten voor fysieke verrichtingen, ... Al deze factoren bemoeilijken het leven van degenen die niet op de kar van de digitalisering zijn gesprongen. Op gemeentelijk niveau kunnen we onze ouderen steunen om hen naar deze digitalisering te leiden.

Repliek van de heer Pépin, burger

Ik dank u en stel vast dat iedereen de inhoud van deze interpellatie steunt. We hopen dat er in de komende maanden concrete acties zullen plaatsvinden.

1 annexe / 1 bijlage

2 **Interpellation du public: Le principe de la promotion interne en faveur du recrutement.**
(Complémentaire)

Interpellatie van het publiek : Beginsel van interne bevordering voor aanwerving. (Aanvullend)

Je vous remercie, ainsi que la trentaine de citoyens de Forest qui m'ont soutenue pour cette interpellation par rapport à une situation qui nous inquiète, nous, citoyens concernés par la vie de notre commune, ainsi que par notre Administration communale et CPAS. Nous avons appris que les organisations syndicales qui représentent plus de 1000 travailleurs ont informés les travailleurs de la volonté de l'autorité politique de mettre fin, au sein de l'Administration communale, au principe de la priorité de la promotion interne en faveur du recrutement externe et ceci, pour deux règlements communaux concernant les conditions d'admission à des postes de grande responsabilité au sein de l'Administration. En effet, en discutant avec des représentants des travailleurs, ceux-ci nous disent qu'ils ont toujours défendu à juste titre la promotion interne par rapport au recrutement externe. Il est en effet logique que des travailleurs communaux qui ont déjà prouvé leur compétence au sein de la Commune et qui bénéficient d'une grande expérience dans leurs fonctions puissent avoir la possibilité d'être promus. En tant que citoyens, nous sommes concernés. Nous souhaitons disposer d'un service qui valorise ses travailleurs. Ceci se fera ressentir inévitablement de façon positive sur les services aux citoyens. En discutant avec les travailleurs communaux, il s'avère que ceux-ci s'inquiètent de l'implémentation de tels règlements. En effet, le Collège aurait décidé que pour des postes à responsabilité, un candidat interne n'aura plus la priorité sur un candidat externe. Ce sont pourtant des postes à responsabilité dont l'exercice de la fonction se reflètera inévitablement sur les autres services communaux. Nous rejoignons dès lors l'inquiétude de ces travailleurs. En effet, la promotion interne est un principe fondamental dans toute administration publique. La décision de mettre au même niveau la promotion et le recrutement externe de personnes n'ayant peut-être même pas d'expérience au sein d'un service public, nous inquiète et nous interpelle. La composition du jury d'examen reprend sur les 6 personnes, 5 ou 6 personnes qui sont d'une façon ou d'une autre, exclusivement désignées par l'autorité politique, ce qui favorisera la possibilité d'engager un candidat politique externe à l'administration. Le Collège souhaiterait même donner une voie délibérative au Bourgmestre, ce qui est contraire aux usages forestois lorsqu'il s'agit de postes sans relation avec le niveau politique. Si le politique adopte ce principe pour des postes à responsabilité, cela découlera sur d'autres postes, ce qui aura un effet démotivant sur le personnel. Nombreux ont déjà l'impression d'un manque de confiance de l'autorité politique et nombreux sont déjà partis de la Commune. Soucieux de bénéficier d'un service public de qualité, nous, citoyens et citoyennes forestois(es), sommes inquiets de cette évolution au sein de l'administration et ne pouvons que rejoindre les travailleurs qui sont directement ou indirectement à notre service quotidien. Nous souhaitons aussi souligner le rôle social de la promotion interne. En effet, ce principe a permis au service public d'être un véritable moteur de la promotion sociale pendant plusieurs générations. Supprimer la priorité de la promotion interne serait dès lors contraire à la volonté de faire de Forest une commune émancipatrice. Au contraire, s'agissant de postes à responsabilité, cela consisterait à valoriser les personnes ayant déjà un diplôme, majoritairement issues de milieux favorisés. Nous interpellons donc l'autorité politique afin qu'elle revoie sa décision politique afin qu'elle continue à donner priorité absolue à la promotion des travailleurs forestois désirant valoriser leur carrière. Si des travailleurs internes n'étaient pas demandeurs de participer à des

promotion, nous n'avons naturellement rien contre des recrutements externes. Toutefois, nous estimons que la promotion de travailleurs en place devrait toujours prévaloir et ceci pour toutes les fonctions au sein de l'Administration communale. De même, nous refusons la politisation des examens, de surcroît lorsqu'il s'agit de postes qui n'entraînent aucune relation avec le Collège. Il en va de la qualité et de la survie du service au public.

Intervention de M. Pierre De Permentier.

Je sais qu'il s'agit d'un constat partagé par les partenaires sociaux qui sont sensibles à cette question. Lorsque l'on parle de postes à responsabilité, je pense qu'on fait particulièrement référence aux cas du DRH et du Receveur. Il y a près d'un an, nous avons eu une commission conjointe avec le Bourgmestre et le premier échevin concernant l'engagement d'un DRH, poste prévu par la loi. Nous avons attiré l'attention sur le fait qu'il y avait une certaine urgence à engager un DRH, sauf qu'un an après, on assiste à un blocage. Je serai donc heureux de rouvrir la discussion. Pourquoi est-ce que ça coince ? Je pense qu'une commission conjointe actualisée serait du meilleur effet. Le deuxième point touche au Receveur. Comme vous le savez peut-être nous avons désigné il y a quelques mois un Receveur f.f. Je ne comprends pas pourquoi on n'a pas encore régularisé la situation. J'ai peur que pour un principe de saine gestion et de gouvernance, qu'on maintienne une situation de faisant fonction alors qu'on a déjà quelqu'un. Concernant la question du DRH, je ne comprends pas qu'on nous a vendu une espèce d'urgence qui ne semble plus en être une. Sur la question de la promotion interne, c'est un débat intéressant à avoir. Une commission serait utile à ce propos.

Intervention de M. Loewenstein.

Ce sujet est peu commun pour une interpellation citoyenne. J'ai écouté avec attention cette interpellation et, à sa lecture en amont, je n'ai pas compris pourquoi elle venait maintenant au niveau du Conseil et qu'est-ce qui a failli au niveau de la concertation syndicale interne pour en arriver là.

Si je veux faire plaisir aux syndicats et aux interpellants, je pourrais dire que nous sommes 100% d'accord avec leur propos. C'est facile des bancs de l'opposition. Je pourrais aussi me taire et ne pas mouiller mon groupe.

J'aimerais néanmoins profiter de cette interpellation pour mettre en avant certaines considérations :

- Pour ce qui nous concerne, il ne faut à notre sens ni exclure, ni démotiver des agents déjà présents au sein de l'administration, ni par ailleurs bloquer a priori toute possibilité de faire le choix du candidat le meilleur.
- L'essentiel est que la procédure de recrutement et de sélection se fasse en toute transparence et objectivité, et bien évidemment de manière dépolitisée.
- Mais je n'irais pas jusqu'à remettre en cause a priori l'intégrité, l'impartialité d'un jury dont les membres auraient été sélectionnés par le Collège. De mémoire, ces membres de jury sont souvent des secrétaires communaux / receveurs / agents d'un grade équivalent à celui recruté d'autres communes. Par ailleurs, lors des examens, les syndicats ainsi que les membres du conseil communal sont invités. Quant au choix final, il doit, je le rappelle, se faire sur la base de critères objectifs et évidemment pas pour des motivations politiques.

Pour conclure, oui aux promotions et à la mobilité interne, oui aussi à la nécessité de ne pas s'enfermer. Autant des candidats internes connaissent la maison, y ont évolué, autant quelqu'un venant de l'extérieur pourra parfois apporter un regard neuf, faire bénéficier la commune d'une expérience acquise à l'extérieur et qui pourrait apporter une plus-value à notre administration communale.

Là où je pourrais rejoindre la demande formulée, c'est que, à compétence égale, à égalité de résultats, l'on privilégie le candidat issu de l'administration.

L'essentiel est pour moi que cette objectivité, cette impartialité et cette transparence dans les procédures soient assurées afin de choisir la meilleure personne pour le poste à pourvoir.

Intervention de M. Dagrin.

A peine ayant reçu la fonction de conseiller communal, je suis déjà confronté à des questions de nomination politique. Je parle ici de l'injuste situation où l'étiquette politique est privilégiée pour obtenir une fonction dans l'Administration. Nous savons tous que cela est habituel dans les hautes sphères de la gestion publique. Des directeurs d'organismes publics ne s'en cachent même pas. Nous savons aussi que la population est très critique par rapport à ces nominations politiques. Voilà que ce débat arrive dans notre commune de Forest. Je comprends les inquiétudes des citoyens. Certains d'entre vous le savent, j'ai été délégué syndical permanent pendant 20 ans dans une grande entreprise. La matière des promotions et nominations internes est une matière complexe. Que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé, l'exigence pour le candidat doit être d'avoir les compétences. Cela semble évident. Pourtant j'ai moi-même constaté que certaines nominations étaient favorisées par le copinage. J'ai aussi constaté qu'une nomination issue de candidats externes à un service pouvait nuire à l'ambiance dans ce service et que, régulièrement, le nommé issu de l'extérieur ne faisait que passer dans le service. Ces gens-là ont en effet souvent un plan de carrière. J'ai aussi constaté que leur implication était inférieure à celui issu du même service et qui a une grande connaissance de son fonctionnement et de ses besoins à court ou à long terme. Accorder une priorité à des candidats internes qui ont réussi les examens me semble le meilleur choix pour l'intérêt des travailleurs et pour la qualité du service. J'attends avec impatience la réponse du Collège à cette interpellation citoyenne et j'invite le Collège à trouver un accord équilibré avec les représentants des travailleurs.

Intervention de M. Hacken.

Je suis aussi un peu perplexe par rapport à ce qui a été mis sur la table. Normalement, la gestion interne de l'Administration relève exclusivement du Collège, la concertation sociale relève exclusivement du Collège. Evidemment le Conseil communal juge des résultats et de l'action de l'Administration, sauf en cas d'énormes problèmes. A l'inverse de ce que vient de dire mon collègue, je ne pense pas qu'on parle de nominations politiques, ni de politisation du jury. Je ne pense pas que ce soit le genre de la maison. J'ai l'impression qu'il y a une mauvaise compréhension ou une volonté des syndicats d'obtenir ce qu'ils n'ont pas obtenu de la part du Collège, en passant par le Conseil communal. Ce n'est pas une bonne pratique, ce n'est pas au Conseil communal de trancher sur des dossiers de concertation. Quant au fond, le CDH pousse à ce que les postes à responsabilités et tous les autres soient d'abord ouverts en interne. Et si personne ne correspond en interne aux conditions demandées, qu'on ouvre alors le poste aux externes. C'est une façon de faire générale à la fonction publique et qu'il faut poursuivre à Forest.

Intervention de Mme. Huytebroek

Je suis mal à l'aise et choquée par ce qui se passe. Non pas que le débat ne doit pas avoir lieu, non pas que ce n'est pas un sujet important. Ici, je me demande si nous sommes vraiment devant une interpellation citoyenne mais devant une demande dirigée par l'Administration ou un parti politique. Franchement, ce débat mérite beaucoup mieux. Je suis respectueuse des instances qui existent et des instances de concertation. Celles-ci ne peuvent pas être court-circuitées. J'entends ici des sous-entendus, des non-dits et je ne veux pas jouer dans une mascarade ou dans l'instrumentalisation qui aurait été faite de la part d'un parti politique. Je demande qu'on laisse fonctionner les instances qui existent et que nous ayons toutes les données en main et, à ce moment-là, nous pourrions en discuter en Conseil communal.

Intervention de Mme. El Yousfi.

Je suis aussi interpellée par la tournure de cette question. Pour moi la possibilité d'ouvrir des postes à responsabilité à l'extérieur ne remet pas en cause la promotion interne. Si une personne en interne répond à tous les critères, elle sera certainement privilégiée. D'un autre côté, le Collège est apte à mettre un jury sur pied et la Secrétaire communale, des fonctionnaires et les partenaires sociaux sont présents.

Réponse de Mme. El Hamidine.

Je vous remercie pour l'intérêt que vous portez à la vie de notre Commune, à notre Administration communale et au service public. Nous partageons les mêmes intérêts, à savoir : un service public de qualité et la valorisation des agents communaux. Cependant, je voudrais apporter quelques nuances. Effectivement, les trois organisations syndicales ont envoyés un courrier aux travailleurs généralisant une disposition très particulière concernant un règlement de recrutement relatif à des postes stratégiques (DRH, Receveur). Concernant ces deux postes, la volonté du Collège est d'ouvrir ces postes aussi bien à des candidats externes qu'à des candidats internes. C'est la voie qui nous a été recommandée par l'ERAP, le centre de consultation et de formation des pouvoirs publics bruxellois. Comme vous le voyez, il n'y a pas de volonté du Collège de mettre fin au principe de la priorité de la promotion interne en faveur du recrutement externe. Au contraire, nous estimons que la carrière au sein d'une même administration comporte de grands avantages pour les travailleurs et l'administration qui peut compter sur les talents et l'expérience fine du terrain, des partenaires et de tout ce qui fait la culture de l'administration. Dès lors que le poids de ces acquis peut être objectivé par des évaluations régulières et profitant du management par objectifs, nous soutenons la promotion d'agents au sein de notre administration. Cependant, nous sommes soucieux d'appliquer la NLC en son article 145§2 qui prévoit que toutes les fonctions sont ouvertes au recrutement et à la promotion, à moins que le Conseil communal n'y déroge expressément. En parallèle, vu l'allongement et la segmentation des parcours professionnels, nous comptons aussi compter en nos rangs des personnes venant d'autres institutions pour enrichir et équilibrer nos équipes, pour rendre le service aux citoyens basé sur la meilleure gouvernance basée sur la transparence, le bien-être, l'inclusion et l'équité entre les travailleurs et les travailleuses. Convenons ensemble que ce contexte sanitaire, climatique et social agité renouvelle les attentes des citoyens, notamment vis-à-vis des services publics . Nous nous y attelons chaque matin avec des centaines d'hommes et de femmes motivées. Nous soutenons avec le Conseil communal, des campagnes massives de statutarisation, des chèques-repas, des revalorisations barémiques, etc. La Région bruxelloise est en dialogue avec les organisations syndicales pour améliorer les conditions de travail et les rendre attractives. Voilà tout le travail qui est fait à la Commune de Forest pour valoriser le travail des travailleurs et travailleuses. Et j'en profite pour remercier le travail du personnel qui est fait dans notre commune.

Réplique citoyenne.

Je suis contente d'avoir participé à ce Conseil. En tant qu'habitante de la Commune depuis une dizaine d'années, je suis régulièrement les informations, manifestations et grèves des travailleurs de la Commune. C'est en lisant les tracts que je prends connaissance des informations. Ces tracts sont accessibles à tout le monde. Ce n'est pas un secret. Les médias en parlent aussi. Il y a quand même une forte mobilisation du personnel, notamment la journée du 22 octobre 2019 où plus de la moitié du personnel communal de Forest manifestait dans les rues. D'autre part, on a aussi lu dans la presse des problèmes de harcèlement, de maladie, de démotivation, de départs, etc. En tant que citoyens, nous sommes inquiets de la dégradation des conditions de travail et de l'évolution vers une certaine privatisation au sein de l'administration communale. Je suis absolument solidaire et fort préoccupée par la situation des travailleurs à Forest.

Ik dank u en de ongeveer dertig Vorstse burgers die mij gesteund hebben voor deze interpellatie in verband met een situatie die ons verontrust, ons, burgers die bezorgd zijn over het leven in onze gemeente, evenals over ons gemeentebestuur en OCMW. We hebben vernomen dat de vakbondsorganisaties die meer dan 1000 werknemers vertegenwoordigen, de werknemers op de hoogte hebben gebracht van de wens van de politieke overheid om, binnen het gemeentebestuur, een einde te maken aan het prioriteitsbeginsel voor interne bevordering ten gunste van externe aanwerving, voor twee gemeentelijke verordeningen betreffende de voorwaarden voor toelating

tot functies met een grote verantwoordelijkheid binnen het gemeentebestuur. In gesprekken met vertegenwoordigers van de werknemers vertellen zij ons dat zij interne bevordering altijd terecht verdedigd hebben boven externe aanwerving. Het is immers logisch dat gemeentepersoneel dat zijn bekwaamheid binnen de gemeente reeds heeft bewezen en veel ervaring heeft in zijn functie, de mogelijkheid mag hebben om te worden bevorderd. Als burgers zijn wij bezorgd. Wij willen diensten die hun werknemers valoriseren. Dit zal ongetwijfeld een positief effect hebben op de dienstverlening aan de burgers. Uit gesprekken met het gemeentepersoneel blijkt dat zij zich zorgen maken over de invoering van dergelijke verordeningen. Het College zou namelijk besloten hebben dat voor verantwoordelijke functies een interne kandidaat niet langer voorrang krijgt op een externe kandidaat. Het zijn echter verantwoordelijke functies waarvan de uitoefening ongetwijfeld een weerslag zal hebben op de andere gemeentediensten. Daarom delen wij de bezorgdheid van deze werknemers. Interne bevordering is immers een basisbeginsel in elke overheidsdienst. Het besluit om bevordering en externe aanwerving van personen die misschien niet eens ervaring hebben in een overheidsdienst op hetzelfde niveau te plaatsen, baart ons zorgen en kan ons niet onberoerd laten. De examencommissie is samengesteld uit 6 personen, 5 of 6 personen die op de een of andere manier uitsluitend door de politieke overheid worden benoemd, hetgeen de mogelijkheid om een politieke kandidaat van buiten het gemeentebestuur aan te trekken, in de hand werkt. Het College zou de Burgemeester zelfs stemrecht willen geven, hetgeen in strijd is met de Vorstse gebruiken wanneer het gaat om functies die geen verband houden met het politieke niveau. Als de politiek dit principe hanteert voor verantwoordelijke functies, zal dit gevolgen hebben voor andere functies, hetgeen een demotiverend effect zal hebben op het personeel. Velen voelen reeds een gebrek aan vertrouwen van de politieke overheid en velen hebben de gemeente reeds verlaten. Wij, burgers van Vorst, die willen genieten van een kwalitatieve openbare dienstverlening, zijn bezorgd over deze evolutie binnen het gemeentebestuur en kunnen ons alleen maar aansluiten bij de werknemers die ons dagelijks rechtstreeks of onrechtstreeks van dienst zijn. Wij willen ook de nadruk leggen op de sociale rol van interne bevordering. Dankzij dit beginsel kon de openbare dienst immers al generaties lang een echte motor van sociale promotie zijn. Het schrappen van de voorrang voor interne bevordering zou dus indruisen tegen de wens om van Vorst een emancipatorische gemeente te maken. Integendeel, wat verantwoordelijke functies betreft, zou dit betekenen dat personen die reeds een diploma hebben, voornamelijk uit bevoorrechte milieus, worden gevaloriseerd. Wij vragen de politieke overheid dan ook haar politieke besluit te herzien, zodat zij absolute voorrang blijft geven aan de bevordering van Vorstse werknemers die hun loopbaan willen verbeteren. Als interne werknemers niet geïnteresseerd zijn om deel te nemen aan bevordering, hebben wij natuurlijk niets tegen externe aanwervingen. Wij zijn echter van mening dat de bevordering van bestaande werknemers altijd voorrang moet krijgen voor alle functies binnen het gemeentebestuur. Wij wijzen ook de politisering van examens af, vooral wanneer het gaat om functies die niets met het College te maken hebben. Het gaat om de kwaliteit en het voortbestaan van de openbare dienstverlening.

Tussenkomen van de heer Pierre-De Permentier

Ik weet dat dit een vaststelling is die wordt gedeeld door de sociale partners, die gevoelig zijn voor deze kwestie. Als we het over verantwoordelijke functies hebben, denk ik dat we met name de gevallen van de DHR en de Gemeenteontvanger bedoelen. Bijna een jaar geleden hadden we een gezamenlijke commissie met de Burgemeester en de eerste schepen over de aanwerving van een DHR, een functie waarin de wet voorziet. Wij vestigden de aandacht op het feit dat er een zekere urgentie was om een DHR aan te werven, alleen bevinden we ons een jaar later in een patstelling. Ik zou de discussie dan ook graag heropenen. Waarom loopt dit vast? Ik denk dat een vernieuwde gezamenlijke commissie het beste zou zijn. Het tweede punt betreft de Gemeenteontvanger. Zoals u wellicht weet, hebben we enkele maanden geleden een wvd. Gemeenteontvanger aangewezen. Ik begrijp niet waarom de situatie nog niet geregulariseerd is. Ik vrees dat wij, omwille van een principe van goed beheer en bestuur, een situatie van waarnemer handhaven terwijl we reeds iemand hebben. Wat de kwestie van de DHR betreft,

begrijp ik niet dat ons een soort noodsituatie werd opgedist, die er geen lijkt te zijn. De kwestie van de interne bevordering is een interessant debat om te voeren. In dat verband zou een commissie nuttig zijn.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Dit is een ongewoon onderwerp voor een burgerinterpellatie. Ik heb aandachtig naar deze interpellatie geluisterd en toen ik haar vooraf las, begreep ik niet waarom zij nu voor de Raad komt en wat er in het interne vakbondsoverleg mis gegaan is om daartoe te komen.

Als ik de vakbonden en de vragenstellers een plezier wil doen, zou ik kunnen zeggen dat we het 100% eens zijn met wat zij hebben gezegd. Dat is gemakkelijk van op de banken van de oppositie. Ik zou ook kunnen zwijgen en mijn fractie niet kunnen betrekken.

Ik wil echter van deze interpellatie gebruikmaken om enkele overwegingen naar voren te brengen:

- Wat ons betreft, mogen we het personeel dat reeds binnen het bestuur aanwezig is, niet uitsluiten of demotiveren, en mogen we niet a priori elke mogelijkheid tegenhouden om de beste kandidaat te kiezen.**
- Het belangrijkste is dat de aanwervings- en selectieprocedure in alle transparantie en objectiviteit gebeurt, en uiteraard op een gedepoliteerde manier.**
- Maar ik zou niet zo ver willen gaan om a priori de integriteit en onpartijdigheid in twijfel te trekken van een jury waarvan de leden door het College zijn geselecteerd. Uit het hoofd zijn deze juryleden vaak gemeentesecretarissen / gemeenteontvangers / werknemers met een graad die gelijkwaardig is aan de graad waarin wordt aangeworven bij andere gemeenten. Bovendien worden bij de examens zowel de vakbonden als de leden van de gemeenteraad uitgenodigd. Wat de uiteindelijke keuze betreft, herinner ik u eraan dat deze moet worden gemaakt op basis van objectieve criteria en uiteraard niet om politieke redenen.**

Tot slot: ja tegen bevorderingen en interne mobiliteit, ja ook tegen de noodzaak om onszelf niet vast te zetten. Interne kandidaten kennen de plek en zijn er geëvolueerd, maar iemand van buitenaf kan soms een frisse kijk brengen en de gemeente laten profiteren van extern opgedane ervaring die een meerwaarde kan betekenen voor ons gemeentebestuur.

Waar ik het eens kan zijn met het verzoek, is dat bij dezelfde bekwaamheid en gelijke resultaten de voorkeur moet worden gegeven aan de kandidaat uit het gemeentebestuur.

Het belangrijkste voor mij is dat deze objectiviteit, onpartijdigheid en transparantie in de procedures gewaarborgd zijn, zodat de beste persoon voor de in te vullen betrekking kan worden gekozen.

Tussenkoms van de heer Dagrin

Ik had pas de functie van gemeenteraadslid gekregen toen ik al geconfronteerd werd met vragen over een politieke benoeming. Ik heb het over de oneerlijke situatie waarin de politieke kleur gunstig is om een functie bij het gemeentebestuur te krijgen. We weten allemaal dat dit gebruikelijk is in de hoogste kringen van het openbaar bestuur. Bestuurders van overheidsinstanties steken het zelfs niet onder stoelen of banken. We weten ook dat de bevolking zeer kritisch is ten opzichte van deze politieke benoemingen. Dit debat vindt nu plaats in onze gemeente Vorst. Ik begrijp de bezorgdheid van de burgers. Zoals sommigen onder u weten, was ik 20 jaar lang permanent vakbondsafgevaardigde in een groot bedrijf. Interne bevorderingen en benoemingen zijn een complexe aangelegenheid. Of het nu om de openbare of de privésector gaat, de kandidaat moet over de nodige competenties beschikken. Dat lijkt vanzelfsprekend. Ik heb echter zelf vastgesteld dat sommige benoemingen gestimuleerd werden door vriendjespolitiek. Ik heb ook gemerkt dat een benoeming van kandidaten van buitenaf de sfeer op de dienst kan schaden en dat voor de van buitenaf benoemde persoon de dienst vaak gewoon een tussenstation is. Die mensen hebben immers vaak een loopbaanplan. Ik heb ook vastgesteld dat hun betrokkenheid minder groot was dan die van iemand van dezelfde dienst die een

uitgebreide kennis heeft van de werking en de behoeften ervan op korte of lange termijn. Voorrang geven aan interne kandidaten die geslaagd zijn voor de examens lijkt mij de beste keuze in het belang van de werknemers en voor de kwaliteit van de dienstverlening. Ik kijk uit naar het antwoord van het College op deze burgerinterpellatie en ik nodig het College uit om met de vertegenwoordigers van de werknemers tot een evenwichtig akkoord te komen.

Tussenkomsst van de heer Hacken

Ik ben ook een beetje verbaasd over wat er op tafel is gelegd. Normaliter valt het interne beheer van het gemeentebestuur uitsluitend onder de bevoegdheid van het College, het sociaal overleg valt uitsluitend onder de bevoegdheid van het College. Uiteraard oordeelt de Gemeenteraad over de resultaten en het optreden van het gemeentebestuur, behalve in geval van grote problemen. In tegenstelling tot wat mijn collega zonet gezegd heeft, denk ik niet dat het hier gaat over politieke benoemingen of politisering van de jury. Ik denk niet dat dit de manier is waarop we dingen doen. Ik heb de indruk dat er bij de vakbonden sprake is van een misverstand of van de wens om via de Gemeenteraad te verkrijgen wat zij niet van het College hebben verkregen. Dit is geen goede werkwijze, het is niet de taak van de Gemeenteraad om te beslissen over overlegdossiers. Wat de inhoud betreft, dringt de cdH erop aan dat de verantwoordelijke functies en alle andere eerst intern worden opengesteld. En als niemand intern aan de voorwaarden voldoet, dan moet de functie worden opengesteld voor buitenstaanders. Dit is een algemene werkwijze voor het openbaar ambt die moet worden voortgezet in Vorst.

Tussenkomsst van mevrouw Huytebroek

Ik voel me ongemakkelijk en ben geschokt door wat er gebeurt. Niet dat het debat niet zou mogen plaatsvinden, niet dat het geen belangrijk thema is. Ik vraag me af of het hier echt om een burgerinterpellatie gaat en niet om een vraag van het bestuur of een politieke partij. Eerlijk gezegd verdient dit debat veel beter. Ik heb respect voor de bestaande instanties en overlegorganen. We mogen hieraan niet voorbijgaan. Ik hoor hier insinuaties en onuitgesproken zaken, en ik wil geen spelletjes spelen of een politieke partij instrumentaliseren. Ik vraag dat we de bestaande instanties hun werk laten doen, dat we alle gegevens in handen hebben en dat we die dan in de Gemeenteraad kunnen bespreken.

Tussenkomsst van mevrouw El Yousfi

Ik ben ook bezorgd over de manier waarop deze vraag wordt gesteld. Mijns inziens doet de mogelijkheid om verantwoordelijke functies open te stellen voor buitenstaanders niets af aan de interne bevordering. Indien een persoon intern aan alle criteria voldoet, zal hij of zij zeker de voorkeur krijgen. Anderzijds kan het College een jury samenstellen en zijn de Gemeentesecretaris, ambtenaren en de sociale partners aanwezig.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Ik dank u voor uw belangstelling voor het leven in onze gemeente, voor ons gemeentebestuur en de openbare dienstverlening. Wij hebben dezelfde belangen, namelijk: een kwalitatieve openbare dienstverlening en de valorisatie van het gemeentepersoneel. Ik zou echter een paar nuances willen aanbrengen. De drie vakbondsorganisaties hebben de werknemers inderdaad een brief gestuurd waarin zij een zeer specifieke bepaling betreffende een aanwervingsreglement voor strategische functies (DHR, Gemeenteontvanger) veralgemenen. Het College wil deze twee functies openstellen voor zowel externe als interne kandidaten. Dit is de manier die ons werd aangeraden door de GSOB, het opleidings- en consultancycentrum van de Brusselse lokale besturen. Zoals u ziet, is het niet de wens van het College om een einde te maken aan het prioriteitsbeginsel voor interne bevordering ten gunste van externe aanwerving. Integendeel, wij zijn van mening dat een loopbaan binnen eenzelfde bestuur grote voordelen biedt voor de werknemers en het bestuur die kunnen rekenen op talenten en de goede ervaring op het terrein, partners en alles wat deel uitmaakt van de cultuur van het bestuur. Mits het gewicht van deze verworvenheden kan worden geobjectiveerd met regelmatige evaluaties en

gebruikmakend van management via doelstellingen, steunen wij de bevordering van werknemers binnen ons bestuur. Wij willen echter artikel 145, §2 van de NGW toepassen, waarin staat dat alle betrekkingen worden opengesteld voor aanwerving en bevordering, tenzij de gemeenteraad daar uitdrukkelijk van afwijkt. Tegelijkertijd verwachten wij, gezien de verlenging en segmentering van de beroepsloopbanen, ook personen van andere instellingen in onze rangen om onze teams te verrijken en in evenwicht te brengen, om de burgers een dienst te verlenen die gebaseerd is op het beste bestuur uitgaand van transparantie, welzijn, inclusie en gelijkwaardigheid tussen mannelijke en vrouwelijke werknemers. Laten we het erover eens zijn dat deze woelige gezondheids-, klimaat- en sociale situatie nieuwe verwachtingen schept bij de burgers, meer bepaald ten opzichte van de openbare diensten. We werken hier elke dag aan met honderden gemotiveerde mannen en vrouwen. Samen met de Gemeenteraad steunen we de grootschalige campagnes voor statutarisering, maaltijdcheques, weddeschaalverhogingen, ... Het Brussels Gewest is in gesprek met de vakbonden om de arbeidsvoorwaarden te verbeteren en ze aantrekkelijker te maken. Dit zijn alle werkzaamheden die in de gemeente Vorst worden verricht om het werk van de werknemers te valoriseren. En ik wil van de gelegenheid gebruik maken om het personeel te bedanken dat in onze gemeente werkt.

Repliek van een burger

Ik ben blij dat ik aan deze Gemeenteraad heb deelgenomen. Als inwoner van de gemeente sinds een tiental jaren volg ik regelmatig het nieuws, de manifestaties en stakingen van de werknemers van de gemeente. Het is door de vlugschriften te lezen dat ik het nieuws verneem. Die vlugschriften zijn voor iedereen toegankelijk. Het is geen geheim. De media hebben het er ook over. Er is hoe dan ook een sterke mobilisering van het personeel, meer bepaald op 22 oktober 2019 toen meer dan de helft van het gemeentepersoneel van Vorst op straat demonstreerde. Anderzijds hebben we ook in de pers gelezen over problemen in verband met pesterijen, ziekte, demotivatie, uitdiensttredingen, ... Als burgers maken we ons zorgen over de verslechtering van de arbeidsomstandigheden en de tendens naar een zekere privatisering binnen het gemeentebestuur. Ik ben echt solidair en zeer bezorgd over de situatie van de werknemers in Vorst.

1 annexe / 1 bijlage

3 **Approbation du procès-verbal du conseil communal.**

Le conseil approuve les procès-verbaux des séances des 20 avril, 15 juin et 06 juillet 2021.

33 votants : 33 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De Raad keurt de proces-verbalen van de zittingen van 20 april, 15 juni en 06 juli 2021 goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

SÉCURITÉ CIVILE - CIVIELE BESCHERMING

Sécurité civile - Civiele bescherming

4 Sécurité civile - Extension des missions de la Commune subsidiées par la Cocom dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 - Application de l'article 249, § 1er, alinéa 2 NLC.

LE CONSEIL,

Vu l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Vu l'article 249, § 1er, alinéa 2, de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, instituant les agences locales pour l'emploi (A.L.E.) ;

Considérant que la situation épidémiologique observée en Région de Bruxelles-Capitale est comparable à celle relevée lors de la troisième vague ;

Qu'en ce qui concerne la commune de Forest le taux de vaccination des plus de 12 ans est de 69%, ce qui est sensiblement supérieure à la moyenne régionale mais demeure préoccupant d'un point de vue épidémiologique ;

Que compte tenu de cette situation particulière en Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune a fait appel à la commune de Forest pour faire évoluer le taux de vaccination et fournir un appui local ciblé à cette fin ;

Considérant que la Commission communautaire commune a donné son accord quant à l'octroi d'un subside facultatif de 58.079,30 € à la commune de Forest dans ce contexte ;

Considérant que le service de sécurité civile de la commune a élaboré un plan d'action circonstancié visant à la sensibilisation accrue de la population à la vaccination, tout particulièrement dans les quartiers à faible taux de vaccination ;

Que celui-ci a été transmis et approuvé par la Commission communautaire commune en date du 19 octobre 2021 ;

Considérant que le déploiement d'une équipe de travailleurs dont la mission exclusive serait de sensibiliser la population aux bénéfices de la vaccination et de fournir toute information utile sur les dispositifs mis en place au niveau communal pour se faire vacciner ;

Considérant que les autorités locales peuvent être bénéficiaires de services de l'A.L.E pour l'organisation d'activités répondant à des besoins non rencontrés par les circuits de travail réguliers et ceci compte tenu du caractère temporaire et exceptionnel du besoin, tel qu'aller à la rencontre des riverains et la sensibilisation de ceux-ci à la vaccination ;

Considérant que les moyens humains de la commune ne permettent pas de remplir cette tâche ;

Considérant que le besoin en personnel s'élève à 8 personnes pendant les mois de novembre et de décembre 2021 à raison de 36 heures par semaine, soit 256 heures et que le coût d'un chèque A.L.E, correspondant à 1h de travail, est de 5,95 € ;

Considérant dès lors que faire appel à une agence locale pour l'emploi rencontre les obligations en matière de personne et d'économies ;

Considérant que la commande de chèques ne peut se faire que par multiple de 10 et qu'il convient dès lors d'en acheter 260 pour un montant total de 12.185,60 € (5,95 € *260) et que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 140/122-48/93 du service ordinaire du budget 2021 ;

Considérant que cette équipe de sensibilisation doit disposer de vêtements permettant d'identifier leur fonction et de leur fournir une visibilité auprès de la population dans le cadre de leurs missions ;

Considérant qu'il convient dès lors d'acheter des vestes coupe-vent et de procéder à leur flocage pour un montant total de 1.500 euros et que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 140/124-05/93 du service ordinaire du budget 2021 ;

Considérant que la sensibilisation dans les quartiers doit être complétée par des moyens de communication externe plus élaborés telle que l'installation de deux cubes publicitaires reprenant toutes les informations utiles aux initiatives locales en matière de vaccination et disposés dans des lieux stratégiques du territoire répond à ce besoin ;

Considérant que pour ce type de fourniture, il n'y a pas de fournisseur désigné par la commune ;

Considérant que les opérateurs économiques suivant ont été invités à remettre offre pour 2 cubes publicitaires autoportants de dimension 2000 mm x 2000 mm et de bâches imprimées aux dimensions adaptées à ceux-ci :

- Screen-group sa, chaussée de Ruisbroek 267 à 1620 Drogenbos ;
- Pixis sprl, boulevard Saint-Michel 47 à 1040 Etterbeek ;
- Koto Global Trade sprl, boulevard de la Deuxième Armée Britannique 140 à 1190 Forest ;
- DPI sprl, rue Van Soust 277 à 1070 Anderlecht;
- Coyoteprint sprl, chaussée de la Hulpe 185 à 1170 Watermael-Boitsfort.

Considérant qu'à la date du 26 octobre 2021 avant 12h, seule la société « Pixis », sise boulevard Saint-Michel 47 à 1040 Etterbeek, a remis offre pour un montant de 1.973,46 € TVAC et qu'il est dès lors proposé de lui attribuer le marché et d'inscrire cette dépense à l'article 140/124-02/93 du service ordinaire du budget 2021;

Considérant que la sensibilisation des jeunes à la vaccination nécessite une approche plus ciblée en termes de moyens de communication et que la réalisation d'une capsule vidéo convient à la rencontre de cet objectif ;

Considérant que la réalisation d'un tel clip vidéo peut être exécutée par le biais du service jeunesse de la commune pour un budget de 5.000 € et d'inscrire cette dépense à l'article 761/123-16/93 du service ordinaire du budget 2021;

Considérant que la sensibilisation de la population aux actions locales entreprises par l'autorité communale et ses services nécessite la mise en place d'un plan de communication spécifique selon plusieurs critères socioéconomiques et démographiques tels que l'âge et le genre ;

Considérant qu'il convient dès lors de prévoir un budget pour organiser et mettre en œuvre plusieurs campagnes ciblées via les médias sociaux et qu'un budget de 2.000 € couvre les frais de telles campagnes publicitaires via les plateformes utilisées par la commune et d'inscrire ceux-ci à l'article 140/123-16/93 du service ordinaire du budget 2021 ;

Considérant que la coordination du plan d'action communal relatif à l'appui au plan régional de vaccination, et par conséquent que l'encadrement du personnel, du suivi et de l'évaluation de l'impact des mesures déployées nécessite des moyens en personnel ;

Considérant que la Commission communautaire commune sollicite auprès des communes subsidiées, la mise en place d'un coordinateur communal désigné en tant que point unique de contact (SPOC) ;

Considérant que le coût horaire via le tarif de la Commission communautaire commune s'élève à 80,34 € et que la fonction de coordinateur communal induit une charge de travail à raison de 36 heures par semaine du 15 octobre au 31 décembre 2021 et que le coût total s'élève par conséquent à 30.079,30 € (7,2h par jour * 52 jours ouvrés * 80,34 €) ;

Considérant que cette fonction sera assurée par du personnel communal ;

Considérant que des frais de fonctionnement divers peuvent survenir et qu'il convient dès lors d'y dédier le solde restant du subside octroyé par la Commission communautaire commune, soit 5.341,04 € à inscrire à l'article 140/123-16/93 du service ordinaire du budget 2021;

Vu la décision du Collège du 28 octobre 2021 :

- D'appliquer l'article 249, § 1er, alinéa 2, de la nouvelle loi communale ;
- D'inscrire la recette liée au subside de la Commission communautaire commune à l'article 140/465-01/93 soit 58.079,30 € ;
- D'attribuer le marché public « cubes publicitaires autoportants et bâches imprimées » au seul prestataire ayant remis offre, à savoir la société « Pixis » sise boulevard Saint-Michel 47 à 1040 Etterbeek pour le montant d'offre de 1.973,46 € TVAC et d'inscrire cette dépense à l'article 140/124-02/93 ;
- D'autoriser le service Jeunesse de la commune à réaliser un clip vidéo visant à sensibiliser les plus jeunes à la vaccination et d'inscrire les dépenses y afférentes à l'article 761/123-16/93 soit 5.000,00 € ;
- D'inscrire également les dépenses suivantes : - à l'article 140/ 122-48/93 : l'achat de 260 chèques A.L.E dans le cadre du recrutement d'une équipe d'agents de sensibilisation à la vaccination : 12.185,60 € ; - à l'article 140/124-05/93 : l'achat d'équipement pour ce personnel : 1.500,00 € ; - à l'article 140/123-16/93 : frais de fonctionnement et frais liés à l'usage de campagnes de communication via médias sociaux : 7.341,04 €.

DECIDE :

De prendre acte de la décision du Collège du 28 octobre 2021 ;

D'admettre les dépenses de 58.079,30 € et d'inscrire les crédits aux articles susmentionnés du service ordinaire du budget 2021 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Civiele veiligheid - Uitbreiding van de opdrachten van de Gemeente gesubsidieerd door de GGC in het kader van de coronapandemie - Toepassing artikel 249 §1 2e lid NGW.

DE RAAD,

Gelet op artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op artikel 249, §1, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 79 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 tot instelling van de Plaatselijke WerkgelegenheidsAgentschappen (PWA);

Overwegende dat de epidemiologische situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vergelijkbaar is met die tijdens de derde golf;

Dat in de gemeente Vorst de vaccinatiegraad voor personen boven de 12 jaar 69% bedraagt, wat aanzienlijk hoger is dan het gewestelijke gemiddelde, maar vanuit epidemiologisch oogpunt nog steeds zorgwekkend is;

Dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gelet op deze bijzondere situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Vorst heeft verzocht de vaccinatiegraad te verbeteren en daartoe gerichte plaatselijke steun te verlenen;

Overwegende dat de GGC in dit verband heeft ingestemd met een facultatieve subsidie van 58.079,30 euro aan de gemeente Vorst;

Overwegende dat de dienst civiele veiligheid van de gemeente een gedetailleerd actieplan heeft opgesteld om de bevolking te sensibiliseren voor vaccinatie, in het bijzonder in wijken met een lage vaccinatiegraad;

Dat dit plan op 19 oktober 2021 door de GGC is ingediend en goedgekeurd;

Overwegende de inzet van een team van medewerkers met als enige opdracht de bevolking bewust te maken van de voordelen van vaccinatie en alle nuttige informatie te verstrekken over de op gemeentelijk niveau getroffen maatregelen in verband met vaccinatie;

Overwegende dat de lokale overheden gebruik kunnen maken van de diensten van het PWA voor de organisatie van activiteiten die beantwoorden aan behoeften waarin niet wordt voorzien door de reguliere werkcircuits, rekening houdend met het tijdelijke en uitzonderlijke karakter van de behoefte, zoals naar de mensen toe gaan en hen sensibiliseren voor vaccinatie;

Overwegende dat de personele middelen van de gemeente niet toereikend zijn om deze taak te vervullen;

Overwegende dat de behoefte aan personeel in de maanden november en december 2021 8 personen bedraagt, 36 uur per week, d.w.z. 256 uur, en dat de kosten van een PWA-cheque, voor 1 uur werk, 5,95 euro bedragen;

Overwegende dat de inschakeling van een PWA voldoet aan de verplichtingen op het vlak van mensen en besparingen;

Overwegende dat de cheques slechts kunnen worden besteld in veelvouden van 10 en dat er dus 260 cheques moeten worden gekocht voor een totaalbedrag van 12.185,60 euro (5,95 euro * 260) en dat het krediet voor deze uitgaven ingeschreven zal worden op artikel 140/122-48/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat dit sensibiliseringsteam moet beschikken over kleding die hun functie herkenbaar maakt en hun in het kader van hun opdracht zichtbaarheid verschaft ten aanzien van de bevolking;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is windjacks aan te schaffen en over te gaan tot het flocken ervan voor een totaalbedrag van 1.500 euro en dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden in artikel 140/124-05/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de sensibilisering in de wijken aangevuld met uitgebreidere middelen voor externe communicatie, zoals de plaatsing van twee reclameblokken met alle nuttige informatie over plaatselijke initiatieven op het vlak van vaccinatie, die op strategische plaatsen in het gebied worden geplaatst, beantwoordt aan deze behoefte;

Aangezien er voor dit type voorziening geen door de gemeente aangewezen leverancier is;

Overwegende dat aan de volgende economische operatoren werd verzocht een offerte in te dienen voor 2 zelfdragende reclameblokken van 2.000 mm x 2.000 mm en bedrukte dekzeilen van aangepaste afmetingen:

- Screen-group nv, Ruisbroeksesteenweg 267 in 1620 Drogenbos;
- Pixis bvba, Sint-Michielslaan 47 in 1040 Etterbeek;
- Koto Global Trade bvba, Brits Tweedelegerlaan 140 in 1190 Vorst;
- DPI bvba, Van Souststraat 277 in 1070 Anderlecht;
- Coyoteprint bvba, Terhulpseseenweg 185 in 1170 Watermaal-Bosvoorde.

Overwegende dat op 26 oktober 2021 vóór 12 uur alleen het bedrijf Pixis, gevestigd aan de Sint-Michielslaan 47 in 1040 Etterbeek, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 1.973,46 euro incl. btw, en dat daarom wordt voorgesteld de opdracht aan dit bedrijf te gunnen en deze uitgave in te schrijven op artikel 140/124-02/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de sensibilisering van jongeren ten aanzien van vaccinatie een meer gerichte aanpak van de communicatiemiddelen vereist en dat de productie van een videofilmje geschikt is om deze doelstelling te verwezenlijken;

Overwegende dat de productie van een dergelijke videoclip door de Jeugddienst van de gemeente kan worden uitgevoerd voor een budget van 5.000 euro en deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 761/123-16/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de sensibilisering van de bevolking voor de lokale acties van het gemeentebestuur en zijn diensten de opstelling vereist van een specifiek communicatieplan dat is afgestemd op verschillende sociaal-economische en demografische criteria zoals leeftijd en geslacht;

Overwegende dat er bijgevolg dient te worden voorzien in een budget voor de organisatie en uitvoering van verschillende gerichte campagnes via de sociale media en dat een budget van 2.000 euro de kosten dekt van dergelijke reclamecampagnes via de door de gemeente gebruikte platforms, en deze kosten in te schrijven op artikel 140/123-16/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat voor de coördinatie van het gemeentelijk actieplan ter ondersteuning van het gewestelijk vaccinatieplan, en bijgevolg voor het toezicht op het personeel, de follow-up en de evaluatie van het effect van de gevoerde acties personele middelen nodig zijn;

Overwegende dat de GGC de gesubsidieerde gemeenten verzoekt een gemeentelijk coördinator aan te stellen die als enig contactpunt (SPOC) fungeert;

Overwegende dat de kosten per uur volgens het tarief van de GGC 80,34 euro bedragen en dat de functie van gemeentelijk coördinator van 15 oktober tot en met 31 december 2021 een werkbelasting

van 36 uur per week teweegbrengt en dat de totale kosten derhalve 30.079,30 euro bedragen (7,2 uur per dag * 52 werkdagen * 80,34 euro);

Overwegende dat deze functie door gemeentepersoneel zal worden vervuld;

Overwegende dat er diverse werkingskosten kunnen ontstaan en dat het derhalve nuttig is het resterende saldo van de door de GGC toegekende subsidie, zijnde 5.341,04 euro, in te schrijven op artikel 140/123-16/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Gelet op de beslissing van het College van 28 oktober 2021 om:

- Artikel 249, §1, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen;
- De ontvangst in verband met de subsidie van de GGC in te schrijven op artikel 140/465-01/93, zijnde 58.079,30 euro;
- De overheidsopdracht “zelfdragende reclameblokken en bedrukte dekzeilen” te gunnen aan de enige dienstverlener die een offerte heeft ingediend, namelijk de onderneming Pixis, gevestigd Sint-Michielslaan 47 te 1040 Etterbeek, voor een bedrag van 1.973,46 euro incl. BTW, en deze uitgave in te schrijven op artikel 140/124-02/93;
- De Jeugddienst van de gemeente toestemming te verlenen voor de productie van een videoclip om jongeren te sensibiliseren voor vaccinatie en de desbetreffende uitgaven in te schrijven op artikel 761/123-16/93, zijnde 5.000,00 euro;
- Om ook de volgende uitgaven in te schrijven: - op artikel 140/122-48/93: de aankoop van 260 PWA-cheques in het kader van de aanwerving van een team medewerkers voor de sensibilisering voor vaccinatie: 12.185,60 euro; - op artikel 140/124-05/93: de aankoop van materiaal voor dit personeel: 1.500,00 euro; - op artikel 140/123-16/93: werkingskosten en kosten in verband met het gebruik van communicatiecampagnes via de sociale media: 7.341,04 euro.

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van 28 oktober 2021;

De uitgave van € 58.079,30 toe te staan en de kredieten bij de volgende begrotingswijziging in te schrijven op de bovengenoemde artikelen van de gewone dienst van de begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

5 Tutelle CPAS - Approbation du Budget 2022 du CPAS.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale

(CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 09 décembre 2021, arrêtant le budget de l'exercice 2022 du CPAS ;

Vu l'article 112 § 2. de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu l'article 112 bis § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant le budget de l'exercice 2022 est parvenue à l'administration communale de Forest le 10 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 08 décembre 2021 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 09 décembre 2021 arrêtant le budget de l'exercice 2022 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Toezicht OCMW - Goedkeuring van de Begroting 2022 van het OCMW.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 9 december 2021, waarin de begroting van het dienstjaar 2022 van het OCMW vastgelegd werd;

Gelet op artikel 112 §2 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op artikel 112bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2022 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 10 december 2021;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 08 december 2021;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 09 december 2021 tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2022 van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Présentation par M. Lonfils.

Il faut remettre cela dans un contexte socioéconomique global et un contexte COVID.

En 2019, avant le COVID, 31% des Bruxellois étaient en risque de pauvreté. Il s'agit de ménages dont le revenu est inférieur à 1230€/mois avec comme référence une personne isolée. On est à 15% en Belgique, et à 31% des Bruxellois. De 2010 à 2020, on a une diminution de 27% du nombre de chômeurs et une augmentation de 49% des bénéficiaires du revenu d'intégration. En janvier 2020, 6% des Bruxellois vivent avec un revenu d'intégration. Ceci vous montre l'importance qu'ont pris les CPAS ces dernières années, aussi en venant remplacer au final certaines pertes de chômage. Toujours en 2020, en 10 ans à Forest, on constate qu'il y avait 31 dossiers/1000 personnes, en dessous de la moyenne bruxelloise, et l'on est actuellement à 51 dossiers/1000 habitants. Au-delà d'un accroissement simple, on voit que l'on est maintenant au-dessus de la moyenne régionale (45/1000) et donc qu'il y a un accroissement de la pauvreté à Forest. Nous sommes passés de la 10^{ème} à la 6^{ème} place dans ce triste classement sur la Région. Concernant le contexte COVID, entre janvier et novembre 2020, les demandes auprès du CPAS ont augmenté (+9% de demandes du revenu d'intégration).

C'est dans ce contexte-là que s'intègre notre budget. Dans les dépenses d'exploitation, le plus gros poste concerne le personnel qui augmente considérablement (+1.300.000) mais il faut mettre cela en relation avec des mesures prises à d'autres niveaux (application de l'index, valorisation barémique, application de l'accord sectoriel régional). Cette mesure coûtera environ 700.000 € au CPAS de Forest. La Région devrait subventionner à 75%. A ce jour, elle prend beaucoup moins en charge (284.000 €). Donc, on est plutôt à 40/45% de prise en charge. Nous avons fait des démarches auprès de la Région pour voir si il y avait moyen de réaligner ces chiffres.

L'autre élément principal de dépense est la maison de repos. Comme toutes les maisons de repos publiques, nous ne sommes pas bénéficiaires sur ce poste. Nous avons dû reporter l'ouverture de la nouvelle aile plusieurs fois, vu le COVID. Nous nous retrouvons donc actuellement à un remplissage inférieur à 100%. Nous parlons aussi de politique de soutien à la personne âgée. Vu la poursuite du COVID, nous avons dû reporter l'ouverture des cantous. Nous travaillons aussi sur les profils de résidents (MR/MRS). Ceci nous oblige à ouvrir aux personnes les plus dépendantes. J'ai demandé aux conseillers intéressés par la problématique de travailler sur cette réflexion, de manière à trouver un budget du Val des Roses qui s'améliore dans le courant de l'année 2022.

En ce qui concerne surtout les CPAS, ce sont les aides sociales. Nous avons eu beaucoup de subsides, d'aides, des différentes niveaux de pouvoir pour mettre en place pas mal de projets. La plupart de ces aides s'arrêtaient au 31 décembre. Nous avons donc dû revoir nos priorités pour 2022. Nous avons donc identifié quelques points : la crise du logement, la crise énergétique, le surendettement, la fracture numérique et le soutien au personnel. Sur cette base, nous avons dégagé des axes pour 2022 : le projet « univers Diogène », les sorties honorables pour les gens à l'hôtel, la continuité du contrat local Santé (quartier Primeurs-Pont de Luttre), soutien à travers un EPN, matériel, connexion,... le Val des Roses, le déménagement en 2023, la revalorisation du personnel. C'est une année où nous avons été peu gourmand vu la situation financière compliquée de la Commune, contrairement à d'autres CPAS.

Intervention de M. Van Vlasselaer.

En ce qui concerne le contexte général, je souhaite rappeler que le groupe DéFI a, lors de chaque discussion budgétaire, évoqué la détérioration de la situation socioéconomique de la population bruxelloise. Il faut rappeler que le COVID a aggravé la situation mais c'était un contexte général.

A/ Documents et annexes obligatoires (circulaire 19/7/2021)

- **le rapport sur les économies d'échelle commune-cpas (art.26bis§5) comme tel. Toutefois,**

il est question d'économies d'échelle dans la dernière partie du PV du comité de concertation du 8/12/2021. Peut-on considérer que le point 2.4 dudit PV constitue le rapport visé à l'art.26bis,§5 de la loi organique des cpas. Si oui, l'appréciation est celle d'une portion congrue... une synergie pour un marché public, une collaboration ICT, une piste de synergie pour les assurances, une poursuite de marchés conjoints dans la mesure du possible !! Bref, un minimum minimorum !!

- le rapport sur les établissements à gestion distincte (crèche sous forme d'asbl, etc...) est absent.
- Plan triennal - tableaux annexes chiffrés P2, P3 et P4. Le note d'orientation figurant dans les annexes détaille les paramètres des différents masses budgétaires, mais n'est accompagné d'aucun plan financier chiffré (sauf P5 évolution du personnel)... ce document est donc incomplet et non conforme au prescrit de l'art. 72 de la loi organique : *« Deux fois par législature, au premier et au quatrième budget, est joint un plan triennal.*
 - • *Le premier plan triennal est accompagné d'un programme de politique générale qui comporte pour la durée de la législature les projets politiques principaux et les moyens budgétaires qui s'y rapportent.*
 - • *Le plan triennal se compose des documents suivants :*
 - • *1° une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années;*
 - • *2° un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation sous forme d'estimations et de perspectives.*
 - • *Le programme de politique générale et le plan triennal sont soumis au comité de concertation, conformément à l'article 26bis, § 1er, 8°J »*

En outre, le plan financier doit être conforme aux modèles figurant en annexe de la circulaire du 2021/10 du 19/7/2021

Est-ce cela la transparence dans la gestion si souvent évoquée ?

- PV du comité de concertation : Le PV figure dans les annexes, mais (P2, pt2.3) le titre concerne le budget 2021 et le texte le budget 2022 ; (P2 à 5) le PV décrit une discussion, mais ne contient aucune mention d'un accord entre les délégations de la commune et du cpas. Y a-t-il un accord à propos du chiffre de l'intervention communale et du budget 2022 dans son ensemble ?

B/ Budget 2022

B1/ Remarques générales :

1. Le résultat reporté montre un résultat négatif de 10.487.302,55 €.
2. Quid de la fixation obligatoire des quotas de personnel contractuel, Maribel,... ? Ces quotas ne sont pas fournis.
3. Cadre du personnel : jusqu'ici, absence d'un travail rationnel et professionnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain. Quand seront communiqués l'organigramme et la répartition des effectifs dans les services ? Quid de la méthode d'évaluation de la charge de travail ? Qu'en est-il de l'avancement du dossier d'informatisation du service financier... et des répercussions sur la gestion RH de ce service ? Quelles sont les normes objectives par catégorie de personnel retenues pour justifier les affectations de personnel dans les différents services ? Sans ces informations essentielles, l'évaluation de la gestion des services est gravement et volontairement compromise...en violation de l'art.36 de la loi organique des CPAS.
4. La comparaison d'un certain nombre de crédits 2020, 2021 et 2022 montre des crédits en hausse, mais ces mêmes crédits présentent des montants importants de crédits sans affectation en fin d'exercice antérieur, d'où une interrogation à propos des dites hausses et de la pertinence des prévisions ainsi enregistrées.

B2/ Le résultat d'exploitation des différents centres de frais :

L'application de l'art.60, §1er de la loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation normale est donc celle de l'équilibre budgétaire et comptable ! Le prescrit de l'art.106 §3 amène également à la conclusion que le boni ou le mali n'est pas la situation normale visée par la loi ! Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière.

Les résultats des centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent du budget 2022 (en €):

	Budget 2022	Frais répartis(*)	Total déficits	Compte 2020
Budget 2021aj				
Aide sociale	-8.895.141 €	-3.156.694	-12.051.835	-10.950.408
Val des Roses	-1.940.008 €	-688.467	-2.628.475	-3.721.344
Réinsertion prof.	-2.541.401 €	-901.888	-3.443.289	-2.946.926
Aide famil/seniors	-858.972 €	-304.831	-1.163.803	-542.937
Repas à domicile	-161.530 €	-57.323	-218.853	-234.141

(*) frais répartis à 100%, conformément aux normes comptables

L'on s'aperçoit ainsi que les déficits des centres de frais sont en hausse par rapport aux résultats du compte 2020 et du budget 2021 modifié, à l'exception de la MRS !! Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine. Et il ne s'agit ici que du service ordinaire !

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées en matière de ressources humaines

A ce propos, on remarque pour ce budget 2022 un effort particulier d'information et on espère que dans l'avenir, cet effort d'information des membres du conseil sera poursuivi et complété afin qu'une gestion objective des besoins puisse enfin être constatée.

Mais, on relève surtout une nouvelle hausse des frais de personnel de l'ordre de 1,3 millions par rapport au budget initial 2021, portant ces dépenses à 22,2 millions !

B3/ La dotation communale :

Elle passe de 16,8 millions (compte 2020) à 18 millions au budget modifié 2021 pour atteindre 18,4 millions au budget 2022, soit une hausse de 1,6 million par rapport au compte 2020 et de 400.000€ par rapport au budget modifié 2021 !

La note de politique générale, en p.17 « enjeux du budget 2022 » énonce : « *Nous avons volontairement limité l'augmentation de la dotation communale à 2%, en ayant conscience des efforts que nous devons faire à notre niveau. Fort de ce constat, et de l'analyse du contexte social forestois qui a précédé, les enjeux pour 2022 semblent clairs : « trouver des pistes afin de ne pas alourdir de manière démesurée la charge que le CPAS reporte sur la Commune... »*

Le groupe DÉFI partage ce constat et l'a rappelé chaque année lors des discussions budgétaires et aujourd'hui, il regrette que cette prise de conscience reste du domaine des vœux pieux, sans aucun effet tangible ! En effet, comme le précise Mr le président du cpas dans le PV de la concertation du 8/12/2021 (p.3 in fine), la hausse de 2% de la dotation est le fait uniquement d'un accord politique, et sans relation avec le taux réel d'inflation et avec le fait que les futurs sauts d'index santé n'emportent pas des dépenses supplémentaires pour une année complète !

B4/ Aide sociale

Le résultat au compte 2020 de ce service affichait un déficit de l'ordre de 10,9 millions ; le budget initial de 2022 de cette sous-fonction avoue un déficit de l'ordre de 12 millions, soit une progression de 10% ! Cette prévision de résultat justifie un examen de ses modes de fonctionnement, d'autant que le budget 2022 porte inscription en sa page 45 de 5 articles de prévision de récupération de subsides (principalement par l'Etat fédéral) pour un montant total de près de 900.000 € qui pèsera bien entendu sur la trésorerie du CPAS!!

Quels sont les motifs détaillés qui ont donné lieu à ces prévisions de récupérations ?

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre, que le groupe DÉFI estime nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche des modes de gestion plus efficiente dont tant les usagers que les agents du cpas seraient les bénéficiaires ... au même titre que les finances communales !

Comme les informations contenues dans les documents communiqués ne contiennent plus de tableaux relatifs à l'évolution du nombre de dossiers RI et ERI, il n'est plus possible d'établir une estimation du nombre des AS nécessaires au traitement de ces dossiers !

Quel est en réalité l'encadrement actuel ? et quel est l'éventuelle adaptation de cet encadrement qui est envisagée en fonction de la prévision de hausse probable de nombre de dossiers RI et ERI ?

Pourquoi le nombre de dossiers traités par chaque service et temps moyen de traitement de chaque type de dossiers sont-ils pas communiqués ? rendant ainsi plus aisée une évaluation objective des activités ?

B5/ MRS

Il convient de remarquer que le résultat de la MRS, bien que déficitaire, est le seul secteur d'activité dont le résultat serait en amélioration par rapport au compte 2020 et qui semble confirmer cette évolution dans le budget 2022 :

- service ordinaire -1.940.007,95 €
- service extraordinaire -1.135.142,38 €

Au total déficit -3.075.150,33 €
frais répartis à 100% compris -688.467,19 €
au total, un déficit estimé à -3.763.617,52 €

en baisse de près d'1 million € par rapport à l'estimation du budget 2021 !

Néanmoins, le résultat estimé 2022 ne tient pas compte de l'exploitation des nouveaux cantous, laquelle engendrera un déficit complémentaire ! A ce propos, la note de politique générale précise dans son chapitre « Budget 2022 » qu' « Un groupe de travail est d'ailleurs lancé, afin de se plonger dans les chiffres du Val des Roses. Une consultance externe est envisagée, afin d'étudier les pistes d'économie possible... ». Cette intention retient enfin les demandes d'un audit du fonctionnement et des finances de la MRS sans cesse renouvelées depuis 2014 par les membres des groupes DÉFI, PS et MR au conseil d'action sociale ...et la concrétisation de celle-ci est attendue avec grand intérêt ! Par ailleurs, la question de savoir pourquoi il n'en va pas de même pour les services de l'aide sociale dont le déficit est bien plus important est d'autant plus d'actualité !

La budgétisation des recettes de la MRS affichée dans la note de « Note explicative générale » (pp 24, 29), tant en prestations qu'en transferts, sur 125 lits avec un taux d'occupation de 100% ! Ce qui par rapport à 2021 entraîne une baisse de l'intervention des pensionnaires et une intervention de l'INAMI de l'ordre de 2,6 millions ! Mais, en réalité, la situation est nettement moins favorable puisque le taux d'occupation réel se situe entre 85 et 88% et, circonstance aggravante, les 4e et 5e vagues de l'épidémie covid ont des conséquences négatives sur l'occupation des MRS.

Il en résulte que les recettes sont surévaluées et que ce budget 2022 viole le prescrit de l'art.6 de l'arrêté du collège réuni portant le règlement général sur la comptabilité des CPAS, à savoir que les recettes et dépenses doivent être estimées de manière précise

C/ Le plan pluriannuel :

Certains paramètres et taux de croissance prévus dans les instructions de la tutelle et les directives européennes auraient gagné à être adaptés afin de mieux répondre à la situation réelle. Ainsi, par exemple, compte tenu de l'évolution réelle de l'inflation, on comprend mal l'indexation sur année pleine pour les exercices 2022 et suivants, qui amène une surestimation probable des montants concernés. L'aspect prévisionnel du plan et sa fiabilité s'en trouvent affectés.

En conclusion, compte tenu des remarques qui précèdent, le groupe DÉFI votera contre le budget 2022 du CPAS.

Intervention de M. Hacken.

On entend les enjeux de la précarité qui concernent Forest et non que le CPAS. On entend pas

aujourd'hui les pistes de solutions. Il y a un groupe de travail qui va se lancer, des discussions pour modérer les augmentations budgétaires, certes. Pour moi le fait que les maisons de repos soient presque toutes déficitaires ne doit pas être un crédo. Il n'y a priori rien de logique à cela. Et surtout, jusqu'où va-t-on ? Quand j'entends 1,9 million de déficit, c'est vraiment inquiétant. Après le COVID, on a quand même vu des maisons de repos qui sont remplies, qui ont des listes d'attente. Donc, je m'inquiète que la nôtre ne soit pas à nouveau complète. Qu'est ce qui s'est passé ? C'est pour toutes ces raisons que le groupe CDH ne soutiendra pas ce budget 2022.

Intervention de M. Dagrín.

Depuis la création de la Sécurité sociale, depuis la fin de la seconde guerre, on a jamais eu aussi besoin du CPAS qu'aujourd'hui. En 2010, le gouvernement Di Ruppó a exclu un certain nombre de chômeurs. Le gouvernement Michel a ensuite aggravé la situation. Ces attaques successives ont rendu plus important le rôle du CPAS. Comme Mr Lonfils l'a dit, depuis la crise du COVID, on a vu une augmentation de la pauvreté et de la précarité. Tout ça, c'est du travail en plus pour le CPAS. Il y a donc une surcharge de travail pour les travailleurs du CPAS qui ont des conditions de travail difficiles, des salaires très bas. Dans le budget, pour le point 6 et 7 (ndlr : 5 et 7), nous constatons quelques améliorations mais elles sont largement insuffisantes à nos yeux par rapport aux défis. C'est la raison pour laquelle le groupe PTB va s'abstenir pour ces deux votes.

Intervention de Mme. Defays.

Concernant la revalorisation salariale, vos partis respectifs à la Région ont voté la valorisation salariale. Je ne critique pas le principe, bien au contraire, mais bien ce plafond de 75% qui oblige une prise en charge de la différence par le CPAS. Ceci me semble inégalitaire entre les petits et grands CPAS. Pour les petits, cela ne va poser de problème mais pour les grands, oui. Comme vous l'avez dit, c'est une mesure qui va coûter dans les 700.000 €, avec une intervention de la Région de 280.000 €. Votre parti qui est dans la majorité pourrait peut-être changer les choses.

Intervention de M. Pierre De Permentier.

Concernant le Val des roses et ses dépenses de personnel, le président avait indiqué que les dépenses seraient limitées à 1,5 million et évoquait le recours à des articles 60. J'ai quelques inquiétudes quant au degré de qualification d'articles 60 pour s'occuper de nos séniors. Je serai curieux d'écouter les syndicats sur l'idée de suppléer ou remplacer du personnel dédié à des missions de soins ou d'encadrement de personnes précaires par des personnes qui sont elles-mêmes précaires par rapport à leur emploi, leur formation et leur statut qui est temporaire. Est-ce que le président maintient son point de vue exprimé hier en commission ou a-t-il des éléments à apporter par rapport à cela ?

Réponse de M. Lonfils.

Je pense qu'il y a eu une mécompréhension. Pré-COVID, nous avions un certain nombre d'articles 60 et cela fonctionnait bien. C'est aussi le rôle d'un CPAS de permettre la réinsertion professionnelle. Avec le COVID, on a plus pu faire appel à des articles 60 et cela a eu un impact budgétaire majeur car on a dû faire appel à de l'intérim.

M. Van Vlasselaer se demande s'il y a bien eu un accord au niveau du Comité de concertation. Mr Lonfils confirme que le Comité 26bis émet un avis. Ce comité s'est réuni en deux temps et l'avis est positif.

Presentatie van de heer Lonfils

Dit moet in een globale sociaal-economische context en een COVID-context worden geplaatst. In 2019, vóór COVID, liep 31% van de Brusselaars een risico op armoede. Het gaat om huishoudens met een inkomen van minder dan 1230 €/maand, met een alleenstaande als

referentiepunt. In België zitten we op 15%, en 31% van de Brusselaars. Van 2010 tot 2020 daalt het aantal werklozen met 27% en stijgt het aantal mensen dat een leefloon ontvangt met 49%. In januari 2020 moet 6% van de Brusselaars rondkomen met een leefloon. Hieruit blijkt het belang van de OCMW's de afgelopen jaren, ook doordat zij uiteindelijk een deel van de werkloosheid vervingen. Nog in 2020 zien we dat er in Vorst in 10 jaar 31 dossiers/1000 mensen waren, onder het Brussels gemiddelde, en zitten we momenteel op 51 dossiers/1000 inwoners. Behalve een gewone stijging, zien we dat we nu boven het gewestelijk gemiddelde (45/1000) zitten en dat de armoede in Vorst dus toeneemt. We zijn van de 10^e naar de 6^e plaats gegaan in deze trieste rangschikking in het Gewest. Wat de COVID-context betreft, zijn de aanvragen bij het OCMW tussen januari en november 2020 toegenomen (+9% aanvragen voor een leefloon). Onze begroting past in deze context. Bij de exploitatie-uitgaven is de grootste post het personeel, die aanzienlijk toeneemt (+1.300.000), maar dit moet worden gezien in relatie tot de maatregelen die op andere niveaus zijn genomen (toepassing van de index, opwaardering van de lonen, toepassing van het gewestelijk sectoraal akkoord). Deze maatregel zal het OCMW van Vorst ongeveer 700.000 € kosten. Het Gewest moet 75% subsidiëren. Tot op heden neemt het veel minder voor zijn rekening (284.000 €). We zitten dus eerder op 40/45%. We hebben het Gewest benaderd om te zien of er een manier was om deze cijfers opnieuw af te stemmen. De andere belangrijke uitgavenpost is het rusthuis. Zoals alle openbare rusthuizen zijn wij niet winstgevend voor deze post. Gezien COVID moesten we de opening van de nieuwe vleugel meermaals uitstellen. We zitten dus momenteel voor minder dan 100% vol. We hebben het ook over een beleid ter ondersteuning van ouderen. Wegens aanhoudende COVID moesten we de opening van de 'cantous' uitstellen. We werken ook aan de bewonersprofielen (rusthuizen/rust- en verzorgingstehuizen). Dit verplicht ons ertoe ons open te stellen voor de meest afhankelijke personen. Ik heb aan de raadsleden die zich met deze problematiek bezighouden, gevraagd aan deze denkoefening te werken, zodat er voor Val des Roses een begroting komt die in de loop van 2022 beter wordt.

Vooraf bij de OCMW's gaat het om sociale hulpverlening. We hebben veel subsidies en steun gekregen van de verschillende beleidsniveaus om een heleboel projecten op te zetten. Het grootste deel van deze steun is op 31 december stopgezet. Daarom moesten we onze prioriteiten voor 2022 herzien. We hebben dan ook een aantal kwesties geïdentificeerd: de huisvestingscrisis, de energiecrisis, de overmatige schuldenlast, de digitale kloof en de ondersteuning aan het personeel. Op basis hiervan hebben we de belangrijkste krachtlijnen voor 2022 vastgesteld: het project 'Unis-Vers Diogène', het eervolle vertrek van de mensen in hotels, de continuïteit van het welzijnscontract (wijk VroegeGroenten-Luttrebrug), ondersteuning via een OCR, materiaal, verbinding, ... Val des Roses, de verhuis in 2023, de herwaardering van het personeel. Het is een jaar waarin we, in tegenstelling tot andere OCMW's, niet erg hebzuchtig waren gezien de ingewikkelde financiële situatie van de gemeente.

Tussenkomst van de heer Van Vlasselaer

Wat de algemene context betreft, wil ik eraan herinneren dat de DéFI-fractie bij elke begrotingsbespreking wees op de verslechtering van de sociaal-economische situatie van de Brusselse bevolking. Hierbij dient eraan herinnerd te worden dat COVID de situatie verergerd heeft, maar dit was een algemene context.

A/ Verplichte documenten en bijlagen (omzendbrief 19/7/2021)

- het verslag over de schaalvoordelen gemeente-OCMW (art. 26 bis §5) als zodanig. In het laatste deel van de notulen van het overlegcomité van 8/12/2021 wordt evenwel gewag gemaakt van schaalvoordelen. Kan punt 2.4 van deze notulen worden beschouwd als het verslag zoals bedoeld in art. 26bis, §5 van de organieke wet van de OCMW's? Zo ja, dan omvat de evaluatie het strikte minimum... een synergie voor een overheidsopdracht, een ICT-samenwerking, een mogelijke synergie voor de verzekeringen, een streven naar zoveel mogelijk gezamenlijke opdrachten! Kortom, een minimum minimorum!
- het verslag over de instellingen met een afzonderlijk beheer (kinderdagverblijf in de vorm van een vzw, ...) ontbreekt.

- **driejarenplan - bijgevoegde tabellen met cijfers P2, P3 en P4. De oriëntatienota in de bijlage geeft een gedetailleerd overzicht van de parameters van de verschillende begrotingsbedragen, maar gaat niet vergezeld van een financieel plan met cijfers (behalve P5 evolutie van het personeel)... dit document is dus onvolledig en voldoet niet aan de bepalingen van art. 72 van de organieke wet: “Tweemaal per zittingsperiode, bij de eerste en de vierde begroting, wordt een driejaarlijks plan gevoegd.**

- *Het eerste driejaarlijks plan wordt vergezeld van een beleidsprogramma dat voor de duur van de zittingsperiode tenminste de belangrijkste beleidsplannen en de begrotingsmiddelen bevat.*

- *Het driejaarlijkse plan bestaat uit de volgende documenten:*

- *1° een oriëntatienota, die minstens de hoofdbeleidskeuzen bevat die voor de drie eerstvolgende jaren vastgesteld worden;*

- *2° een beheersplan dat de oriëntatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten.*

- *Het beleidsprogramma en het driejaarlijks plan worden overeenkomstig artikel 26bis, § 1, 8°, aan het overlegcomité voorgelegd. ”*

Bovendien moet het financieel plan in overeenstemming zijn met de modellen in de bijlage van de omzendbrief 2021/10 van 19/7/2021.

Is dit de transparantie in het beheer waarover zo vaak wordt gesproken?

- **Notulen van het overlegcomité:** De notulen staan in de bijlage, maar (P2, pt 2.3) de titel heeft betrekking op de begroting 2021 en de tekst op de begroting 2022; (p. 2 tot 5) in de notulen wordt een discussie beschreven, maar ze bevatten geen vermelding van een akkoord tussen de delegaties van de gemeente en het OCMW. Is er een akkoord over het cijfer van de gemeentelijke tussenkomst en de begroting 2022 in haar geheel?

B/ Begroting 2022

B1/ Algemene opmerkingen:

1. **Het overgedragen resultaat toont een negatief resultaat van 10.487.302,55 €.**
2. **Hoe zit het met de verplichte vaststelling van de quota's van contractueel personeel, Maribel, ... ? Deze quota's worden niet verstrekt.**
3. **Personeelskader: tot dusver het ontbreken van een rationele en professionele evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein. Wanneer worden het organigram en de verdeling van het personeelsbestand in de diensten meegedeeld? Hoe zit het met de methode voor de beoordeling van de werklust? Hoe zit het met de voortgang van de informatisering van de dienst financiën ... en de impact op het HR-beheer van de dienst? Wat zijn de objectieve normen per categorie die worden gehanteerd om de verdeling van het personeel over de verschillende diensten te verantwoorden? Zonder deze essentiële informatie wordt de evaluatie van het beheer van de diensten ernstig en moedwillig gecompromitteerd, wat in strijd is met art. 36 van de organieke OCMW-wet.**
4. **De vergelijking van een aantal kredieten voor 2020, 2021 en 2022 wijst op een stijging van de kredieten, maar diezelfde kredieten zijn aan het einde van het vorige begrotingsjaar aanzienlijke kredietbedragen zonder bestemming, waardoor vragen rijzen omtrent deze stijgingen en de relevantie van de aldus vastgestelde ramingen.**

B2/ Exploitatieresultaat van de verschillende kostenplaatsen:

De toepassing van art. 60 §1 van de organieke wet legt de tekorten in de OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de wettelijke situatie is er dus een van budgettair en boekhoudkundig evenwicht!

Ook bepalingen van art. 106 §3 leiden tot de conclusie dat het batig of nadelig saldo niet de

normale situatie is die bedoeld wordt in de wet! Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende kostenplaatsen (gewone dienst) blijken uit de begroting 2022 (in €):

	Begroting 2022	Verdeelde kosten(*)	Totaal tekorten	Rekening
2020				
Begroting 2021				
Sociale bijstand	-8.895.141 €	-3.156.694	-12.051.835	-10.950.408 -10.352.580
Val des Roses	-1.940.008 €	-688.467	-2.628.475	-3.721.344 -3.402.243
Beroepsinschakeling	2.541.401 €	-901.888	-3.443.289	-2.946.926 -3.619.247
Huishoudhulp/senioren	-858.972 €	-304.831	-1.163.803	-542.937 -1.034.890
Maaltijden aan huis	-161.530 €	-57.323	-218.853	-234.141 -218.165

(*) kosten verdeeld aan 100%, overeenkomstig de boekhoudkundige normen

Hieruit blijkt dat de tekorten van de kostenplaatsen stijgen in vergelijking met de resultaten van de rekening 2020 en van de begroting 2021, uitgezonderd het rust- en verzorgingstehuis (RVT)! Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst een ernstige analyse van hun oorsprong. En dit is slechts de gewone dienst!

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het personeelsbeleid.

In dit verband merken we op dat in deze begroting 2022 een bijzondere inspanning wordt gedaan om informatie te verstrekken en we hopen dat deze inspanning om de raadsleden te informeren, zal worden voortgezet en voltooid, zodat eindelijk een objectief beheer van de behoeften kan worden vastgesteld.

Maar bovenal constateren we een nieuwe stijging van de personeelskosten met ongeveer 1,3 miljoen ten opzichte van de oorspronkelijke begroting 2021, waardoor deze uitgaven op 22,2 miljoen komen!

B3/ De gemeentedotatie

Ze gaat van 16,8 miljoen (rekening 2020) naar 18 miljoen in de gewijzigde begroting 2021 om uit te komen op 18,4 miljoen in de begroting 2022, zijnde een stijging van 1,6 miljoen ten opzichte van de rekening 2020 en van 400.000 € ten opzichte van de gewijzigde begroting 2021! In de algemene beleidsnota staat op p. 17 in de uitdagingen van de begroting 2022: *Wij hebben de verhoging van de gemeentelijke dotatie bewust beperkt tot 2% omdat wij ons bewust zijn van de inspanningen die wij op ons niveau zullen moeten leveren. Op basis van deze vaststelling en de analyse van de Vorstse sociale context die eraan voorafging, lijken de uitdagingen voor 2022 duidelijk: oplossingen vinden om te vermijden dat de lasten die het OCMW op de gemeente afwentelt, buitensporig zouden toenemen...*

De DéFI-fractie deelt deze vaststelling en heeft er elk jaar tijdens de begrotingsbesprekingen aan herinnerd en betreurt het vandaag dat deze bewustwording een vrome wens blijft, zonder enig tastbaar gevolg! Zoals de voorzitter van het OCMW in de notulen van het overleg van 8/12/2021 (p. 3 in fine) verklaart, is de verhoging van de dotatie met 2 % immers uitsluitend het gevolg van een politiek akkoord en houdt zij geen verband met het reële inflatiepercentage en met het feit dat de toekomstige sprongen van de gezondheidsindex geen extra uitgaven voor een volledig jaar met zich meebrengen!

B4/ Sociale bijstand

Het resultaat van de rekening 2020 voor deze dienst liet een tekort zien van ongeveer 10,9 miljoen; de oorspronkelijke begroting van 2022 voor deze subfunctie toont een tekort van ongeveer 12 miljoen, d.w.z. een stijging van 10%! Dit geraamde resultaat rechtvaardigt een onderzoek van zijn werkwijzen, temeer omdat op pagina 45 van de begroting 2022 vijf artikelen vermeld staan waarin de terugvordering van subsidies (voornamelijk door de federale overheid) wordt geraamd voor een totaalbedrag van meer dan 900.000 €, wat uiteraard zal wegeen op de thesaurie van het OCMW!

Wat zijn de gedetailleerde redenen voor deze geraamde terugvorderingen?

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat de DéFI-fractie noodzakelijk acht rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethodes die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zou komen ... en ook de gemeentefinanciën! Aangezien de informatie in de bezorgde documenten geen tabellen meer bevat betreffende de evolutie van het aantal leefloondossiers, is het niet meer mogelijk een raming te maken van het aantal sociaal assistenten dat nodig is voor de behandeling van deze dossiers!

Wat is de huidige personeelsbezetting? En wat is de mogelijke aanpassing van deze bezetting die wordt overwogen op grond van de prognose van een waarschijnlijke stijging in het aantal leefloondossiers?

Waarom worden het aantal dossiers dat door elke dienst wordt behandeld en de gemiddelde verwerkingstijd voor elk type dossier niet bekendgemaakt, waardoor het gemakkelijker wordt om de activiteiten objectief te beoordelen?

B5/ RVT

Er dient op gewezen te worden dat het resultaat van het RVT weliswaar negatief is, maar het is de enige activiteitensector waarvan het resultaat zou verbeteren ten opzichte van de rekening 2020 en die deze evolutie in de begroting 2022 lijkt te bevestigen:

- gewone dienst -1.940.007,95 €
- buitengewone dienst -1.135.142,38 €

Totaal tekort -3.075.150,33 €
Kosten verdeeld aan 100% inbegrepen -688.467,19 €
In totaal een tekort geraamd op -3.763.617,52 €

een daling met bijna 1 miljoen € in vergelijking met de begrotingsraming voor 2021!

Bij de raming van het resultaat voor 2022 is echter geen rekening gehouden met de exploitatie van de nieuwe 'cantous', die een extra tekort zal opleveren! In dit verband wordt in de algemene beleidsnota in het hoofdstuk 'Begroting 2022' bepaald dat er bovendien een werkgroep wordt opgericht om zich in de cijfers voor Val des Roses te verdiepen. Er wordt externe consultancy overwogen om de besparingsmogelijkheden te bekijken... Dit plan behelst tot slot de verzoeken om een audit van de werking en de financiën van het RVT, die sinds 2014 voortdurend zijn herhaald door de leden van de fracties DéFI, PS en MR in de raad voor maatschappelijk welzijn ... en er wordt met grote belangstelling uitgekeken naar de concretisering ervan! Bovendien is de vraag waarom hetzelfde niet geldt voor de diensten voor sociale hulpverlening, die een veel groter tekort hebben, meer dan ooit brandend actueel! De budgettering van de ontvangsten van het RVT in de 'Algemene toelichting' (pp. 24, 29), zowel wat de prestaties als de overdrachten betreft, op 125 bedden met een bezettingsgraad van 100%! Dit betekent dat er in vergelijking met 2021 sprake zal zijn van een vermindering van de bijdrage van de bewoners en een tegemoetkoming van het RIZIV van ongeveer 2,6 miljoen! In werkelijkheid is de situatie echter veel minder gunstig, want de feitelijke bezettingsgraad ligt tussen 85 en 88% en een verzwarende omstandigheid is dat de 4e en 5e golf van de coronapandemie negatieve gevolgen hebben op de bezetting van de RVT.

Bijgevolg worden de ontvangsten te hoog ingeschat en is de begroting 2022 in strijd met de bepalingen van art. 6 van het besluit van het Verenigd College houdende het algemeen reglement op de comptabiliteit van de OCMW's, meer bepaald dat de ontvangsten en uitgaven nauwkeurig moeten worden geraamd.

C/ Het meerjarenplan:

Sommige parameters en groeipercentages die in de instructies van de toezichthoudende overheid en de Europese richtlijnen zijn opgenomen, hadden beter kunnen worden aangepast om beter aan te besluiten bij de werkelijke situatie. Zo is, rekening houdend met de werkelijke evolutie van de inflatie, de indexering over een volledig jaar voor de begrotingsjaren 2022 en volgende bijvoorbeeld moeilijk te begrijpen, wat leidt tot een waarschijnlijke overschatting van de betrokken bedragen. Dit heeft gevolgen voor het voorlopige aspect van het plan en de

betrouwbaarheid ervan.

Kortom, in het licht van bovenstaande opmerkingen stemt de DéFI-fractie tegen de begroting 2022 van het OCMW.

Tussenkoms van de heer Hacken

We horen de problemen rond bestaansonzekerheid die betrekking hebben op Vorst en niet alleen op het OCMW. We horen vandaag niet de mogelijke oplossingen. Er zal een werkgroep worden opgericht, die besprekingen zal voeren om zeker de budgetverhogingen te matigen. Voor mij mag het feit dat de rusthuizen bijna allemaal verlieslatend zijn, geen credo zijn. Hier zit geen logica in. En bovenal, hoe ver gaan we? Als ik een tekort van 1,9 miljoen hoor, is dat echt verontrustend. Na COVID zagen we zelfs rusthuizen die vol zaten, die wachtlijsten hadden. Dus ik maak me zorgen dat de onze niet opnieuw vol zijn. Wat is er gebeurd? Om al deze redenen steunt de cdH-fractie deze begroting 2022 niet.

Tussenkoms van de heer Dagrín

Sinds de oprichting van de sociale zekerheid en het einde van de tweede wereldoorlog hebben we het OCMW nooit zo hard nodig gehad als nu. In 2010 heeft de regering-Di Rupo een aantal werklozen uitgesloten. Vervolgens heeft de regering-Michel de situatie verergerd. Deze opeenvolgende aanvallen hebben de rol van het OCMW belangrijker gemaakt. Zoals de heer Lonfils zei, hebben we sinds de COVID-crisis een toename van de armoede en bestaansonzekerheid gezien. Dit alles betekent meer werk voor het OCMW. Er is dus een te hoge werklast voor de werknemers van het OCMW, die moeilijke arbeidsomstandigheden en zeer lage lonen hebben. In de begroting zien we voor de punten 6 en 7 (nvdr: 5 en 7) enkele verbeteringen, maar deze zijn in onze ogen ruim onvoldoende in vergelijking met de problemen. Daarom onthoudt de PTB*PVDA-fractie zich bij deze twee stemmingen.

Tussenkoms van mevrouw Defays

Wat de loonsverhoging betreft, hebben uw respectievelijke partijen in het Gewest vóór gestemd. Ik heb geen kritiek op het principe, integendeel, maar op dit plafond van 75% dat het OCMW verplicht het verschil voor zijn rekening te nemen. Dit lijkt me ongelijk tussen kleine en grote OCMW's. Voor de kleine zal dit geen probleem zijn, maar voor de grote wel. Zoals u al zei, gaat het om een maatregel die ongeveer 700.000 € zal kosten, met een tegemoetkoming van het Gewest van 280.000 €. Uw partij, die in de meerderheid zit, zou misschien dingen kunnen veranderen.

Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Wat Val des Roses en zijn personeelsuitgaven betreft, gaf de voorzitter aan dat de uitgaven beperkt zouden blijven tot 1,5 miljoen en vermeldde hij het gebruik van artikelen 60. Ik maak me wat zorgen over de kwalificatiegraad van artikelen 60 om voor onze senioren te zorgen. Ik ben benieuwd wat de vakbonden te zeggen hebben over het idee om personeel dat zich bezighoudt met de zorg voor of begeleiding van kwetsbare mensen aan te vullen met of te vervangen door personen die zelf kwetsbaar zijn wat betreft hun werk, opleiding en tijdelijk statuut. Blijft de voorzitter bij zijn standpunt van gisteren in de commissie of heeft hij hier nog iets op aan te merken?

Antwoord van de heer Lonfils

Ik denk dat er een misverstand was. Vóór COVID hadden we een aantal artikelen 60 en dat werkte goed. Het is ook de rol van een OCMW om professionele re-integratie mogelijk te maken. Met COVID konden we niet langer een beroep doen op artikelen 60 en dat had grote gevolgen voor de begroting omdat we een beroep moesten doen op interimkrachten.

De heer van Vlasselaer vraagt zich af of er een akkoord is op het niveau van het overlegcomité. De heer Lonfils bevestigt dat comité 26bis een advies uitbrengt. Dit comité is in twee fasen samengekomen en het advies is positief.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Communication - Communicatie

6 Communication - Participation citoyenne – Sélection du second thème traité par le Conseil Citoyen Forestois.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 117 ;

Vu la Déclaration de politique générale qui promeut une approche participative « transversale à toutes les compétences » ;

Considérant l'article 22 du règlement du Conseil Citoyen Forestois (CCF), adopté en séance du Conseil Communal du 20 avril 2021 ;

Considérant que cet article prévoit :

- que 3 thèmes seront abordés durant le mandat du CCF : la première sur initiative du Conseil Communal, et 2 sur codécision du Conseil Communal et du CCF ;
- qu'à l'issue de chaque cycle thématique, le CCF identifie 3 thèmes qui seront proposés au Conseil Communal, et que parmi ces 3 propositions, le Conseil Communal sélectionne une proposition et émette un avis quant à l'opportunité de chacune des 3 propositions qui lui ont été soumises ;
- qu'un thème à traiter est définitivement fixé et connu par le CCF un mois avant la première tenue des 3 réunions consacrées à cette thématique.

Considérant que lors de sa séance du 20 novembre 2021, le CCF a identifié les trois thématiques suivantes qu'il souhaite proposer au Conseil communal :

- Propreté : Comment la commune de Forest peut-elle tendre vers le zéro-déchets dans l'espace public ?
- Logement : Comment faire pour que les citoyens accèdent à des logements de qualité et à moindre coûts ?
- Sécurité : Comment faire pour améliorer le sentiment de sécurité dans l'espace public dans un volet routier et de la personne ?

Considérant que les thèmes doivent impacter le quotidien des Forestois.es et nourrir le travail effectué par l'administration ;

Considérant que ce travail d'information et d'analyse nécessite une collaboration renforcée avec les services concernés par le thème sélectionné ;

DECIDE :

De sélectionner le thème « Sécurité : Comment faire pour améliorer le sentiment de sécurité dans l'espace public dans un volet routier et de la personne ? » à traiter comme second thème par le CCF durant ses débats.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Communicatie - Burgerparticipatie - Selectie van het tweede thema voor de Vorstse Burgerraad.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de algemene beleidsverklaring, die een participatieve aanpak 'transversaal voor alle bevoegdheden' bevordert;

Overwegende artikel 22 §3 van het reglement van de Vorstse Burgerraad, aangenomen tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 20 april 2021;

Overwegende dat dit artikel bepaalt:

- dat in de loop van het mandaat van de Vorstse Burgerraad 3 thema's worden behandeld: het eerste op initiatief van de Gemeenteraad en 2 op medebeslissing van de Gemeenteraad en de Burgerraad;
- dat de Burgerraad aan het eind van elke thematische cyclus 3 thema's aanwijst die aan de Gemeenteraad worden voorgelegd, en dat de Gemeenteraad uit deze 3 voorstellen één voorstel selecteert en een advies uitbrengt over de geschiktheid van elk van de 3 voorgelegde voorstellen;
- dat een te behandelen thema één maand vóór de eerste van de 3 aan dit thema gewijde vergaderingen definitief wordt vastgelegd en gekend is door de Burgerraad.

Overwegende dat de Vorstse Burgerraad op zijn vergadering van 20 november 2021 de volgende 3 thema's heeft vastgelegd om aan de Gemeenteraad voor te stellen:

- Netheid: Hoe kan de gemeente Vorst streven naar nulafval in de openbare ruimte?
- Huisvesting: Hoe kunnen we burgers toegang geven tot degelijke huisvesting tegen zo laag mogelijke kosten?
- Veiligheid: Hoe kunnen we het veiligheidsgevoel in de openbare ruimte verbeteren, zowel op het vlak van verkeer als persoonlijk?

Overwegende dat de thema's een impact moeten hebben op het dagelijkse leven van de Vorstenaren en een bijdrage leveren aan het werk van de administratie;

Overwegende dat deze informatie en analyse een versterkte samenwerking vergen met de betrokken diensten per geselecteerd thema;

BESLIST:

Het thema « Veiligheid: Hoe kunnen we het veiligheidsgevoel in de openbare ruimte verbeteren, zowel op het vlak van verkeer als persoonlijk? » te kiezen als tweede thema dat de Vorstse Burgerraad in zijn debatten zal behandelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Mme. La Présidente explique les différentes étapes de la mise sur pied du CCF (envoi de 30.000 courriers, tirage au sort de 35 citoyens, buts, recommandations, retour du Conseil communal dans les 6 mois, rappel du site internet www.1190.co etc).

Présentation par 4 membres du CCF.

Le thème est : « quelles solutions apporter aux espaces publics à Forest par rapport au changement climatique qui nous touche diversement les uns et les autres ? ».

Mr Bouchez (Dreamocracy) remercie pour la confiance accordé au CCF et précise qu'une bonne trentaine de participants étaient présents lors des séances.

Le thème a été abordé sous 3 angles : la verdurisation, la gestion de l'eau et la santé.
www.1190.co

Mevrouw de Voorzitster licht de verschillende fasen van de oprichting van de Vorstse Burgerraad toe (verzending van 30.000 brieven, loting van 35 burgers, doelstellingen, aanbevelingen, verslag aan de Gemeenteraad binnen 6 maanden, website www.1190.co ...).

Presentatie door 4 leden van de Burgerraad.

Het thema is: “Welke oplossingen zijn er voor de openbare ruimte in Vorst in het kader van de klimaatverandering, die ons allemaal op een of andere manier treft?

De heer Bouchez (Dreamocracy) dankt de Burgerraad voor het vertrouwen dat in de Raad gesteld wordt, en meldt dat meer dan dertig deelnemers aan de sessies hebben deelgenomen.

Het thema werd vanuit drie invalshoeken benaderd: vergroening, waterbeheer en gezondheid.
www.1190.co

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

- 7 Tutelle CPAS - Approbation des modifications budgétaires 2 (mise en oeuvre de l'accord sectoriel 2021/1 conclu au sein du Comité de négociation C) et 3 (aménagement de certains crédits indispensables pour la bonne continuité de l'exercice budgétaire).

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 09 décembre 2021, arrêtant les

modifications budgétaires 2 et 3 de l'exercice 2021 du CPAS ;

Vu l'article 112 § 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu l'article 112bis § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant les dites modifications budgétaires de l'exercice 2021 du CPAS est parvenue à l'administration communale de Forest le 10 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 08 décembre 2021 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 09 décembre 2021 arrêtant les modifications budgétaires 2 et 3 de l'exercice 2021 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 21 votes positifs, 2 votes négatifs, 10 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

Toezicht OCMW - Goedkeuring van begrotingswijzigingen 2 (uitvoering van sectoraal akkoord 2021/1 afgesloten in Onderhandelingscomité C) en 3 (aanpassing van bepaalde kredieten noodzakelijk voor de goede continuïteit van het begrotingsjaar).

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 9 december 2021, waarin de begrotingswijzigingen 2 en 3 van het dienstjaar 2021 van het OCMW vastgelegd werden;

Gelet op artikel 112 §2 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op artikel 112bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de zogenoemde begrotingswijzigingen van het dienstjaar 2021 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 10 december 2021;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 08 december 2021;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 09 december 2021 tot vaststelling van de begrotingswijzigingen 2 en 3 van het dienstjaar 2021 van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 21 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 10 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

Intervention de M. Van Vlasselaer.

Je remercie l'administration du CPAS pour les excellentes annexes explicatives qui ont été fournies.

La modification budgétaire n°2 est présentée à l'équilibre. Elle concerne uniquement la mise en exécution de l'accord sectoriel 2021/1 pour les années 2021 à 2025, notamment l'augmentation des barèmes et l'allongement des échelles barémiques avec effet rétroactif au 1/1/2021 ; pour 2021, uniquement les niveaux E et D, 2022 pour le niveau C et 2023 pour les niveaux A et B ; et la souscription d'un second pilier de pension pour le personnel contractuel avec effet rétroactif au 1/1/2021 (contribution 3%).

Le financement est partiellement assuré par la Région bruxelloise (278.052€ sur 478.675,69€, soit 58% au lieu des 75% annoncés par circulaire !). Le solde de 200.675,69€ est à charge de la commune.

La modification budgétaire n°3 est présentée à l'équilibre. Elle concerne un ajustement limité des dépenses de personnel (admission au stage de 2 agents, statutarisation programmée au 1/11/2021 !), la création d'un fonds de réserve projet Diogène (prolongation de l'utilisation du subside jusqu'au 31 mars 2022), l'adaptation de la consommation de subsides COVID19 (19.000€), l'adaptation de dépenses d'aides sociales (197.827€), le remboursement au pouvoir subsidiant d'une partie du subside Iriscare (103.979,32€), l'adaptation du crédit budgétaire intervention loyers (40.000€) et l'aide alimentaire et la prime temporaire de 25€ (195.460€) (COVID19). Ces dépenses sont compensées en recettes par 519.934€.

En conclusion, compte tenu du fait que le groupe DÉFI a voté contre le budget initial 2021 et la modification n°1 mais que les agents ont droit aux avantages de l'accord sectoriel 2021/1 porté par la modification n°2 et que la modification n°3 concerne des ajustements équilibrés, il s'abstiendra pour le vote de celles-ci.

Intervention de M. Hacken.

Même si ces modifications sont neutres ou font suite à l'accord intersectoriel régional, pour rester dans la logique du budget, nous continuerons à voter contre ce budget 2021.

Tussenkoms van de heer Van Vlasselaer

Ik dank de diensten van het OCMW voor de uitstekende verklarende bijlagen die ter geleverd werden.

De begrotingswijziging nr. 2 is in evenwicht. Ze heeft alleen betrekking op de uitvoering van het sectoraal akkoord 2021/1 voor de jaren 2021 tot 2025, met name de verhoging van de loonschalen en de verlenging van de schalen met terugwerkende kracht tot 1/1/2021; voor 2021 alleen niveau E en D, 2022 voor niveau C en 2023 voor niveau A en B; en de onderschrijving van een tweede pensioenpijler voor contractuelen met terugwerkende kracht tot 1/1/2021 (bijdrage van 3%).

De financiering wordt gedeeltelijk door het Brussels Gewest gewaarborgd (278.052 euro op 478.675,69 euro, d.w.z. 58% in plaats van de per omzendbrief aangekondigde 75%!). Het saldo van 200.675,69 euro is ten laste van de gemeente.

Begrotingswijziging nr. 3 is in evenwicht. Het betreft een beperkte aanpassing van de personeelsuitgaven (toelating tot de stage van 2 medewerkers, statutarisering gepland voor 1/11/2021!), de creatie van een reservefonds voor het Diogenes-project (verlenging van het gebruik van de subsidie tot 31/3/2022), de aanpassing van het verbruik van COVID19 -subsidies (19.000 euro), de aanpassing van de uitgaven voor sociale bijstand (197.827 euro), de terugbetaling aan de subsidiërende overheid van een deel van de subsidie Iriscare (103.979,32 euro), de aanpassing van het begrotingskrediet voor huurtussenkost (40.000 euro) en de voedselhulp en de tijdelijke premie van 25 euro (195.460 euro) (COVID19). Tegenover deze uitgaven staat een bedrag van 519.934 euro aan ontvangsten.

Aangezien de DéFI-fractie tegen de initiële begroting 2021 en amendement nr. 1 heeft gestemd, maar de medewerkers recht hebben op de voordelen van het sectoraal akkoord 2021/1, dat door amendement nr. 2 wordt gedragen, en aangezien amendement nr. 3 betrekking heeft op evenwichtige aanpassingen, zal de fractie zich bij de stemming hierover onthouden.

Tussenkost van de heer Hacken

Ook al zijn deze wijzigingen neutraal of volgen zij het gewestelijk intersectoraal akkoord, toch zullen wij - om in de logica van de begroting te blijven - tegen deze begroting 2021 blijven stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Développement économique - Economische Ontwikkeling

8 Commerce - Dérogation - Jours de fermetures hebdomadaires - 2022.

LE CONSEIL,

Considérant que la pandémie due au coronavirus a engendré la fermeture de certains magasins ;

Attendu que plusieurs commerçants demandent de pouvoir ouvrir leur commerce lors de certaines festivités ou d'évènements sur notre territoire ;

Vu la loi fédérale du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture et au jour de fermeture hebdomadaire dans les commerces, l'artisanat et les services, et plus particulièrement son chapitre 4 article 15, le collège des Bourgmestre et échevins peut accorder des dérogations aux dispositions de ladite loi au jour de fermeture hebdomadaire ;

Vu ladite loi autorisant en son article 15 un maximum de 15 jours sur une année civile ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'autoriser tous les commerçants a prendre 15 jours de dérogations (de leurs choix) dans l'année 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Handel - Afwijking - Wekelijkse sluitingsdagen - 2022.

DE RAAD,

Overwegende dat de pandemie te wijten aan het coronavirus heeft geleid tot de sluiting van bepaalde winkels;

Overwegende dat meerdere handelaars vragen om hun handelszaak te mogen openen tijdens bepaalde festiviteiten of evenementen op ons grondgebied;

Gelet op de federale wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren en de wekelijkse sluitingsdag in handel, ambacht en dienstverlening, en meer in het bijzonder hoofdstuk 4 artikel 15, kan het College van Burgemeester en Schepenen afwijkingen op de bepalingen van voormelde wet op de wekelijkse sluitingsdag toestaan;

Gelet op voormelde wet die in artikel 15 maximaal 15 dagen per kalenderjaar toestaat;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

Alle handelaars toestemming te geven om 15 afwijkende dagen (naar keuze) te nemen voor het jaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Projet B3 « De l’antenne de quartier à la Maison des Initiatives » – Lancement de l’Appel à Initiatives Citoyennes 2022 - Approbation du règlement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Gouvernement régional d’approuver le programme du CQDW en sa séance du 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mars 2021 d’approuver la modification de programme

n°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne dont le programme comprend l'opération B.3 « De l'Antenne de Quartier à la Maison des Initiatives » ;

Considérant que le lancement de cet appel, en soutenant les initiatives de petite échelle portées par et pour les habitants du quartier Wiels-Sur-senne, ambitionne d'impacter positivement le cadre de vie et les liens entre les habitants et usagers du quartier ;

Considérant la proposition de règlement rédigée par l'équipe du CQDW et jointe en annexe ;

Considérant que la procédure de sélection pour désigner les lauréats de cet appel à Initiatives Citoyennes prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins désigne in fine les lauréats ;

Considérant que le montant total fixé pour le financement de cet Appel s'élève à 50.000,00 € (maximum de 4.000€ par initiative soutenue) ;

Considérant que les crédits nécessaires au subventionnement sont inscrits à l'article 9308/331-01/88 « AP Initiatives Citoyennes – subsides ménages » du service ordinaire du budget 2022 du projet socio-économique B3 « De l'Antenne de Quartier à la Maison des Initiatives » ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital ;

DECIDE,

D'approuver le lancement de l'Appel à Initiatives Citoyennes ;

D'approuver le modèle de règlement proposé en annexe ;

D'inscrire les crédits nécessaires au subventionnement à l'article 9308/331-01/88 « AP Initiatives Citoyennes – subsides ménages » du service ordinaire du budget 2022 du projet socio-économique B3 « De l'Antenne de Quartier à la Maison des Initiatives » ;

De financer la dépense à hauteur de 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Project B3 “Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven” - Lancering van de oproep tot burgerinitiatieven 2022 - Goedkeuring van het reglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gewestregering in zitting van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021 tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne,

waarvan het programma Operatie B3 “Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven” omvat;

Overwegende dat deze oproep, door kleinschalige initiatieven te steunen die door en voor de inwoners van de wijk Wiels aan de Zenne worden uitgevoerd, streeft naar een positieve impact op de leefomgeving en de verbondenheid tussen de inwoners en de gebruikers van de wijk;

Overwegende het bijgevoegde voorgestelde reglement dat door het DWCW-team is opgesteld;

Overwegende dat de selectieprocedure voor de aanwijzing van de winnaars van deze oproep tot het indienen van burgerinitiatieven voorziet in de aanwijzing van de winnaars in fine door het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het totale bedrag dat voor de financiering van deze oproep is vastgesteld, 50.000,00 euro bedraagt (maximaal 4.000 euro per gesteund initiatief);

Overwegende dat de voor de subsidie benodigde kredieten zijn opgenomen in artikel 9308/331-01/88 “Projectoproep Burgerinitiatieven - subsidies gezinnen” van de gewone dienst van de begroting 2022 voor het sociaal-economisch project B3 “Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven”;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de oproep tot burgerinitiatieven;

Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde voorgestelde modelreglement;

De voor de subsidie benodigde kredieten in te schrijven op begrotingsartikel 9308/331-01/88 “Projectoproep Burgerinitiatieven - subsidies gezinnen” van de gewone dienst van de begroting 2022 voor het sociaal-economisch project B3 “Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven”;

De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

10 Revitalisation des quartiers – Salle des sports des Primeurs - Protocole 4.1.41 « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre » - Avenant - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 décembre 2009 octroyant un subside de 10.898.662 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Primeurs-Pont de Luttre ;

Vu l'accord de Coopération BELIRIS du 15 septembre 1993 et ses Avenants conclu entre l'Etat

fédéral et la Région Bruxelles-Capitale prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de Capitale de Bruxelles ;

Considérant que l'une de ses initiatives (4.1.41) concerne : le réaménagement du Complexe sportif « les Primeurs », sis rue des Primeurs, 20-22 à Forest dans le cadre du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre dont la Commune est propriétaire et Beliris le Maître d'ouvrage ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 d'approuver le Protocole 4.1.41 « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre » ;

Vu le protocole d'accord du 9 août 2018 (approuvé par le Conseil Communal le 24/04/2018) entre l'Etat, la Région de Bruxelles-capitale et la Commune de Forest réglant les droits et les obligations des différents intervenants en vue de la mise en œuvre de ces initiatives ;

Considérant que le montant financé par Beliris a été revu dans le cadre de l'avenant 14 conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces dernières évolutions ayant un impact sur les droits et les obligations des parties dans le projet ;

Considérant que ces modifications concernent certains articles du protocole de base et qu'il y a donc lieu d'approuver un avenant – (ci-joint);

DECIDE :

D'approuver les termes de cet avenant au protocole d'accord avec Beliris (voir document annexe);

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer l'avenant au Protocole d'accord 4.1.41. « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Sportzaal VroegeGroenten - Protocol 4.1.41 “Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug” - Aanhangsel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2009 tot toekenning van een subsidie van 10.898.662 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug;

Gelet op het BELIRIS-samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en diens aanhangsels, gesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die in verschillende initiatieven voorzien, om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat een van zijn initiatieven (4.1.41) betrekking heeft op: de herinrichting van het Sportcomplex 'VroegeGroenten', gelegen Vroegegroentenstraat 20-22 te Vorst, in het kader van het Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug, waar de Gemeente eigenaar van is en Beliris Bouwheer;

Gelet op zijn beslissing van 24 april 2018 tot goedkeuring van het protocolakkoord 4.1.41

“Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug;

Gelet op het protocolakkoord van 9 augustus 2018 (goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/04/2018) tussen de Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst waarin de rechten en plichten van de verschillende betrokken partijen met het oog op de uitvoering van deze initiatieven worden geregeld;

Overwegende dat het door Beliris gefinancierde bedrag werd herzien in het kader van aanhangsel nr. 14 dat tussen de Belgische federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten;

Overwegende dat het noodzakelijk is rekening te houden met deze laatste evolutie, die een impact heeft voor de rechten en verplichtingen van de bij het project betrokken partijen;

Overwegende dat deze wijzigingen betrekking hebben op bepaalde artikelen van het basisprotocol en dat het derhalve noodzakelijk is een aanhangsel goed te keuren (als bijlage);

BESLIST:

De voorwaarden van het aanhangsel bij het protocolakkoord met Beliris (zie document als bijlage) goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het aanhangsel bij het protocolakkoord 4.1.41 “Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug” te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Parc infrastructurel de l’Avant-Senne – Approbation du protocole n° 2.23.1.3 de Beliris – Revu de sa décision du 23 novembre 2021.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

[...]

D’adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...]

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d’approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019

D’approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...]

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-

Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Considérant que Beliris assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des opérations du CRU4 : 1.A.1 *Terrain Van Volxem*, 1.A.2 *Talus SNCB* et 1.A.3 *Basic Fit* ;

Considérant que la commune de Forest assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération du CRU4 : 1.E.4 *Excavation des talus Infrabel* ;

Considérant que la commune de Forest assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération du CQDW : B.1.1 *Nouvelle centralité* ;

Considérant que les opérations 1.E.4 du CRU4 et B.1.1 du CQDW forment une seule et même opération cofinancée par le CQDW d'une part et le CRU4 d'autre part ;

Considérant qu'il est proposé de déléguer la maîtrise d'ouvrage des études pour cette opération à Beliris ;

Considérant que cette délégation doit être conditionnée à la faisabilité de cette opération notamment quant au respect des délais inhérents aux financements propres et cette opération ;

Vu sa décision du 15 septembre 2020 :

D'approuver le protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris concernant les études des opérations susmentionnées et regroupées sous la terminologie Parc infrastructurel de l'Avant-Senne, conclu entre le SPF Mobilité et Transport – direction Infrastructure de transport – Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 approuvant la deuxième modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Considérant que la deuxième modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 induit que le périmètre d'intervention de l'étude peut prendre en compte les terrains adjacents à l'opération 1.A.1 *Terrain Van Volxem* ;

Vu sa décision du 23 novembre 2021 :

D'approuver la proposition de modification du protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris concernant les études des opérations susmentionnées et regroupées sous la terminologie Parc infrastructurel de l'Avant-Senne, conclu entre le SPF Mobilité et Transport – direction Infrastructure de transport – Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Considérant que le budget disponible pour financer l'intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l'exception de l'opération 1.C.1. « Chassart » du CRU, indiqué à l'article 5.1 Financement par l'Accord de Coopération Beliris, dans la

modification de protocole faisant l'objet sa décision du 23 novembre 2021, est erroné ;

Considérant que ce dernier s'élève à 4.899.589,29 euros TVAC et non 4.893.352,07 euros TVAC ;

Considérant la proposition de modification de l'article 5.1. Financement par l'Accord de Coopération Beliris du protocole n° 2.23.1.3 ci-joint pour intégrer la rectification de ce budget comme suit :

5.1. Financement par l'Accord de Coopération Beliris

Un budget de 4.899.589,29 € TVAC est disponible à l'Accord de Coopération pour pouvoir financer l'intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l'exception de l'opération 1.C.1. « Chassart » du CRU. L'affectation exacte de ce montant sera déterminée ultérieurement dans le cadre d'un second protocole (voir article 6 ci-dessous).

[...]

DECIDE :

D'approuver la proposition de modification du protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris pour intégrer la rectification du budget disponible pour financer l'intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l'exception de l'opération 1.C.1. « Chassart » du CRU, indiqué à l'article 5.1 Financement par l'Accord de Coopération Beliris, comme suit :

5.1. Financement par l'Accord de Coopération Beliris

Un budget de 4.899.589,29 € TVAC est disponible à l'Accord de Coopération pour pouvoir financer l'intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l'exception de l'opération 1.C.1. « Chassart » du CRU. L'affectation exacte de ce montant sera déterminée ultérieurement dans le cadre d'un second protocole (voir article 6 ci-dessous).

[...]

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Infrastructuurpark van de Voorzenne - Wijziging van protocol nr. 2.23.1.3 van Beliris - Herziening van de beslissing van 23 november 2021.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 24 april 2018 om:

[...]

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne

goed te keuren;
[...];

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Overwegende dat Beliris optreedt als gedelegeerd bouwheer van de operaties van het SVC 4: 1.A.1 *Terrein Van Volxem*, 1.A.2 *Talud NMBS* en 1.A.3 *Basic Fit*;

Overwegende dat de Gemeente Vorst optreedt als bouwheer van de operatie van het SVC4: 1.E.4 *Afgraving van de taluds Infrabel*;

Overwegende dat de Gemeente Vorst optreedt als bouwheer van de operatie van het DWCW: B.1.1 *Nieuwe centraliteit*;

Overwegende dat de operaties 1.E.4 van het SVC4 et B.1.1 van het DWCW één operatie vormen die medegefinancierd wordt door het DWCW enerzijds en het SVC4 anderzijds;

Overwegende dat er wordt voorgesteld het bouwheerschap van de studies voor deze operatie over te dragen aan Beliris;

Overwegende dat deze delegatie afhangt van de haalbaarheid van de operatie op het vlak van de naleving van de termijnen inherent aan de eigen financiering en deze operatie;

Gelet op de beslissing van 15 september 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, opgemaakt door Beliris betreffende de studies van de bovenvermelde operaties en gegroepeerd onder de terminologie Infrastructuurpark van de Voorzenne, afgesloten tussen de FOD Mobiliteit en Vervoer - Directie Vervoerinfrastructuur, Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst;
Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Overwegende dat de tweede programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan* tot gevolg heeft dat het interventiegebied van de studie rekening kan houden met de gronden die grenzen aan de operatie 1.A.1 *Terrein Van Volxem*;

Gelet op de beslissing van 23 november 2021 om:

Goedkeuring te verlenen aan het voorstel tot wijziging van protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, opgemaakt door Beliris betreffende de studies van de bovenvermelde operaties en gegroepeerd onder de terminologie Infrastructuurpark van de Voorzenne, afgesloten tussen de FOD Mobiliteit en Vervoer - Directie Vervoerinfrastructuur, Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn

afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

Overwegende dat het budget dat beschikbaar is voor de financiering van de interventie van Beliris in het kader van het stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken), met uitzondering van operatie 1.C.1 Chassart” van het SVC, vermeld in artikel 5.1 Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris, in de wijziging van het protocol die het voorwerp uitmaakt van zijn beslissing van 23 november 2021, foutief is;

Overwegende dat deze laatste 4.899.589,29 euro incl. btw bedraagt en niet 4.893.352,07 euro incl. btw;

Overwegende de voorgestelde wijziging van artikel 5.1. Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris van protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, om de correctie van deze begroting als volgt op te nemen:

5.1. Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris

Een budget van € 4.899.589,29 incl. btw is beschikbaar bij het Samenwerkingsakkoord met het oog op de interventie van Beliris in het kader van stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken) met uitzondering van operatie 1.C.1. “Chassart” van het SVC. De exacte aanwending van dit bedrag zal later worden vastgesteld in het kader van een tweede protocol (zie artikel 6 infra).

[...]

BESLIST:

De voorgestelde wijziging van protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, opgesteld door Beliris, goed te keuren om de correctie op te nemen van het budget dat beschikbaar is voor de financiering van de interventie van Beliris in het kader van het stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken), met uitzondering van operatie 1.C.1 “Chassart” van het SVC, vermeld in artikel 5.1 Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris, als volgt:

5.1. Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris

Een budget van € 4.899.589,29 incl. btw is beschikbaar bij het Samenwerkingsakkoord met het oog op de interventie van Beliris in het kader van stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken) met uitzondering van operatie 1.C.1. “Chassart” van het SVC. De exacte aanwending van dit bedrag zal later worden vastgesteld in het kader van een tweede protocol (zie artikel 6 infra).

[...]

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

12 **Affaires communautaires - Bibliothèque francophone - Marchés publics de « Tapis d'animation », « Jouets pour la ludothèque », « Serre-livres pour la bibliothèque », « Jeux et jouets (assemblage, construction, extérieur, sportifs) pour la ludothèque », « Jeux de rôles pour la ludothèque », « Jeux de société pour la ludothèque », « Jeux de société (inventaire n°2) pour la ludothèque » - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'un tapis d'animation pour la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Tapis d'animation » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 150,00 € hors TVA ou 181,50 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jouets pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.395,29 € hors TVA ou 1.688,30 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de serre-livres pour la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Serre-livres pour la bibliothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 864,50 € hors TVA ou 1.046,60 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux et jouets d'assemblage, de construction, d'extérieur, sportifs pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux et jouets (assemblage, construction, extérieur, sportifs) pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 859,79 € hors TVA ou 1.040,32 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de rôles pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de rôles pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 296,14 € hors TVA ou 374,85 €, 21% TVA comprise

(financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de société pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 750,50 € hors TVA ou 950,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société (inventaire n°2) pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 487,61 € hors TVA ou 590,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. décision du 09 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Tapis d'animation » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 150,00 € hors TVA ou 181,50 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
2. décision du 18 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.395,29 € hors TVA ou 1.688,30 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
3. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Serre-livres pour la bibliothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 864,50 € hors TVA ou 1.046,60 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
4. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux et jouets (assemblage, construction, extérieur, sportifs) pour la ludothèque» en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 859,79 € hors TVA ou 1.040,32 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
5. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de rôles pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 296,14 € hors TVA ou 374,85 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
6. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 750,50 € hors TVA ou 950,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
7. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet «

Jeux de société (inventaire n°2) pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 487,61 € hors TVA ou 590,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Gemeenschapszaken - Franstalige bibliotheek - Overheidsopdrachten voor “Tapijt voor animaties”, “Speelgoed voor de ludothek”, “Boekensteunen voor de bibliotheek”, “Spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) voor de ludothek”, “Rollenspellen voor de ludothek”, “Gezelschapspellen voor de ludothek”, “Gezelschapspellen voor de ludothek (inventaris nr. 2)”- Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om tapijt voor animaties aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Tapijt voor animaties” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 150,00 € excl. btw of 181,50 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om speelgoed aan te kopen voor de ludothek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de ludothek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.395,29 € excl. btw of 1.688,30 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om boekensteunen voor de bibliotheek aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Boekensteunen voor de bibliotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 864,50 € excl. btw of 1.046,60 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) aan te kopen voor de ludothek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) voor de ludothek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 859,79 € excl. btw of 1.040,32 €, 21% btw

inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om rollenspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Rollenspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 296,14 € excl. btw of 374,85 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om gezelschapspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 750,50 € excl. btw of 950,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek (inventaris nr. 2)” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 487,61 € excl. btw of 590,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. beslissing van 9 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Tapijt voor animaties” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 150,00 € excl. btw of 181,50 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
2. beslissing van 18 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.395,29 € excl. btw of 1.688,30 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
3. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Boekensteunen voor de bibliotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 864,50 € excl. btw of 1.046,60 €, 21% btw inbegrepen

- (financiering door een lening).
4. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 859,79 € excl. btw of 1.040,32 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
 5. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Rollenspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 296,14 € excl. btw of 374,85 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
 6. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 750,50 € excl. btw of 950,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
 7. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek (inventaris nr. 2)” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 487,61 € excl. btw of 590,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

13 **Affaires communautaires - Bibliothèque francophone - Marché public de « Jeux pédagogiques pour la ludothèque » - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil est informé de la décision du Collège lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux pédagogiques à destination d'un public d'apprenants en alphabétisation et d'un public « français langue étrangère » pour la ludothèque de la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège du 2 décembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux pédagogiques pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.107,65 € hors TVA ou 1.340,26 € 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège du 2 décembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux pédagogiques pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.107,65 € hors TVA ou 1.340,26 € 21% TVA comprise (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Gemeenschapszaken - Franstalige bibliotheek - Overheidsopdracht voor “Educatieve spellen voor de ludotheek” - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat verduidelijkt dat in dat geval de Raad op de eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om educatieve spellen voor een publiek van geletterdheidsleerlingen en een publiek "Frans als vreemde taal" aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van 2 december 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Educatieve spellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.107,65 € excl. btw of 1.340,26 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College op 2 december 2021 om een overheidsopdracht

voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Educatieve spellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.107,65 € excl. btw of 1.340,26 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

14 Informatique – Acquisition de matériel informatique via la Convention de mandat avec le CIRB – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition du matériel informatique suivant pour l'hôtel communal et sa future intégration dans le parc informatique communal :

2	HP DL380 -6231 1P 32 G NC 8SFF SVR	9.036,00 €
TOTAL		9.036,00 €
TOTAL +TVA		10.935,00 €

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 09/11/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 9.036,00 € hors TVA (10.935,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt) ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins 09/11/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 9.036,00 € hors TVA (10.935,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informaticamateriaal via de mandaatovereenkomst met het CIBG – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is het volgende informaticamateriaal aan te kopen voor het gemeentehuis en zijn toekomstige integratie in het gemeentelijk informaticapark:

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid
2	HP DL380 -6231 1P 32 G NC 8SFF SVR	9.036,00 €
TOTAAL		9.036,00 €
TOTAAL +BTW		10.935,00 €

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/11/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 9.036,00 € excl. btw (10.935,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/- /15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door lening);

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/11/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 9.036,00 € excl. btw (10.935,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/- /15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

15 Finances – F.R.B.R.T.C. – Convention de prêts pour investissements 2022 – Rénovation de l’Hôtel communal, aménagement des combles.

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 08 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésorerie Communales telle que modifiée par l’ordonnance du 24 novembre 2011 et par l’arrêté du 25 juin 2020 ;

Vu le courrier du 07 décembre 2021 reçu de la Région de Bruxelles-Capitale confirmant la convention de prêt d'un montant de **2.083.033 €**, remboursable en 20 ans, entre la commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet : **Rénovation de l'Hôtel communal, aménagement des combles**;

DECIDE,

D'adopter les termes de la présente convention de prêt d'un montant de **2.083.033 €**, remboursable en 20 ans, entre la commune et le F.R.B.R.T.C. destiné à financer le projet suivant : **Rénovation de l'Hôtel communal, aménagement des combles**, ci – annexée ;

De s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens financés par le prêt pendant la durée de celui-ci sans autorisation préalable du Fonds, conformément à l'article 7 de la présente convention ;

De soumettre au Fonds, conformément à l'article 5 de la présente convention :

- Jusqu'à la réalisation complète de l'investissement, un rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation de l'investissement couvert par le prêt octroyé. Ce rapport sera transmis chaque année pour le 30 juin au plus tard.
- Dans un délai de 180 jours à dater de la réception provisoire ou de l'acte d'achat, le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé. A ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives.

D'autoriser un représentant du Fonds à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation du prêt octroyé, conformément à l'article 6 de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - BGHGT - Overeenkomst betreffende leningen voor investeringen 2022 – Gemeentehuis Vorst – Verbouwing van de zolder;

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en door het besluit van 25 juni 2020;

Gelet op de brief van 07 december 2021 ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter bevestiging van de overeenkomst betreffende de lening van een bedrag van 2.083.033 €, terugbetaalbaar in 20 jaar, tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor het project: Gemeentehuis Vorst – Verbouwing van de zolder;

BESLIST,

De onderhavige overeenkomst goed te keuren betreffende de lening van een bedrag van 2.083.033 €, terugbetaalbaar in 20 jaar, tussen de gemeente en het BGHGT, voor de financiering van het volgende project: Gemeentehuis Vorst – Verbouwing van de zolder, als bijlage;

Zich ertoe te verbinden de door de lening gefinancierde goederen gedurende de looptijd ervan zonder de voorafgaande toelating van het Fonds niet te vervreemden en evenmin de bestemming ervan te wijzigen, overeenkomstig artikel 7 van de overeenkomst;

Aan het Fonds, overeenkomstig artikel 5 van onderhavige overeenkomst, het volgende voor te leggen:

- Tot de volledige verwezenlijking van de investering, een jaarverslag betreffende de vordering van de verwezenlijking van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening. Dit verslag moet elk jaar uiterlijk op 30 juni ingediend worden.
- Binnen een termijn van 180 dagen te rekenen vanaf de voorlopige oplevering of de aankoopakte, de afrekening van alle betalingen die met de toegekende lening verricht werden. Bij deze afrekening worden alle bewijsstukken gevoegd.

Een vertegenwoordiger van het Fonds toelating te geven om op stukken en ter plaatse iedere mogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening, overeenkomstig artikel 6 van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Comptabilité - Boekhouding

16 Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Compte 2020.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2020 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	32.100,00 €	21.128,12 €	53.228,12 €
DEPENSES	29.665,19 €	-	29.665,19 €

EXCEDENT : 23.562,93 €

Considérant qu'aucune demande d'intervention financière n'est demandée par la Communauté israélite libérale Beth Hillel et que les documents sont remis uniquement afin de continuer à bénéficier de l'indemnité de logement du ministre du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2020 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Rekening 2020.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2020 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	32.100,00 €	21.128,12 €	53.228,12 €
UITGAVEN	29.665,19 €	-	29.665,19 €

OVERSCHOT : 23.562,93 €

Overwegende dat er geen enkele financiële tussenkomst wordt gevraagd door de Israëlitische liberale gemeenschap Beth Hillel en dat de documenten enkel overgemaakt worden om de huisvestingsvergoeding van de bedienaar van de eredienst te kunnen blijven genieten;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2020 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

17 Finances - Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur - Compte 2020

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18

juillet 2002 ;

Vu le compte de 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	28.361,52 €	35.848,85 €	64.210,37 €
DEPENSES	47.506,79 €	1.282,90 €	48.789,69 €

EXCEDENT : 15.420,68 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Uccle, siège de l'église ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën – Kerkfabriek van het Heilig Hart - Rekening 2020

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2020 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	28.361,52 €	35.848,85 €	64.210,37 €
UITGAVEN	47.506,79 €	1.282,90 €	48.789,69 €

OVERSCHOT: 15.420,68 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Ukkel, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2020 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

18 **Finances - Fabrique de l'Eglise du Sacré-Coeur - Budget 2022.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	31.187,40 €	13.575,10 €	44.762,50 €
DEPENSES	44.762,50 €	-	44.762,50 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 8.152,40 € pour les frais ordinaires du culte et de 12.982,50 € au service ordinaire (article D 27), le montant de 12.982,50 € correspond au coût d'entretien et réparation de l'église ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $8.152,40 \text{ €} \times 13,24 \% = 1.079,38 \text{ €}$ au service ordinaire du culte et $12.982,50 \text{ €} \times 13,24 \% = 1.718,88 \text{ €}$ au service ordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 31 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : *Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

Financiën - Kerkfabriek Heilig Hart - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	31.187,40 €	13.575,10 €	44.762,50 €
UITGAVEN	44.762,50 €	-	44.762,50 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 8.152,40 € voor gewone kosten van eredienst en 12.982,50 € voor gewone erediensten (artikel D 27), het bedrag van 12.982,50 € komt overeen met de kosten van onderhoud en reparatie van de kerk;

Het aandeel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $8.152,40 \text{ €} \times 13,24\% = 1.079,38 \text{ €}$ voor gewone dienst en $12.982,50 \text{ €} \times 13,24\% = 1.718,88 \text{ €}$ voor gewone dienst;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek Heilig Hart.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 31 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

19 Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	32.100,00 €	-	32.100,00 €
DEPENSES	30.077,76 €	-	30.077,76 €

EXCEDENT : 2.022,24 €

Ce résultat budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 de la Communauté israélite libérale

BETH HILLEL et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2022, afin que celui-ci reste en équilibre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	32.100,00 €	-	32.100,00 €
UITGAVEN	30.077,76 €	-	30.077,76 €

OVERSCHOT: 2.022,24 €

Dit begrotingsresultaat wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2022, opdat deze in evenwicht blijft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Taxes - Belastingen

20 Finances - Taxes sur les surfaces de bureaux - Règlement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des bureaux ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les immeubles qui accueillent les bureaux est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces bureaux dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces de bureaux des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les surfaces de bureaux :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur les surfaces de bureaux. Cette taxe a pour base la surface brute hors sol de bureaux.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Bureaux :

Tout espace muni d'un équipement et/ou mobilier adéquat, dans lequel est susceptible d'être traitée l'information au sens large (textes, rapports, études, conférences, données comptables, brevets, son, image,...) quel que soit son support (documents, fichiers informatiques, échantillons, prototypes,...).

Surface hors sols :

La surface à partir du rez-de-chaussée.

Surface brute :

La surface occupée par la personne physique ou morale en ce compris des surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et

d'archivage, réfectoires, sanitaires, étages techniques,...), les parties communes et les surfaces accessibles au public, à l'exclusion des surfaces de parking.

La surface brute se calcule en additionnant la totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 m dans des locaux qui ne sont pas sous le niveau du sol. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs et façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs ni par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

Article 3 :

Le taux de la taxe sur les surfaces de bureaux est fixé à 15,52 € € par m² pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
15,83 €	16,14 €	16,46 €

Article 4

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les bureaux.

Est solidairement tenus, le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur l'immeuble qui accueille les bureaux.

Article 5

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'occupation.

Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé est compté pour un mois entier.

Article 6

Sont exonérés du paiement de la taxe :

Les premiers 74 m² de la surface totale de bureaux.

Les surfaces occupées par les personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

Les surfaces servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou aux œuvres de bienfaisance.

Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence de surfaces de bureaux, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** .

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au Service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration au plus tard pour le 31 décembre de l'année en cours.

Article 8

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 7 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe

conformément à l'article 7 des dispositions légales en vigueur relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales;

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9

Toute modification de la base imposable ou toute création de bureaux (par construction ou changement d'affectation) doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

Article 10

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 24 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Financiën - Belasting op de kantooroppervlakten - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de kantooroppervlakten, goedgekeurd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor kantoorgebruik.

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de gebouwen waarin de kantoren zijn gevestigd, gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze kantoren waarvan ze het gebruik mogelijk

maken.

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de kantooroppervlakten van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de kantooroppervlakten gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegnen en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de kantooroppervlakten als volgt *te wijzigen*:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op de kantooroppervlakten. Deze belasting heeft als basis de bruto bovengrondse oppervlakte.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

Kantoren:

Elke ruimte die beschikt over een aangepaste uitrusting en/of meubilair, waar informatie in de brede zin kan verwerkt worden (teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, brevetten, geluid, beeld, ...) op eender welke informatiedrager (documenten, informaticabestanden, stalen, prototypen, ...).

Bovengrondse oppervlakte :

De oppervlakte vanaf de gelijkvloerse verdieping.

Bruto-oppervlakte :

De oppervlakte betrokken door de natuurlijke persoon of rechtspersoon, met inbegrip van de onrechtstreeks benutte oppervlakken (doorgangs- en ontvangstruimten, conferentiezalen, opslagplaatsen en archieven, eetzaal, sanitair, technische verdiepingen, ...), de gemeenschappelijke delen en de oppervlakken toegankelijk voor het publiek, met uitzondering van de parking.

De bruto bovengrondse oppervlakte wordt berekend door de som te maken van alle overdekte vloeroppervlakten die een vrije hoogte bieden van minstens 2,20 m in lokalen die niet onder het niveau van de grond liggen. De afmetingen van de vloeren worden gemeten aan de onbeklede buitenzijde van de gevels. Hier gaat men er dan van uit dat de vloeren doorlopen en houdt men geen rekening met de onderbrekingen erin door wanden en binnenmuren, kokers, trappenhuis en liftkooien.

Artikel 3:

Het tarief van de belasting op de kantooroppervlakten wordt vastgesteld op 15,52 € per m² voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
15,83 €	16,14 €	16,46 €

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die de kantoren betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op het gebouw dat de kantoren onderdak biedt.

Artikel 5

In geval van overdracht of van begin van bezetting van de kantooroppervlakten in de loop van het dienstjaar wordt de belasting gevestigd op basis van het aantal maanden dat de oppervlakten effectief betrokken waren.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt iedere aangevatte maand voor een gehele maand gerekend.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld :

De eerste 74 m² van de totale kantooroppervlakte.

De oppervlakten gebruikt door publiekrechtelijke personen, met uitzondering evenwel van de oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevendende of commerciële doeleinden;

De oppervlakten die gebruikt worden voor erediensten, onderwijsinstellingen, hospitalen, ziekenhuizen, consultatiebureaus of werken van liefdadigheid.

Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van kantooroppervlakten vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**.

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de Dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur ten laatste tegen 31 december van het lopende jaar.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 7 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform artikel 7 van de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze

waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 9

Elke wijziging aan de belastbare grondslag of elke oprichting van kantoren (door nieuwbouw of wijziging van bestemming) moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

Artikel 10

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

3 annexes / 3 bijlagen

21 **Finances - Taxe sur les magasins de nuit - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les magasins de nuit, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les magasins de nuit requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en

termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que les magasins de nuit établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les magasins de nuit comme suit :

Article 1 : Définition.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit un magasin qui vend des produits d'alimentation et d'entretien, ouvert entre 21h et 7h, inscrit au registre de commerce sous la rubrique « vente de produits d'alimentation et d'entretien ».

Article 2 : Assiette de la taxe.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la commune.

Article 3 : Taux d'imposition.

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 12.500,00 euros et redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit situé sur le territoire de la commune. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle s'élève à 1.656,16 € par magasin de nuit pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
1.689,28 €	1.723,06 €	1.757,52 €

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4 : Redevables.

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 5 : Déclaration.

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Ils sont tenus de faciliter le contrôle éventuel de leur déclaration.

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***.

A défaut d'une déclaration, en cas d'une déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit.

Si, pour une raison quelconque, les redevables n'ont pas encore été touchés par le recensement, ils sont tenus d'informer l'administration communale de leur propre initiative.

A défaut de déclaration, en cas d'insuffisance de celle-ci et pour les entreprises dont la conformité avec le permis requis n'est pas établie, l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Article 6 : Indemnité.

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des bourgmestres et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7 : Changement ou fermeture.

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8 : Perception.

Le présent impôt sera perçu par voie de rôle. La taxe devra être payée endéans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de déclaration, en cas d'insuffisance de celle-ci et pour les entreprises dont la conformité avec le permis requis n'est pas établie, l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Article 9 : Contestation.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestres et échevins.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les trois mois de la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 28 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrin.

Financiën - Belasting op de nachtwinkels - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de nachtwinkels, gestemd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de nachtwinkels bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de nachtwinkels gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de nachtwinkels als volgt te wijzigen:

Artikel 1: Definitie.

Voor de toepassing van het huidige reglement moet er onder nachtwinkel verstaan worden, een winkel waar algemene voedingswaren en huishoudartikelen worden verkocht, die tussen 21u en 7u open is en ingeschreven is in het handelsregister onder de rubriek “verkoop van algemene voedingsmiddelen en huishoudartikelen”.

Artikel 2: Grondslag van de belasting.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een openingsbelasting en een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3: Belastingtarief.

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 12.500,00 € en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel op het grondgebied van de gemeente. Elke wijziging van uitbating wordt beschouwd als een nieuwe handelsactiviteit. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

Het tarief van de jaarlijkse belasting bedraagt 1.656,16 € per nachtwinkel voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
1.689,28 €	1.723,06 €	1.757,52 €

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het ganse burgerlijke jaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van de uitbating in het jaar van de inkohiering.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de inkohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van het huidige belastingreglement. Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting om gelijk welke reden dan ook toegestaan.

Artikel 4: Belastingplichtigen.

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de zaak. De eigenaar van het pand of het deel van het pand waar de zaak zich bevindt, is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 5: Aangifte.

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan evenals de eigenaar van het pand zijn verplicht aangifte te doen van elke economische activiteit bij de gemeentelijke overheid voordat deze activiteit gestart wordt. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen aan de gemeentelijke overheid bij de eerste aanvraag. Ze zijn verplicht de eventuele controle van hun aangifte mogelijk te maken.

Teneinde de belasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar alle bedrijven in uitbating waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving vastgesteld is, een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgelegde periode dient te worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. Dit zal geschieden door een beëdigde ambtenaar. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met de vaststelling van opening van een nachtwinkel.

Indien, om welke reden dan ook, de belastingplichtigen geen aangifteformulier ontvangen hebben, moeten zij op eigen initiatief het gemeentebestuur inlichten.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de vereiste vergunningen niet is vastgesteld, wordt de belasting van ambtswege gevestigd op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Artikel 6: Schadeloosstelling.

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 119bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7: Wijziging of stopzetting.

Elke wijziging of stopzetting van de economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8: Inning.

De genoemde belasting zal via een kohier ingevorderd worden. De belasting dient binnen de twee

maanden na het versturen van het uittreksel betaald te worden.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid hiervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de vereiste vergunningen niet is vastgesteld, wordt de belasting van ambtswege geheven op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Artikel 9: Geschillen.

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid schriftelijk ingediend worden en moet op straffe van verval binnen de drie maanden na de verzenddatum van het aanslagbiljet. Het moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- de namen, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige voor wie de belasting werd opgemaakt.

- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 28 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrin.

3 annexes / 3 bijlagen

22 Finances - Taxe sur les enseignes et réclames - Règlement – Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les enseignes et réclames, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les commerçants apposant des enseignes et / ou réclames sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages

constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur les enseignes et réclames :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe communale sur :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;
- les cordons lumineux.

Est réputée enseigne toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître le commerce ou l'industrie qui s'exploitent en un lieu donné, la profession qui s'y exerce ou les opérations qui s'y effectuent.

Est réputée réclame toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître les produits ou les services qui sont en vente en un lieu donné.

Article 2.

Pour être imposables, il faut, en outre, que ces dispositifs soient exposés au regard du public du fait qu'ils se trouvent :

- 1) à l'extérieur des immeubles, tant à front de voie publique que dans les galeries ou passages couverts ou non, publics ou privés, les parkings ou sur le toit;
- 2) à l'intérieur des immeubles, dans les vitrines ou porches, soit encore derrière les vitres des fenêtres ou des portes.

Article 3.

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

- les enseignes et réclames appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- l'inscription du nom du commerçant et de son numéro de registre de commerce, ainsi que toute autre mention prescrite par les lois et règlements, pour autant que cette inscription n'excède pas une surface de dix décimètres carrés.

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de l'installation ou du retrait:

- pour les enseignes : par la personne physique ou morale qui exerce ou fait exercer la profession, l'industrie ou le commerce auquel se rapporte l'enseigne donnant lieu à la taxation;
- pour les réclames : par le propriétaire de la réclame.

Article 5.

Le taux de la taxe est fixé à 0,18 € le dm² ou fraction de dm², avec un minimum de 16,00 € pour :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;

et à 1,75 € par mètre courant ou fraction de mètre courant, avec un minimum de 16,00 € pour les

cordons lumineux qui ne font pas corps avec l'enseigne ou avec la réclame.

Article 6.

La surface imposable est calculée comme suit :

- si l'enseigne ou la réclame présente une seule face : en fonction des dimensions du dispositif qui contient l'enseigne ou la réclame et, s'il s'agit d'une figure géométrique irrégulière, en fonction de celles de la figure géométrique régulière la plus petite dans laquelle le dispositif est susceptible d'être inscrit;
- si l'enseigne ou la réclame présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles simultanément ou successivement;
- si l'enseigne ou la réclame est constituée elle-même par un volume, la surface de ce dernier est forfaitairement censée être le double du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur, le résultat étant exprimé en mesure de surface;
- si le dispositif permet la présentation ou la projection successive de plusieurs textes ou images : autant de fois la surface qu'il existe de représentations ou de projections différentes.

Article 7.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'enseignes et réclames, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** .

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale.

Article 8.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 7 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9.

Les personnes qui feront usage d'enseignes ou de réclames devront en faire la déclaration dans la quinzaine qui suit l'installation.

Tout changement apporté à une enseigne ou à une réclame doit être notifié à l'administration communale (service des taxes) dans les quinze jours.

Article 10.

La vérification du mesurage d'une enseigne ou d'une réclame se fera le cas échéant par un agent communal qualifié.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 11.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 28 votes positifs, 5 votes négatifs.

Non : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Financiën - Belasting op de uithang- en reclameborden - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uithang- en reclameborden, goedgekeurd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de handelaars die uithang- en reclameborden plaatsen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegnen en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de uithang- en reclameborden te hernieuwen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een gemeentebelasting gevestigd op:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;
- de neonbuisverlichtingen.

Onder uithangbord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de handel of industrie die op een bepaalde plaats uitgebaat wordt, het beroep dat er uitgeoefend wordt of de verrichtingen die er gedaan worden.

Onder reclamebord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de producten of diensten die te koop worden aangeboden op een bepaalde plaats.

Artikel 2 .

Om belastbaar te zijn moeten deze voorzieningen daarenboven in het zicht van het publiek staan door het feit dat ze zich bevinden:

- 1) buiten de gebouwen, zowel zichtbaar van op de openbare weg als in de al dan niet overdekte galerijen of doorgangen, openbaar of privaat, parkings of op het dak;
- 2) binnen de gebouwen, in de uitstalramen of overdekte ingangen, hetzij achter de ruiten van vensters of deuren.

Artikel 3 .

Geven geen aanleiding tot de heffing van de belasting:

- de uithang- en reclameborden die toebehoren aan publiekrechtelijke rechtspersonen, aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut;
- de vermelding van de naam van de handelaar en van zijn handelsregisternummer, alsook elke andere vermelding opgelegd door de wetten of de reglementen, voor zover dit opschrift geen oppervlakte beslaat van meer dan tien vierkante decimeter.

Artikel 4 .

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing of van wegneming:

- voor de uithangborden: door de natuurlijke of rechtspersoon die het beroep, de industrie of de handel uitoefent of laat uitoefenen waarop het belastbare uithangbord betrekking heeft;
- voor de reclameborden: door de eigenaar van het reclamebord.

Artikel 5

Het belastingtarief is vastgesteld op 0,18 € per dm² of deel van een dm², met een minimum van 16,00 € voor:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;

en op 1,75 € per lopende meter of deel van een lopende meter, met een minimum van 16,00 € voor de neonbuisverlichtingen die geen geheel vormen met het uithangbord of met het reclamebord.

Artikel 6 .

De belastbare oppervlakte wordt als volgt berekend:

- indien het uithang- of reclamebord één zichtbare zijde bevat: in functie van de afmetingen van de armatuur die het uithang- of het reclamebord bevat en, indien het gaat om een onregelmatige geometrische figuur, in functie van de afmetingen van de kleinste regelmatige geometrische figuur waarin de voorziening zou kunnen ingeschreven worden;
- indien het uithang- of reclamebord meerdere zichtbare zijden bevat: in functie van de totale oppervlakte van alle terzelfdertijd of opeenvolgende zichtbare zijden;
- indien het uithang- of reclamebord een volume vormt, wordt de oppervlakte van deze laatste

forfaitair geacht gelijk te zijn aan het dubbele van het product van de hoogte en zijn grootste breedte; het resultaat wordt uitgedrukt in oppervlaktematen;

- indien de voorziening achtereenvolgens verschillende voorstellingen of projecties van teksten of beelden mogelijk maakt: zoveel keer de oppervlakte als er verschillende voorstellingen of projecties zijn.

Artikel 7 .

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uithang- en reclameborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 8 .

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 7 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 9 .

De personen die gebruik maken van uithang- en reclameborden moeten hiervan aangifte doen binnen de vijftien dagen na de ingebruikname.

Elke verandering aangebracht aan een uithang- of reclamebord moet binnen de vijftien dagen aan het gemeentebestuur (dienst der gemeentebelastingen) kenbaar gemaakt worden.

Artikel 10 .

De juistheid van de opmeting van een uithang- of reclamebord zal in voorkomend geval gecontroleerd worden door een gemeentelijk bevoegd ambtenaar.

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

Artikel 11 .

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 28 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen.

Nee : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

3 annexes / 3 bijlagen

23 Finances - Taxe sur les résidences secondaires - Règlement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les résidences secondaires, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des résidences secondaires ;

Considérant que les personnes jouissant d'une résidence secondaire sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De modifier le règlement taxe sur les résidences secondaires comme suit :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe sur les secondes résidences.

Article 2

Le taux de la taxe sur les résidences secondaires est fixé à 2.601 € par résidence pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
2.653,02 €	2.706,08 €	2.760,20 €

Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui qui est affecté à la résidence principale, dont les usagers ne sont pas inscrits au registre de la population à titre de résidence habituelle et dont ils peuvent disposer à tout moment contre paiement ou non, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou de bénéficiaire d'une permission d'usage à titre gratuit.

Article 3

Sont redevables de la taxe, les personnes non inscrites au registre de la population ou des étrangers de la Commune de Forest qui réunissent, en outre, une ou plusieurs des conditions ci-après :

1. Etre propriétaire à Forest d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre secondaire ou de pied à terre.
2. Avoir loué au moins à Forest, à l'usage de seconde résidence ou de pied à terre, un logement meublé ou non par le propriétaire.
3. Exercer à Forest une activité commerciale ou une profession libérale et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

Ne sont pas redevables de la taxe :

1. Les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein, pour autant qu'ils justifient de leur qualité.
2. Les personnes qui se font inscrire aux registres de la population ou des étrangers de la commune de Forest au cours de l'exercice d'imposition.

Article 4

Lorsque l'Administration communale constate l'existence d'une seconde résidence, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** .

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'Administration communale les éléments nécessaires à la taxation, dans le mois de l'affectation à l'usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation et au plus tard, avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Le formulaire de déclaration signé vaut jusqu'à révocation adressé au service des taxes.

Article 5

En cas d'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe conformément à l'article 7 des dispositions légales en vigueur relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales;

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recouvrement à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt qui est dû.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 6

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 23 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcey, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrin.

Financiën - Belasting op de tweede verblijfplaatsen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen, gestemd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten, ingenomen door tweede verblijfplaatsen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de personen die een tweede verblijfplaats bezitten op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op de tweede verblijfplaatsen.

Artikel 2

Het tarief van de belasting op de tweede verblijfplaatsen wordt vastgesteld op 2.601 € per verblijfplaats voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
2.653,02 €	2.706,08 €	2.760,20 €

Onder tweede verblijfplaats dient te worden verstaan, iedere private woning, buiten diegene die bestemd is als hoofdverblijfplaats, waarvan de gebruikers niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister als gewoonlijke verblijfplaats en waarover ze te allen tijde kunnen beschikken, al dan niet tegen betaling, en dit in de hoedanigheid van eigenaar, van huurder of van begunstigde van een toelating voor kosteloos gebruik.

Artikel 3

Zijn de belasting verschuldigd, de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de Gemeente Vorst, en die bovendien aan één of meerdere onderstaande voorwaarden voldoen:

1. Eigenaar zijn te Vorst van eender welke privéwoning en zich het gebruik ervan voorbehouden als tweede verblijfplaats of als optrekje.
2. Minstens een door de eigenaar al dan niet gemeubelde woning te hebben gehuurd in Vorst, gebruikt als tweede verblijfplaats of als optrekje.
3. Te Vorst een handelsactiviteit of een vrij beroep uitoefenen, en er over een privéwoning beschikken, naast de lokalen bestemd voor de uitoefening van deze beroepsactiviteit.

Zijn de belasting niet verschuldigd:

1. De studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen en voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen.
2. De personen die zich laten inschrijven in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van de gemeente Vorst tijdens het belastbare dienstjaar.

Artikel 4

Wanneer het Gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijfplaats vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**.

De betrokkenen die niet uitgenodigd zouden zijn om een aangifteformulier in te vullen, zijn er echter toe gehouden om de elementen nodig voor de belastingheffing spontaan mee te delen aan het Gemeentebestuur, in de maand die volgt op de bestemming tot het gebruik als tweede verblijfplaats, van het verwerven van de eigendom of van het gebruik en ten laatste, voor 31 december van het lopende dienstjaar.

Het ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

Artikel 5

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform artikel 7 van de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 6

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

Intervention de M. Loewenstein.

On avait voté contre le 17/12/2019 par rapport à la question du tarif préférentiel pour les étudiants. Les étudiants sont bien exonérés de la taxe. Par contre, un autre élément mis en avant était celui du montant anormalement élevé de la taxe par rapport à d'autres communes.

On est passé à Forest de 1.000 à 1.500€ en 2014. En 2019, on fait un bon à 2.500€ qui évoluera en 2025 jusqu'à 2.760,20€. A Uccle, c'est 1600€, Schaerbeek, 122,40/mois (1468,80€/an), Saint-Gilles, 1200€, Ixelles, 1122€. C'est bien de vouloir augmenter le rendement, mais cela ne sera pas possible si l'assiette diminue. Pour rappel, cette taxe concerne une vingtaine de personnes...

Intervention de M. Pierre De Permentier.

Par rapport au montant perçu par la Commune, on s'interroge sur l'opportunité d'augmenter cette taxe.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Wij hebben op 17/12/2019 tegen gestemd in verband met het voorkeurtarief voor studenten. De studenten zijn wel degelijk vrijgesteld van de belasting. Een ander element dat naar voren werd

gebracht was het abnormaal hoge bedrag van de belasting in vergelijking met andere gemeenten.

We gingen in 2014 van 1.000 naar 1.500 euro in Vorst. In 2019 maken we een sprong naar 2.500 euro, die nog zal stijgen tot 2.760,20 euro in 2025. In Ukkel is dat 1.600 euro, in Schaarbeek 122,40 euro/maand (1.468,80 euro/jaar), in Sint-Gillis 1.200 euro en in Elsene 1.122 euro. Het is goed om de opbrengst te willen verhogen, maar dat zal niet mogelijk zijn als de grondslag daalt. Ter herinnering, deze belasting betreft een twintigtal personen ...

Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Met betrekking tot het door de gemeente geïnde bedrag wordt de vraag gesteld of het passend is deze belasting te verhogen.

3 annexes / 3 bijlagen

24 Finances - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Règlement – Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les établissements bancaires et assimilés, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune.

Considérant que le taux de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une

plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des établissements bancaires et assimilés ;

DECIDE :

de renouveler le règlement-taxé sur les établissements bancaires et assimilés :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025, une taxe sur les établissements bancaires et assimilés ayant, sur le territoire de la commune, des locaux accessibles au public. Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissements bancaires et assimilés", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 2.

La taxe est due par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement est exploité.

Article 3.

La taxe est fixée à 5.000,00 € par agence. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'établissement.

Article 4.

Seront exonérés de la taxe les établissements n'occupant qu'une personne.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un établissement bancaire et assimilé, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** . La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 27 votes positifs, 1 vote négatif, 5 abstentions.

Non : Francis Dagrin.

Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Reglement – Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente.

Overwegende dat het tarief van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen.

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten ingenomen door bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen hadden kunnen bezetten;

BESLIST:

Het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de bankinstellingen en dergelijke die op het grondgebied van de gemeente lokalen hebben die toegankelijk zijn voor het publiek. Onder "bankinstellingen en dergelijke" dient men voor het toepassen van het vorige lid te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het kantoor wordt uitgebaat.

Artikel 3.

De belasting is vastgesteld op 5.000,00 € per agentschap. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van opening van het kantoor.

Artikel 4.

Worden van de belasting vrijgesteld: de kantoren met slechts één tewerkgestelde beambte.

Artikel 5.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een bankinstelling en dergelijke vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 6.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 7.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 5 onthoudingen.

Nee : Francis Dagrin.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Intervention de M. Dagrin.

Pourquoi cette taxe n'est pas indexée ?

Intervention de M. Pierre De Permentier.

A l'aune de la suppression des agences bancaires de proximité, je m'amuse de la remarque du PTB. Dans le cadre de cette suppression, je souhaitais en effet entamer une réflexion par rapport aux taxes communales en vue d'un allègement. En effet, cette taxe est déjà faible.

Réponse de M. Quartassi.

Nous n'avons pas voulu indexer pour éviter justement ces fermetures.

Tussenkomst van de heer Dagrin

Waarom wordt deze belasting niet geïndexeerd?

Tussenkomst van de heer Pierre-De Permentier

In het licht van de afschaffing van de lokale bankfilialen vind ik de opmerking van de PTB*PVDA bijzonder. In het kader van deze afschaffing zou ik willen beginnen na te denken over de gemeentebelastingen met het oog op de verlaging ervan. Deze belasting is immers al laag.

Antwoord van de heer Quartassi

We wilden niet indexeren, net om sluitingen te vermijden.

3 annexes / 3 bijlagen

25 **Finances - Taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie – Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que la Cour constitutionnelle, dans un arrêt du 15 décembre 2011, n° 189/2011, a décidé que: « Dans l'interprétation selon laquelle l'article 98, §2 de la loi du 21.03.1991 portant réforme de certaines entreprises publiques n'interdit pas aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, cette disposition ne viole pas l'article 170, §4 de la Constitution » ;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 mars 2012: « Ainsi que la Cour constitutionnelle l'a dit dans son arrêt n°189/2011 du 15 décembre 2011, la nécessité de l'intervention législative fédérale n'est donc établie qu'à l'égard de l'utilisation du domaine public et pour les seules installations visées par l'article 98, paragraphe 2. Cette disposition n'interdit dès lors pas aux provinces de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la province par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité » ;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 1er juin 2012: « aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité » ;

Considérant que les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie Hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables ;

Considérant que le taux de la taxe sur les antennes est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les antennes visées propagent des ondes électromagnétiques dont certains effets liés aux rayonnements électromagnétiques constituent un type de pollution, il convient que les propriétaires de ces antennes contribuent au maintien d'un environnement propre et vert afin de tenter d'atténuer les effets négatifs ou ressentis comme tels sur la population locale ;

Considérant que d'autres taxes sont déjà levées sur les entreprises qui ont leur siège social et/ou Administratif sur le territoire de la commune de Forest qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage

les charges fiscales de ces entreprises ;

Considérant qu'en outre, les opérateurs qui exploitent des antennes sur le territoire de la commune de Forest n'y ont pas leur siège social ou administratif et considérant que la commune ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte.

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur les antennes relais , pylônes et mâts de mobilophonie :

Article 1er :

Il est établi pour les années 2022 à 2025, une taxe annuelle sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie, situés sur le territoire de Forest.

Article 2 :

La taxe est due pour l'année civile entière par le propriétaire de l'antenne relais, du pylône ou du mât quelle que soit la date d'installation ou de l'enlèvement de l'antenne, du pylône ou du mât au cours de l'exercice. Le cas échéant, la taxe est due par les copropriétaires de l'antenne relais, du pylône ou du mât.

A défaut d'en déterminer le possesseur, le propriétaire de l'immeuble sur lequel l'antenne, le pylône ou le mat sont installés, sera considéré comme subsidiairement redevable de la taxe et personnellement obligé de l'acquitter de la même manière que le redevable originaire sauf recours contre celui-ci s'il y a lieu.

Article 3 :

Le taux d'imposition est fixé à 10.000 € par antenne de relais, pylône et mat de mobilophonie sans que le montant taxable ne puisse être fractionné.

Article 4 :

L'administration communale fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** . Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire de déclaration sont tenus d'en réclamer un. La déclaration reste valable jusqu' à révocation. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

Article 5 :

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, d'après les éléments dont l'administration communale dispose. Les montants enrôlés d'office sont majorées d'un montant égal au droit dû ou estimé comme tel.

Article 6 :

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément aux dispositions légales en vigueur relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 7 :

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement – extrait de rôle. La notification devra lui être faite, sous peine de forclusion, dans les six mois de la date de visa exécutoire du rôle.

Article 8 :

La taxe est recouvrée par le receveur communal conformément aux dispositions légales en vigueur relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 9 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement- extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives, au profit de la commune, d'intérêts de retard calculés d'après les règles en vigueur en matière d'impôts sur les revenus, ce, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues par les lois et les règlements.

Article 10 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le collège des bourgmestre et échevins.

Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et des moyens. Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à partir de la date d'envoi de l'avertissement – extrait de rôle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 32 votes positifs, 1 vote négatif.

Non : Francis Dagrín.

Financiën - Belasting op antennes, pylonen en masten voor mobiele telefonie – Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 het volgende heeft beslist: "In de interpretatie volgens welke artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven de gemeenten niet verbiedt om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, om budgettaire of andere redenen te belasten, schendt deze bepaling artikel 170 §4 van de Grondwet niet";

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 30 maart 2012: "Het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 beslist dat de noodzaak van een federaal wetgevend optreden dus enkel vaststaat ten aanzien van het gebruik van het openbaar domein en uitsluitend voor de installaties bedoeld in artikel 98, paragraaf 2. Deze bepaling verbiedt derhalve de provincies niet

om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de provincie verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire of andere redenen”;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 1 juni 2012: “geen enkele bepaling verbiedt de gemeenten om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire of andere redenen”;

Overwegende dat de pylonen, masten, antennes en andere installaties voor telecommunicatie, uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven infrastructures vormen waardoor een economische activiteit verwezenlijkt wordt die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen actief in de sector van telecommunicatie, uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk, wetende dat andere belastingreglementen andere categorieën van belastingplichtigen beogen;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de antennes gerechtvaardigd is omwille van de almaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de bedoelde antennes elektromagnetische golven voortbrengen waarvan bepaalde effecten die verband houden met elektromagnetische stralingen een type van vervuiling vormen, is het gepast dat de eigenaars van deze antennes bijdragen aan het behoud van een proper en groen leefmilieu teneinde te pogen de negatieve gevolgen ervan of als zodanig gevoeld door de plaatselijke bevolking te verzachten;

Overwegende dat reeds andere belastingen worden geheven op ondernemingen met maatschappelijke en/of administratieve zetel op het grondgebied van de gemeente Vorst en dat het aangewezen is om de belastingdruk op deze ondernemingen niet verder te verzwaren;

Overwegende dat de operatoren die deze antennes uitbaten op het grondgebied van de gemeente Vorst er bovendien niet hun maatschappelijke of administratieve zetel hebben en overwegende dat de gemeente uit deze vestigingen bijgevolg geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie verkrijgt;

BESLIST:

Het belastingreglement op antennes, pylonen en masten voor mobiele telefonie te hernieuwen:

Artikel 1 :

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een jaarlijkse belasting gevestigd op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie die zich bevinden op het grondgebied van Vorst.

Artikel 2 :

De belasting is verschuldigd voor het gehele kalenderjaar door de eigenaar van de relaisantenne,

pyloon of mast, ongeacht de datum van installatie of van verwijdering van de antenne, pyloon of mast, in de loop van het dienstjaar. In voorkomend geval is de belasting verschuldigd door de mede-eigenaars van de relaisantenne, pyloon of mast.

Indien de bezitter niet kan worden aangeduid, wordt de eigenaar van het gebouw waarop de antenne, pyloon of mast zich bevindt, beschouwd als subsidiair aansprakelijk voor de belasting en persoonlijk verplicht deze te vereffenen op dezelfde wijze als de oorspronkelijke belastingplichtige, behoudens beroep tegen deze, indien nodig.

Artikel 3 :

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 10.000,00 € per relaisantenne, pyloon en mast van mobilofonie, zonder dat het belastbaar bedrag opsplitsbaar is.

Artikel 4 :

Het gemeentebestuur zendt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend terugstuurt **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.**

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, zijn verplicht er één aan te vragen.

De aangifte blijft geldig tot herroeping. In geval van wijziging van de aanslagbasis zal binnen de 10 dagen een nieuwe aangifte moeten worden ingediend.

Artikel 5 :

De belastingplichtige is verplicht om de eventuele controle van zijn verklaring te vergemakkelijken, met name door alle documenten en inlichtingen te verschaffen die hem met het oog hierop zouden gevraagd worden. Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijnen ingediend wordt of bij onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt. De ambtshalve ingekohierde bedragen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan het verschuldigde of geschatte recht.

Artikel 6 :

De belasting zal ingevorderd worden door middel van een kohier. Het belastingskohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De invordering en de geschillen die hierop betrekking hebben, worden geregeld conform de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 7 :

De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet. De kennisgeving geschiedt op straffe van verval binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

Artikel 8 :

De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger volgens de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 9 :

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen ten bate van de gemeente verwijlinteressen berekend worden volgens de geldende regels inzake inkomstenbelastingen, ongeacht de vervolging en boeten voorzien door de wetten en reglementen.

Artikel 10 :

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat als bestuursoverheid optreedt. Op straffe van nietigheid moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen.

Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend worden door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van dewelke de belasting gevestigd werd, alsook het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De bezwaren moeten – op straffe van verval – ingediend worden binnen een termijn van drie maanden volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Nee : Francis Dagrin.

Intervention de M. Dagrin.

Depuis près de 10 ans, il n'y a pas d'index. Pourquoi ? D'autant plus qu'il s'agit de gros opérateurs.

Réponse de M. Quartassi.

Nous sommes en litige avec les opérateurs depuis des années et ceux-ci refusent de passer à la caisse car c'est une taxe très élevée. Il ne nous semble pas cohérent d'indexer une taxe sur laquelle nous sommes en litige.

Tussenkomst van de heer Dagrin

Er wordt al bijna 10 jaar niet geïndexeerd. Waarom? Het gaat immers om grote operatoren.

Antwoord van de heer Quartassi

Wij hebben al jaren een geschil met de operatoren en zij weigeren te betalen omdat het een zeer hoge belasting is. Het lijkt ons niet coherent om een belasting te indexeren waarover een geschil bestaat.

3 annexes / 3 bijlagen

26 **Finances - Taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les équipements à des fins industrielles et / ou commerciales , voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des équipements à des fins industrielles et/ou commerciales ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles ou commerciales est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces équipements dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces d'équipements à des fins industrielles des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des équipements à des fins industrielles et / ou commerciales établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ ou commerciales :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe communale sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Sont visés, les ateliers, les magasins, les entrepôts, les halles de sports, les halles de démonstration et d'écolage, les salles d'exposition, les établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

Article 2

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Est solidairement tenu(s), le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Article 3

La taxe n'est pas applicable :

Aux personnes morales de droit public, pour autant que leurs équipements ne soient pas affectés à la poursuite une activité industrielle ou commerciale. Si cette dernière activité ne couvre qu'une partie du bien, la taxe est due à concurrence de la surface des équipements affectée à l'activité industrielle et commerciale.

Aux surfaces de bureaux prises en compte pour la taxe sur la surface de bureaux.

Au 2/3 de la surface occupée par les salles d'exposition.

Aux premiers 400 m² de surface occupée par des ateliers, des magasins, des entrepôts, des halles de sports, des halles de démonstration et d'écolage, des salles d'exposition, des établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

Article 4 :

Le taux de la taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales est fixé à 2,23 € par m² pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
2,27 €	2,31 €	2,35 €

Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'ateliers, de magasins, d'entrepôts, de halles de sport, de démonstration ou d'écolage, ou de salles d'exposition situés sur le territoire de la Commune de Forest, elle adresse au contribuable une formule de déclaration.

Le contribuable est tenu de renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***.

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration au plus tard le 31 mars de l'exercice de l'imposition est tenu de déclarer, au plus tard pour le 31 juillet de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation ou dans les trois mois du début de l'activité.

Article 6

En cas de non déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration in correcte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe, conformément à l'article 7 des dispositions légales en vigueur relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales;

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôt sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Financiën - Belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden;

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze uitrustingen waarvan ze het gebruik mogelijk maken;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de oppervlakten van uitrustingen met industriële doeleinden van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevendende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden

gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een gemeentebelasting gevestigd op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Worden bedoeld, de werkplaatsen, de magazijnen, de opslagplaatsen, de sporthallen, de demonstratie- en opleidingszalen, de tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Artikel 3

De belasting is niet van toepassing:

Op de publiekrechtelijke rechtspersonen, voor zover hun uitrustingen niet bestemd zijn voor het nastreven van een industriële of commerciële activiteit. Indien deze laatste activiteit slechts een deel van het goed dekt, is de belasting verschuldigd ten belope van de oppervlakte van de uitrustingen bestemd voor de industriële en commerciële activiteit.

Op de kantooroppervlakten in aanmerking genomen voor de belasting op de kantooroppervlakten;

Op 2/3 van de oppervlakte betrokken door tentoonstellingszalen.

Op de eerste 400 m² aan oppervlakte betrokken door werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen, tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 4:

Het tarief van de belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden wordt vastgesteld op 2,23 € per m² voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
2,27 €	2,31 €	2,35 €

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen of tentoonstellingszalen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier.

De belastingplichtige moet het aangifteformulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft tegen ten laatste 31 maart van het jaar van de belastingheffing moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen tegen ten laatste 31 juli van het jaar van de belastingheffing of binnen de drie maanden vanaf de aanvang van de activiteit.

Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform artikel 7 van de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

3 annexes / 3 bijlagen

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des Taxes assimilées aux impôts sur le Revenu, notamment l'article 74, qui interdit aux communes d'établir, sous quelque forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au titre III de ce Code mais leur permet d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses autorisée par application de l'article 66 du même Code, et qui dispose que la taxe communale ne peut excéder, par agence, 62€ par mois ou par fraction de mois d'application ;

Vu le règlement- taxe sur les agences de paris aux courses, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune.

Considérant que le taux de la taxe sur les agences de paris aux courses est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales.

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des agences de paris aux courses ;

DECIDE :

de renouveler le règlement-taxe sur les agences paris aux courses :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur toutes les agences de paris aux courses de chevaux à l'étranger, et ses succursales, établies sur le territoire de la commune de Forest. (Sont exclues, les agences qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique).

Article 2.

Le montant de la taxe est fixé à 62,00 € par agence par mois ou fraction de mois d'exploitation durant l'exercice d'imposition. Tout mois entamé est compté pour un mois entier. La taxe est due par

l'exploitant.

La taxe est due par quiconque accepte des mises, enjeux ou paris, soit pour son compte personnel, soit à titre d'intermédiaire. Toutefois, l'exploitant, le gérant ou tout autre préposé sont tenus solidairement au paiement de la taxe ;

Article 2bis

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant. Celui-ci est tenu d'ailleurs au paiement de la taxe au même titre que son prédécesseur.

Article 3.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une agence de paris aux courses, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, *dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 4.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 3 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 5.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen - Reglement – Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid artikel 74, dat de gemeenten verbiedt, onder welke vorm ook, belastingen te heffen op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek, maar hun wel toelaat een belasting te heffen op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen toegestaan in toepassing van artikel 66 van datzelfde Wetboek, en dat bepaalt dat de gemeentebelasting, per agentschap, niet meer mag bedragen dan 62€ per maand bedrijvigheid of per gedeelte daarvan;

Gelet op het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, hadden kunnen bezetten;

BESLIST:

Het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen te hernieuwen :

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting geheven op alle agentschappen van wedrennen in het buitenland, en de filialen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst. Worden uitgesloten, de agentschappen die enkel de weddenschappen op de in België gelopen wedrennen aannemen.

Artikel 2.

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 62,00 € per agentschap, per gehele of gedeeltelijke maand van bedrijvigheid gedurende het aanslagjaar. Elke aangevatte maand wordt voor een gehele maand gerekend. De belasting is door de uitbater verschuldigd.

De belasting is verschuldigd door eenieder die inzet, inleggeld of weddenschappen aanvaardt, hetzij voor zijn persoonlijke rekening, hetzij als tussenpersoon. De uitbater, de beheerder of elke andere aangestelde zijn evenwel solidair verplicht tot het betalen van de belasting ;

Artikel 2bis

In geval van wijziging van uitbating van de instelling krijgt de nieuwe uitbater het voordeel van de betaalde belasting. Deze is overigens gehouden tot het betalen van de belasting op dezelfde wijze als zijn voorganger.

Artikel 3.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een agentschap van wedrennen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst der Belastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden, uiterlijk op 31 maart van het aanslagjaar, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

Artikel 4.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 3 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 5.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

28 **Finances - Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Règlement - Exercice 2022.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le conseil communal le *16 mars 2021* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 7% le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 7% pour l'exercice d'imposition **2022**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 22 votes positifs, 11 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Financiën - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Reglement - Dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de gemeenteraad op 16 maart 2021;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te hernieuwen aan het ongewijzigde percentage van 7%;

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 7% voor het aanslagjaar **2022**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 22 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Le conseil passe d'abord au vote sur l'amendement présenté par Monsieur Loewenstein, cosigné par Monsieur Pierre-De Permentier

Amendement

Remplacer le « DECIDE » comme suit :

« De fixer, au sein du règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, le taux des centimes additionnels à 6,5% ;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 6,5% pour l'exercice d'imposition 2022. »

vote sur l'amendement:

MR, DéFi, cdH - pour

PTB, PS, Ecolo, Al Masude - contre

Amendement rejeté

Intervention de M. Loewenstein (amendement).

Sous la précédente législature, compte tenu des finances communales et, plus particulièrement,

du montage fiscal réalisé par Audi ayant causé une perte de recettes pour la commune d'environ 2 millions €, les centimes additionnels au précompte immobilier sont passés de 2720 à 3120 et ont permis à la commune d'enregistrer depuis 2014, une recette supplémentaire d'environ 3 millions € par an.

A l'époque, DÉFI souhaitait déjà qu'on applique la même logique que la logique régionale de tax shift en réduisant les centimes additionnels à l'IPP en compensation partielle de l'augmentation du PRI.

Pourquoi ? Parce que c'est plus juste fiscalement et que ça permet de favoriser les habitants de la commune.

- • Augmenter le PRI touche les propriétaires des biens à Forest, qu'ils soient forestois ou non.
- • Diminuer l'IPP a par contre un impact direct sur les Forestois, qu'ils soient d'ailleurs propriétaires ou locataires.

A défaut d'accord sur cette réduction des additionnels à l'IPP, nous avons instauré une prime plafonnée à 750€ pendant 3 ans sur la part communale du précompte immobilier pour les jeunes ménages... Cette prime fut en 2014 la solution de compromis. Aujourd'hui, cette prime sera modifiée. La limite d'âge sera supprimée pour répondre à la demande d'UNIA, mais par contre elle sera divisée par 3. Autant pour ma part la supprimer et diminuer les additionnels à l'IPP. Ce sera positif et pour les Forestois qui n'auront plus à faire de démarches administratives, et pour l'administration qui ne devra plus instruire les demandes.

Par ailleurs, depuis 2017, alors que Forest est historiquement sous-financée par la Région, sa dotation a été revue à la hausse. Forest voit ainsi sa dotation annuelle augmenter de +/- 3 millions €.

En parallèle, des efforts ont également été consentis au niveau communal sous la précédente législature pour maîtriser les dépenses.

L'assiette fiscale est par ailleurs aujourd'hui plus importante grâce aux nouveaux Forestois qui s'installent notamment dans les nouvelles constructions.

Chaque année, lors de la confection du budget, le collège fait face à des dépenses nouvelles (et nécessaires) liées aux contrats de quartier, à l'ouverture d'une nouvelle crèche, à de nouvelles obligations venant du Fédéral ou de la Région, à sa participation aux dotations au CPAS et à la zone de police... Et je n'évoque pas ici les dépenses dont on aurait pu se préserver et qui alourdissent le budget forestois.

Pourquoi la commune ne ferait-elle pas davantage d'efforts pour l'ensemble de ses citoyens ?

A titre indicatif, les centimes additionnels rapportent annuellement +/- 12.5 M€€. 1% de la recette communale correspond donc à 1.75 M€€. En faisant passer les centimes additionnels communaux de 7% à 6,5%, cela coûterait donc au budget de la commune 875.000€.

Et si cette mesure coûte ce montant-là, il reviendrait au final aux Forestois et renforcerait leur pouvoir d'achat.

- La Région bruxelloise, lors de sa réforme fiscale, a augmenté le PRI tout en diminuant l'IPP et en offrant une prime BeHome de 120€ (130€ aujourd'hui). Elle a donc fait ce taxshift avec une majorité PS-DÉFI-cdH-VLD-CD&V-sp.a.
- Au niveau communal, tous les partis (DÉFI, MR, PS, Ecolo et cdH) ont adopté de tels taxshifts. Ca a été le cas notamment à Uccle, Etterbeek, Molenbeek, Schaerbeek ou encore Anderlecht pour ne citer que celles-ci.

Pourquoi pas Forest ?

Cela fait maintenant 7 ans que les Forestois font des efforts avec un précompte immobilier plus élevé.

7 années lors desquelles cette augmentation n'a pas été compensée.

Entretemps, la commune reçoit plus de moyens de la Région.

Pour le groupe DÉFI, il est temps de prendre exemple sur la Région et les autres communes et

diminuer enfin l'IPP.

Pour rappel

- **le taux moyen des additionnels au PRI en 2020 est de 3007 en région bruxelloise. Forest est à 3120.**
- **Le taux moyen des additionnels à l'IPP en 2020 est de 6,32. Forest est à 7.**

Nous proposons donc de revoir le taux et de le passer à 6.5%.

A défaut, nous voterons contre ce point.

De Raad stemt eerst over het amendement van de heer Loewenstein, medeondertekend door de heer Pierre-De Permentier

Amendement

De « BESLIST » als volgt vervangen:

« *Binnen het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting het percentage van de opcentiemen vast te stellen op 6,5%;*

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 6,5% voor het aanslagjaar 2022.»

Stemming over het amendement:

MR, DéFi, cdH - voor

PTB, PS, Ecolo, Al Masude - tegen

Amendement verworpen

Tussenkoms van de heer Loewenstein (amendement)

Onder de vorige legislatuur werden, rekening houdend met de gemeentefinanciën en, meer in het bijzonder, met de fiscale constructie uitgewerkt door Audi met als gevolg een verlies aan inkomsten voor de gemeente van ongeveer 2 miljoen euro, de opcentiemen op de onroerende voorheffing (OV) verhoogd van 2720 naar 3120, wat de gemeente in staat gesteld heeft om sinds 2014 een bijkomende ontvangst van ongeveer 3 miljoen euro per jaar te registreren.

Destijds wenste DéFI reeds dat men dezelfde logica zou toepassen als de gewestelijke logica van de taxshift door de aanvullende personenbelasting (PB) te verlagen als gedeeltelijke compensatie voor de verhoging van de OV.

Waarom? Omdat het fiscaal correcter is en omdat dit het mogelijk maakt de inwoners van de gemeente te begunstigen.

- **Het verhogen van de OV treft de eigenaars van goederen in Vorst, ongeacht of ze al dan niet Vorstenaar zijn.**
- **Het verlagen van de PB heeft daarentegen een rechtstreekse weerslag op de Vorstenaars, ongeacht of ze eigenaar of huurder zijn.**

Bij gebrek aan akkoord over deze verlaging van de aanvullende personenbelasting hebben wij gedurende 3 jaar een premie geplafonneerd op 750€ ingevoerd op het gemeentelijke deel van de onroerende voorheffing voor de jonge gezinnen ... In 2014 was deze premie de compromisoplossing. Vandaag wordt de premie gewijzigd. De leeftijdsgrens wordt geschrapt om aan de vraag van UNIA te beantwoorden, maar ze wordt gedeeld door 3. We kunnen ze net zo goed schrappen en de aanvullende personenbelasting verlagen. Dat is positief zowel voor de inwoners van Vorst, die geen administratieve stappen meer hoeven te ondernemen, als voor de administratie, die de aanvragen niet meer hoeft te verwerken.

Terwijl Vorst historisch gezien door het Gewest ondergefinancierd werd, is de dotatie sinds 2017 overigens naar boven bijgesteld. De gemeente Vorst ziet zo haar jaarlijkse dotatie stijgen met +/- 3 miljoen euro.

Tegelijk werden er tijdens de vorige legislatuur ook op gemeentelijk niveau inspanningen geleverd om de uitgaven onder controle te houden.

De fiscale basis is vandaag overigens veel groter, dankzij nieuwe Vorstenaren die zich met name in nieuwbouw vestigen.

Elk jaar wordt het College bij de opmaak van de begroting geconfronteerd met nieuwe (en noodzakelijke) uitgaven in verband met de wijkcontracten, de opening van een nieuw kinderdagverblijf, nieuwe verplichtingen van de federale of gewestelijke overheid, de bijdrage aan de dotatie aan OCMW en politiezone ... En dan heb ik het nog niet over de uitgaven die vermeden hadden kunnen worden en die op de begroting van Vorst wegen.

Waarom zou de gemeente niet méér inspanningen doen voor al haar burgers?

Ter informatie, de opcentiemen brengen jaarlijks ongeveer 12,5 miljoen euro op. 1 % van de gemeentelijke inkomsten komt dus overeen met 1,75 miljoen euro. Het verlagen van de gemeentelijke opcentiemen van 7 % naar 6,5 % zou de begroting van de gemeente dus 875.000 euro kosten.

En als deze maatregel dat bedrag kost, zou dit uiteindelijk ten goede komen aan de Vorstenaren en hun koopkracht versterken.

- Het Brussels Gewest heeft bij de belastinghervorming de OV verhoogd, de PB verlaagd en een BeHome-premie van 120 euro (nu 130 euro) toegekend. Het heeft dus deze taxshift uitgevoerd met een meerderheid PS-DéFI-cdH-VLD-CD&V-sp.a.
- Op gemeentelijk niveau hebben alle partijen (DéFI, MR, PS, Ecolo en cdH) dergelijke belastingverschuivingen goedgekeurd. Dat was het geval in Ukkel, Etterbeek, Molenbeek, Schaarbeek en Anderlecht, om er maar een paar te noemen.

Waarom niet Vorst?

De Vorstenaren leveren nu al 7 jaar inspanningen met een hogere onroerende voorheffing. 7 jaar gedurende dewelke deze verhoging niet gecompenseerd werd.

Intussen ontvangt de gemeente meer middelen van het Gewest.

Voor de DéFI-fractie is het tijd om een voorbeeld te nemen aan het Gewest en de andere gemeenten, en eindelijk de personenbelasting te verlagen.

Ter herinnering:

- De gemiddelde opcentiemen op de onroerende voorheffing in 2020 bedragen 3007 in het Brussels Gewest. In Vorst is dat 3120.
- De gemiddelde aanvullende belasting op de personenbelasting in 2020 bedraagt 6,32%. In Vorst is dat 7.

Wij stellen dus voor deze te herzien en te verlagen naar 6,5%.
Anders zullen wij tegen dit punt stemmen.

29 Finances - Taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier -
Règlement - Exercice 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier, voté par le conseil communal le 16 mars 2021 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 3120 le règlement-taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier :

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est fixé à 3120 pour l'exercice d'imposition **2022**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 21 votes positifs, 3 votes négatifs, 9 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch, Francis Dagrin.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Financiën - Belasting betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing - Reglement - Dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing gestemd door de gemeenteraad op 16 maart 2021;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLUIT:

Het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te hernieuwen aan de ongewijzigde aanslagvoet van 3120:

Artikel 1:

De aanslagvoet van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing is vastgesteld op 3120 voor het aanslagjaar **2022**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 21 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch, Francis Dagrin.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Intervention de M. Hacken.

Le point principal de mes interventions depuis 2014 est le surcoût à payer par les propriétaires forestois. Vu les prix de l'immobilier, je pense qu'il faut tout faire pour soutenir le fait de devenir propriétaire. C'est aussi une façon de sortir de la pauvreté et d'avoir une vie plus solide et plus durable au niveau financier. Ce précompte immobilier est beaucoup trop important pour nous. De plus cette taxe est inéquitable (petits appartements/maison). Certains montants sont exagérés.

Intervention de M. Loewenstein.

Nous nous abstiendrons tant qu'on n'a pas diminué le taux de l'IPP, et ceci avec encore plus de conviction si le règlement prime pour les jeunes ménages est modifié comme vous le souhaitez et donc que la prime est divisée par 3 à partir de 2022.

Intervention de M. Dagrin.

Beaucoup de Forestois nous disent que cette taxe est beaucoup trop élevée. Il n'est vraiment pas acceptable de chercher l'argent chez les petits propriétaires. Nous craignons aussi qu'avec le temps, il y ait une répercussion sur le montant des loyers. La solution serait d'avoir des mesures contraignantes encadrant les loyers. Mais comme ce n'est pas le cas, nous voterons contre.

M. Loewenstein précise que s'il comprend bien, le PTB ne veut pas diminuer la taxe sur le travail mais veut bien diminuer la taxe sur les propriétaires.

M. Dagrin rejoint la position sur le précompte immobilier mais sur les personnes physiques, il précise qu'il est pour un impôt progressif. Ce qui est le cas pour l'IPP sur les personnes physiques mais de moins en moins. Il précise que ce n'est pas une matière communale. Donc, c'est OK pour les centimes additionnels mais il regrette que l'IPP ne soit pas plus progressif.

Tussenkomst van de heer Hacken

Het belangrijkste punt van mijn interventies sinds 2014 zijn de extra kosten die de eigenaars in Vorst moeten betalen. Gezien de vastgoedprijzen vind ik dat alles in het werk moet worden gesteld om mensen te steunen om eigenaar te kunnen zijn. Het is ook een uitweg uit de armoede en een manier om financieel duurzamer te kunnen leven. De onroerende voorheffing is veel te hoog voor ons. Bovendien is deze belasting ongelijk verdeeld (kleine appartementen/huizen). Sommige bedragen zijn overdreven.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Wij zullen ons bij de stemming onthouden zolang de personenbelasting niet verlaagt, met nog meer overtuiging als de premie voor jonge gezinnen wordt gewijzigd zoals u wenst en de premie dus vanaf 2022 door 3 wordt gedeeld.

Tussenkomst van de heer Dagrin

Veel Vorstenaren zeggen ons dat deze belasting veel te hoog is. Het is echt onaanvaardbaar om geld te gaan zoeken bij kleine eigenaars. Wij vrezen ook dat dit na verloop van tijd gevolgen zal hebben voor de huurprijzen. De oplossing zou erin bestaan bindende maatregelen te nemen om de huurprijzen te reguleren. Maar aangezien dit niet het geval is, zullen wij tegen stemmen.

De heer Loewenstein verduidelijkt dat als hij het goed begrijpt, de PTB*PVDA de belasting op arbeid niet wil verlagen, maar wel die op eigendom.

De heer Dagrin sluit zich aan bij het standpunt inzake de roerende voorheffing, maar met betrekking tot de personenbelasting verklaart hij voorstander te zijn van een progressieve belasting. Dat is het geval voor de personenbelasting, maar steeds minder. Hij wijst erop dat dit geen gemeentematerie is. Voor de opcentiemen is het dus oké, maar hij betreurt het dat de personenbelasting niet progressiever is.

1 annexe / 1 bijlage

30 **Finances - Taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité - Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique voté par le conseil communal en séance du 10 septembre 2019 ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité, voté par le conseil communal du 17 décembre 2019 ;

Considérant qu'une taxation de l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité n'est pas reprise dans le Plan Régional de Politique de Stationnement ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adopter un règlement-taxe portant sur l'occupation temporaire de places de stationnement par une entité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité :

Article 1 :

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement.

Article 2 :

Toute entreprise ou association qui occupe temporairement des places de stationnement pour son activité est redevable de la taxe stationnement.

Article 3 :

La taxe est due pour la durée de l'occupation des places de stationnement, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 4 :

La taxe est établie proportionnellement au nombre de places de stationnement occupées.

Article 5 :

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et le nombre de places occupées doivent être déclarés à l'administration communale et au service stationnement au moins 8 jours avant le début de l'occupation.

Article 6 :

Lorsque l'administration communale constate une occupation temporaire non déclarée de places de stationnement, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***, la formule de déclaration de début d'occupation. S'il ne respecte pas cette obligation, il se verra appliquer une tarification majorée correspondant au triple du montant forfaitaire prévu au § 7 de cet article.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 7 :

En cas de non-déclaration dans les délais prévus aux paragraphes 4 et 5 de cet article ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe et selon les modalités tarifaires majorées.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8 :

La taxe est fixée à 10 € par emplacement de stationnement et par jour en zone verte, et 20 € en zone rouge.

Article 9 :

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité. En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Article 10 :

Sont exonérées de la taxe prévue au présent règlement, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées, des pouvoirs locaux et des administrations subordonnées.

Article 11 :

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation des places de stationnement. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

Article 12 :

La taxe est payable au comptant.

En cas de non-paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Financiën - Belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit -
Reglement - Hernieuwing.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg, gestemd door de gemeenteraad in de zitting van 10 september 2019;

Gelet op het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit, gestemd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat er geen belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit opgenomen is in het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is een belastingreglement aan te nemen houdende de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid en het doorgangsgemak te garanderen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit te hernieuwen:

Artikel 1:

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen.

Artikel 2:

Elke onderneming of vereniging die tijdelijk parkeerplaatsen bezet voor haar activiteit is de parkeerbelasting verschuldigd.

Artikel 3:

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de parkeerplaatsen; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

Artikel 4:

De belasting wordt berekend in evenredigheid met het aantal bezette parkeerplaatsen.

Artikel 5:

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten aan

het gemeentebestuur en aan de parkeerdienst kenbaar gemaakt worden, ten minste 8 dagen voor het begin van de bezetting.

Artikel 6:

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een niet-aangegeven tijdelijk bezetting van de parkeerplaatsen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige de aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het aangifteformulier met de begindatum van de bezetting behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. Indien hij deze verplichting niet naleeft, wordt een verhoogd tarief toegepast dat overeenkomt met het drievoud van het forfaitaire bedrag voorzien in § 7 van dit artikel.

Bij betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar rechtsgeldig zijn.

Artikel 7:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in paragrafen 4 en 5 van dit artikel gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden volgens de verhoogde tarieven.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve belastingheffing betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

Artikel 8:

De belasting wordt vastgesteld op 10,00 € per parkeerplaats en per dag in een groene zone en 20,00 € in een rode zone.

Artikel 9:

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtigen geen recht op onherroepelijke vergunning, noch dienstbaarheid op de openbare weg, maar, deze laatsten zullen daarentegen het toegestane gebruik moeten opheffen of beperken bij het eerste bevel van de overheid en zonder dat hiervoor enige vergoeding geëist kan worden. Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

Artikel 10:

Zijn vrijgesteld van de belasting voorzien in huidig reglement, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg, ter gelegenheid van het bouwen, herbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de Federale Staat, de deelentiteiten, de lokale overheden en de ondergeschikte besturen.

Artikel 11:

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de parkeerplaatsen eindigt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen

trimester in de volgende maand betaald worden.

Artikel 12:

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden en onmiddellijk invorderbaar zijn.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

31 Finances - Taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public - Règlement – Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur le placement de de marchandises et autres objets sur le domaine public , voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements plaçant des marchandises et autres objets sur le domaine public du territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine

public :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public.

Article 2.

Le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Cependant, après autorisation, il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets mentionnés à l'article 1.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir de ce chef prétendre à indemnité ou restitution de sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation. Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée à la poste, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

Article 5.

La taxe n'est pas due pour les étalages de marchandises ou objets présentant moins de 0,50m de saillie sur la voie publique. Lorsque cette saillie est dépassée la taxe est exigée pour tout l'espace occupé.

Article 6.

La taxe est calculée par m² d'occupation du domaine public mentionné dans l'autorisation. Toute fraction de m² sera comptée pour 1 m². Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3 m².

Article 7.

Le taux de la taxe est fixé à 17,00 € le m²/an .

Article 8.

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

Article 9.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de placement de marchandises et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer en même temps que l'autorisation requise conformément à l'article 3, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** .

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 10.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 9 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 11.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Belasting op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële

capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die koopwaren en andere voorwerpen uitstallen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt, en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op het uitstallen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein.

Artikel 2.

Het uitstallen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt op de openbare wegen en pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het uitstallen van de voorwerpen vermeld in artikel 1.

Artikel 3.

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdiensbaardheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op het eerste bevel van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op vergoeding of terruggave van reeds gestorte sommen. De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele bijzondere verplichting mee inzake toezicht.

Artikel 4.

De belasting is ondeelbaar en verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning. Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet betekend werd bij een ter post aangetekend schrijven aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen. Er zal geen enkele korting of terruggave worden toegestaan, ongeacht de reden.

Bij de overname van een zaak zal echter geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden ingevorderd voor éénzelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 5.

De belasting is niet verschuldigd voor de uitstallingen van waren of voorwerpen die minder dan 0,50 m op de openbare weg uitspringen. Indien deze uitsprong wordt overschreden, wordt de belasting gevorderd voor de ganse betrokken ruimte.

Artikel 6.

De belasting wordt berekend per m² bezetting van het openbaar domein vermeld in de vergunning. Elk deel van een m² wordt voor 1 m² aangerekend. Er zal in elk geval een minimale belasting ingevorderd worden die gelijk is aan een bezetting van 3 m².

Artikel 7.

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 17,00 € per m² per jaar.

Artikel 8.

In afwijking van de bepalingen van onderhavig reglement wordt geen belasting ingevorderd ter gelegenheid van de tijdelijke bezetting van het openbaar domein tijdens gemeentelijke feestelijkheden.

Artikel 9.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uitstallingen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend, samen met de vereiste vergunning conform artikel 3, moet worden teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 10.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 9 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 11.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

32 **Finances - Taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales - Règlement - Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales étant en mesure de placer des flèches directionnelles à des fins commerciales sur le territoire de la Commune de Forest disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales comme suit :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur les signaux de direction placés à l'initiative d'une entreprise industrielle ou commerciale :

Sont visés :

- les signaux de direction permanents;
- les signaux de direction temporaires.

Article 2.

Le placement de flèches directionnelles à des fins commerciales sur la voie publique est interdit, sauf autorisation préalable de l'autorité compétente.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé à 1 € du décimètre carré sans que celle-ci puisse être inférieure à 110,40 € par flèche. Les années suivantes, le taux annuel minimum, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
------	------	------

112,60 € 114,85 € 117,14 €

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière quelle que soit la date d'installation de la flèche.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de signaux de direction permanents ou temporaires, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, **dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi** . La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

En ce qui concerne les signaux de direction temporaires, le contribuable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard la veille du jour au cours duquel le placement a lieu, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 23 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

Financiën - Belasting op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen die in staat zijn richtingspijlen voor commerciële doeleinden te plaatsen op het grondgebied van de Gemeente Vorst, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de richtingsborden geplaatst op initiatief van een industrie- of handelsbedrijf :

Worden beoogd :

- de permanente richtingsborden;
- de tijdelijke richtingsborden;

Artikel 2

Het plaatsen van richtingspijlen voor commerciële doeleinden op de openbare weg is verboden, behalve met voorafgaandelijke toestemming van de bevoegde overheid.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste toelating werd uitgereikt.

Artikel 4

Het belastingtarief is vastgesteld op 1 € per vierkante decimeter, zonder dat dit minder mag bedragen dan 110,40 € per pijl. De volgende jaren zal het minimumjaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
112,60 €	114,85 €	117,14 €

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing van de pijl.

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van permanente of tijdelijke richtingsborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Wat de tijdelijke richtingsborden betreft, is de belastingplichtige gehouden, uiterlijk de dag vóór ze geplaatst worden, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

3 annexes / 3 bijlagen

33 **Finances - Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public - Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des appareils de télécommunication contre paiement par le public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant qu'un second tarif moins élevé a été instauré pour la mise à disposition d'ordinateurs par le public, et que la différence de tarifs est expliquée par le fait que certains foyers ne disposent pas d'ordinateur, et que la mise à disposition de ces derniers peut dès lors jouer un rôle social ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement.

Article 2.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique (c'est-à-dire : téléphone, fax, ordinateur, modem, vidéoconférence, etc...).

Article 3.

La taxe a pour base le nombre d'appareils de télécommunication fixes ou mobiles mis à la disposition du public.

Article 4.

La taxe est fixée à 70,00 € par appareil de télécommunication fixe ou mobile et à 20 € par ordinateur par trimestre. Tout trimestre entamé est dû en totalité.

La taxe est due pour le trimestre entier, à compter du 1er jour du trimestre, quelle que soit la date de l'installation de l'appareil.

Article 5.

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 6.

Sont exonérés de la taxe, les établissements qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991, pour ce qui concerne les équipements se rapportant à l'exercice du service universel.

Article 7.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'appareils de télécommunication mis à la disposition du public contre paiement dans un établissement, elle adresse à l'exploitant de cet établissement une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, *dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi* .

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard au moment de l'installation de ses appareils, les éléments nécessaires à la taxation.

Toute modification de la base imposable doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

Article 8

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 8 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek, gestemd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de instellingen die telecommunicatietoestellen ter beschikking stellen tegen betaling door het publiek op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat er een tweede lager tarief ingevoerd werd voor de terbeschikkingstelling van computers voor het publiek, en dat het verschil in tarieven wordt uitgelegd door het feit dat sommige gezinnen niet over een computer beschikken, en dat de terbeschikkingstelling ervan bijgevolg een sociale rol kan spelen.

BESLIST:

Het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de instellingen die telecommunicatietoestellen tegen betaling ter beschikking stellen van het publiek.

Artikel 2.

Voor de toepassing van huidig reglement dient verstaan te worden onder telecommunicatietoestel, ieder toestel dat de overdracht, de uitstraling of de ontvangst mogelijk maakt van seinen, signalen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van elke aard, per draad, radio-elektriciteit, optische signalisatie of ander elektromagnetisch systeem (zoals: telefoon, fax, computer, modem, videoconferentie, enz...).

Artikel 3.

De belasting is gebaseerd op het aantal vaste of mobiele telecommunicatietoestellen die ter beschikking van het publiek gesteld worden.

Artikel 4.

De belasting wordt vastgesteld op 70,00 € per vast of mobiel telecommunicatietoestel en op 20 € per computer per trimester. Ieder begonnen trimester wordt volledig belast.

De belasting is verschuldigd voor het gehele trimester, te tellen vanaf de 1ste dag van het trimester, ongeacht de datum van installatie van het toestel.

Artikel 5.

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de instelling. De eigenaar van het gebouw of van het deel van het gebouw waar de instelling zich bevindt, is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 6.

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die de universele dienst verzorgen zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven die kunnen bewijzen de eigenschap van operator of de toelating te bezitten in de zin van diezelfde wet van 21 maart 1991, voor wat betreft de uitrustingen die betrekking hebben op de uitoefening van de universele dienst.

Artikel 7.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van telecommunicatietoestellen vaststelt die tegen betaling in een instelling ter beschikking gesteld worden van het publiek, stuurt het aan de uitbater van deze instelling een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het gemeentebestuur tegen ten laatste het ogenblik waarop de toestellen geïnstalleerd worden.

Elke wijziging aan de belastbare grondslag moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

Artikel 8.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 8 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 9.

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

34 **Finances - Taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public - Règlement – Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public.

Article 2.

Le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public est et demeure

interdit. Il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement de ces objets.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir prétendre à indemnisation ou restitution des sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation de surveillance.

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation.

Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

Article 5.

La taxe est calculée par m2 d'occupation du domaine public. Toute fraction de m2 sera comptée pour 1m2. Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3m2.

Article 6.

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- a) surface occupée du domaine public non recouverte d'un plancher : 16,00 € le mètre carré;
- b) surface occupée du domaine public recouverte d'un plancher : 30,00 € le mètre carré.

Article 7.

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

Article 8.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** . Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La preuve de révocation incombe à l'assujetti. La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 9.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 8 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 10.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 27 votes positifs, 1 vote négatif, 5 abstentions.

Non : Francis Dagrin.

Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Financiën - Belasting op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen ter beschikking stellen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze

voordelen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op het plaatsen van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein.

Artikel 2.

Het plaatsen van stoelen, banken, tafels en terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt in straten en openbare pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het plaatsen van voorwerpen of installaties.

Artikel 3.

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onwederroepelijk recht of concessie, noch enige erfdienstbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op de eerste vordering van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder aanspraak te kunnen maken op vergoeding of teruggave van reeds gestorte bedragen.

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele verplichting mee inzake toezicht.

Artikel 4.

De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd voor het ganse jaar, te rekenen vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning.

Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet werd betekend, door aangetekend schrijven, aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen.

Geen enkele korting of teruggave zal worden toegestaan, ongeacht de reden. Ingeval van overname van een handelszaak, zal geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden geïnd, voor éénzelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 5.

De belasting wordt berekend per m² bezetting van het openbaar domein. Elk deel van een m² wordt voor 1 m² aangerekend. In elk geval wordt een minimum belasting geheven die gelijk is aan een bezetting van 3 m².

Artikel 6.

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- a) betrokken oppervlakte van het openbaar domein dat niet door een vloer wordt bedekt : 16,00 € per m²;
- b) betrokken oppervlakte van het openbaar domein bedekt door een vloer : 30,00 € per m².

Artikel 7.

In afwijking van de bepalingen van huidig reglement zal geen belasting geheven worden ter gelegenheid van de tijdelijke betrekking van het openbaar domein tijdens gemeentelijke festiviteiten.

Artikel 8.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.**

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige;

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 9.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 8 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 10.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 5 onthoudingen.

Nee : Francis Dagrín.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Intervention de M. Dagrín.

En période COVID (fermetures, télétravail,...), c'est un sujet sensible car les petits commerçants ont été très impactés. Alors que c'est un endroit « safe » car en plein air, on ne comprend pas que cette taxe soit reconduite.

3 annexes / 3 bijlagen

35 **Finances - Taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public - Règlement - Renouvellement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public , voté par le conseil communal du *17 décembre 2019*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public comme suit :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe communale sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public.

La taxe est due pour les distributeurs existants au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2.

La taxe est due par le détenteur ou par le propriétaire de l'appareil. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 3 :

Le taux de la taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public s'élève à 662,45 € par pistolet à carburant pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
675,69 €	689,20 €	702,98 €

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service ou d'enlèvement de l'appareil.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de distributeurs de carburants et de lubrifiants, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, *dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi* . La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 28 votes positifs, 1 vote négatif, 4 abstentions.

Non : Francis Dagrin.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Financiën - Belasting op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek, gestemd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek ter beschikking stellen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting op de brandstof- en smeerolieverdelers toegankelijk voor het publiek gevestigd.

De belasting is verschuldigd voor de verdelers die op 1 januari van het aanslagjaar bestaan.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de houder of door de eigenaar van het toestel. De eigenaar van het gebouw is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 3:

Het belastingtarief op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek bedraagt 662,45 € per brandstofpistool voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
675,69 €	689,20 €	702,98 €

Artikel 4.

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen of verwijderd werd.

Artikel 5.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van brandstof- en smeerolieverdelers vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken ten laaste tegen 31 maart van het aanslagjaar.

Artikel 6.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 7.

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 4 onthoudingen.

Nee : Francis Dagrin.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

M. Dagrin vote contre pour les raisons invoquées au point précédent. Mr Loewenstein, pour les mêmes raisons qu'en 2019.

De heer Dagrin stemt tegen, om de in het vorige punt genoemde redenen. Mijnheer Loewenstein, om dezelfde redenen als in 2019.

3 annexes / 3 bijlagen

36 **Finances - Taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque - Règlement – Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les banques établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque ;

Considérant que le recours accru aux guichets automatisés dans le secteur bancaire réduit le volume d'offre d'emploi et conduit dès lors à l'appauvrissement général de la population ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de retrait et/ou de dépôt de billets de banque.

Article 2.

La taxe est due par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient l'appareil

automatique.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissement bancaire ou assimilé", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 3.

La taxe est fixée à 1.500,00 € par appareil automatique intérieur ou extérieur à l'agence bancaire. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'appareil.

Sont exonérés de la taxe les appareils extérieurs automatiques distributeurs de billets utilisables au moyen de n'importe quelle carte de banque ou carte de crédit.

Article 4.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un appareil permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, **dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi**. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 5.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 4 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 6.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 26 votes positifs, 7 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Christiane Defays.

Financiën - Belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponerd en/of afgehaald kunnen worden - Reglement – Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gestemd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente.

Overwegende dat het tarief van de belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen.

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de banken gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortkomen uit het gebrek aan inkomsten van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting van personen die de woonbare ruimte, die ingenomen wordt door de toestellen voor automatische deponering of afhaling van bankbiljetten, bezet zouden kunnen hebben;

Overwegende dat de stijgende toevlucht tot geautomatiseerde loketten in de banksector het aantal werkaanbiedingen aanzienlijk vermindert en aldus leidt tot een algemene verarming van de bevolking;

BESLIST:

Het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de beheerder van de bankinstelling of dergelijke aan wie het automatische toestel toebehoort.

Onder "bankinstelling of dergelijke" dient men voor het toepassen van het vorige lid te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

Artikel 3.

De belasting is vastgesteld op 1.500,00 € per automatisch toestel binnen of buiten het bankagentschap. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen.

Worden vrijgesteld van de belasting: de automatische biljettenverdelers buiten die met om het even welke bank- of kredietkaart gebruikt kunnen worden.

Artikel 4.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan vaststelt van toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 5.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 4 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 6.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 26 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Christiane Defays.

Le conseil vote d'abord sur l'amendement introduit par le cdH

Modification de l'article 3 : la taxe est fixée à 0 (zéro) €

Vote:

MR, cdH: pour

DéFi, PTB, PS, Ecolo et Al Masude: contre

Intervention de M. Hacken.

Pour rester dans la même ligne que la taxe sur les établissements bancaires, vu également la pénurie dont on fait face, quand on constate que cette taxe ne rapporte rien, autant la mettre à zéro. Je propose donc un amendement pour 2022-2025, pour montrer qu'on a tout fait pour que distributeurs continuent à exister.

Intervention de M. Loewenstein.

Je ne pense que cela n'a pas de sens de déposer cet amendement car ce n'est pas ça qui empêchera les décisions des grandes banques.

M. Quartassi précise que tous les distributeurs extérieurs sont déjà exonérés de la taxe. Suite à la question de Mr Hacken, il est bien précisé qu'il s'agit des distributeurs extérieurs non « collés » à la banque.

M. Pierre De Permentier demande à ce que cette question soit tranchée en commission.

De Raad stemt eerst over het amendement van de cdH.

Wijziging van artikel 3: De heffing wordt vastgesteld op 0 (nul) €.

Stemmen:

MR, cdH: voor

DéFI, PTB, PS, Ecolo & Al Masude: tegen

Tussenkoms van de heer Hacken

In dezelfde geest als de belasting op banken kunnen we, gezien de schaarste waarmee we te kampen hebben, deze belasting net zo goed op nul zetten als we zien dat ze geen inkomsten oplevert. Daarom stel ik een amendement voor 2022-2025 voor, om te laten zien dat we er alles aan hebben gedaan om ervoor te zorgen dat de verdelers blijven bestaan.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Ik denk niet dat het zin heeft dit amendement in te dienen, omdat dat de beslissingen van de grote banken niet zal tegenhouden.

De heer Quartassi preciseert dat alle buitenautomaten reeds van de belasting vrijgesteld zijn. Naar aanleiding van de vraag van de heer Hacken wordt duidelijk gespecificeerd dat het gaat om externe geldautomaten die niet aan de bank 'vastzitten'.

De heer Pierre-De Permentier vraagt dat deze kwestie in de commissie wordt behandeld.

3 annexes / 3 bijlagen

37 **Finances - Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles - Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation, ou d'entretien d'immeubles , voté par le conseil communal du *17 décembre 2019*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction , de démolition , de reconstruction , de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles.

Article 2.

La taxe est due par l'entrepreneur qui exécute les travaux.

Article 3.

La taxe est due pour la durée de l'occupation de la voie publique, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée souverainement par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 4.

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique.

La superficie est mesurée entre l'alignement décrété et le pourtour extérieur du chantier.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 5.

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et la superficie occupée doivent être déclarées à l'administration communale dans les 8 jours qui suivent respectivement le début et la fin de l'occupation.

Article 6.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une occupation temporaire de la voie publique, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***, la formule de déclaration de début d'occupation. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 7.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus aux articles 5 et 6 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8.

Le taux de la taxe est fixé à 2 € par mètre carré et par jour.

Article 9.

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Article 10.

Sont exonérés de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées et des pouvoirs locaux.

Article 11.

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation de la voie publique. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

Article 12.

La taxe est payable au comptant.

En cas de non paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 28 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Financiën - Belasting op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen, gestemd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid van het doorgangsgemak te garanderen;

BESLIST:

Het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van werken voor het oprichten, afbreken, heropbouwen, veranderen, herstellen of onderhouden van gebouwen.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de aannemer die de werken uitvoert.

Artikel 3.

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de openbare weg; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal soeverein door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

Artikel 4.

De belasting wordt berekend in evenredigheid met de bezette oppervlakte van de openbare weg.

De oppervlakte wordt gemeten tussen de gedeceerde rooilijn en de buitenomtrek van de werf.

Voor de berekening van de oppervlakte wordt elk gedeelte van een vierkante meter voor een eenheid geteld.

Artikel 5.

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten binnen de 8 dagen die respectievelijk volgen op het begin en het einde van de werken kenbaar gemaakt worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 6.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een tijdelijk bezetting van de openbare weg vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het formulier van de begindatum behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

Artikel 7.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 en 6 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen. In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 8

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 2,00 € per vierkante meter en per dag.

Artikel 9.

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtige geen enkel onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdiensbaarheid op de openbare weg, maar deze laatste zal daarentegen van het toegestane gebruik moeten afzien of dit beperken op het eerste bevel van de overheid en zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op enige vergoeding.

Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

Artikel 10.

Zijn van de belasting vrijgesteld, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg, ter gelegenheid van het bouwen, heropbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de federale Staat, van de deeltentiteiten en van de plaatselijke besturen.

Artikel 11.

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de openbare weg beëindigd wordt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen trimester betaald worden in de maand die volgt op elk trimester.

Artikel 12.

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden met onmiddellijke invordering.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 28 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.

Intervention de M. Van Vlasselaer.

Pourquoi n'est-il pas prévu d'exonération pour les travaux d'isolation ?

M. Quartassi propose de voir cela en interne.

Tussenkoms van de heer Van Vlasselaer

Waarom is er geen vrijstelling voor isolatiewerken?

De heer Quartassi stelt voor dit intern te onderzoeken.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 38 **Propriétés communales - Crèche communale sise rue Vanden Corput, 44 à Forest - Occupation d'une partie de la parcelle par l'asbl Ecole en Couleurs - Convention.**

LE CONSEIL,

Considérant que la parcelle de terrain de la crèche communale La Ruche sise rue Vanden Corput, 44 à Forest, se prolonge en intérieur d'ilot et se trouve dans le prolongement de la cour de l'Ecole en

Couleurs asbl voisine sise rue Rodenbach, 41 à Forest ;

Considérant que ce terrain qui fait partie de la parcelle communale, cadastrée 3^{ème} Division - Section B – n° 58 D 4, est déjà occupé par l'asbl Ecole en Couleurs et ce à l'entière satisfaction de tous ;

Considérant qu'une servitude de passage existe entre la crèche communale et l'Ecole en Couleurs et ce depuis que la commune lui a vendu l'immeuble en 1993 ;

Considérant qu'il y a lieu de passer une convention d'occupation avec l'Ecole en Couleurs afin de régler les conditions liées à l'occupation de ce terrain communal et de préciser les sorties de secours possibles pour chaque partie ;

Vu le projet de convention d'occupation précaire et le plan qui reprend la partie de parcelle concernée, ainsi que les sorties de secours, joints au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

D'approuver les termes de la convention d'occupation précaire avec l'asbl Ecole en Couleurs sise rue Rodenbach, 41 à Forest, concernant l'occupation d'une partie de terrain de la parcelle communale cadastrée 3^{ème} Division - Section B – n° 58 D 4, où se trouve la crèche communale La Ruche sise rue Vande Corput, 44 à Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijke eigendommen - Gemeentelijk kinderdagverblijf gelegen Vanden Corputstraat 44 te Vorst - Gebruik van een deel van het perceel door de vzw Ecole en Couleurs - Overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat het perceel grond van het gemeentelijk kinderdagverblijf La Ruche, gelegen Vanden Corputstraat 44 te Vorst, zich uitstrekt binnenin het huizenblok en in het verlengde ligt van de binnenplaats van de naburige vzw Ecole en Couleurs gelegen Rodenbachstraat 41 te Vorst.

Overwegende dat dit terrein, dat deel uitmaakt van het gemeentelijk perceel, gekadastréerd als 3^e Afdeling – Sectie B – nr. 58 D 4, reeds wordt gebruikt door de vzw Ecole en Couleurs, tot volle tevredenheid van allen;

Overwegende dat er een erfdiensbaarheid van doorgang bestaat tussen het gemeentelijk kinderdagverblijf en de vzw Ecole en Couleurs, sinds de gemeente het gebouw in 1993 aan haar verkocht heeft;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst met de vzw Ecole en Couleurs moet worden afgesloten om de voorwaarden in verband met het gebruik van dit gemeentelijk terrein te regelen en de mogelijke nooduitgangen voor elk gedeelte te specificeren;

Gelet op het ontwerp van tijdelijke gebruiksovereenkomst en het bij het dossier gevoegde plan waarop het betreffende gedeelte van het perceel is aangegeven evenals de nooduitgangen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke gebruiksovereenkomst met de vzw Ecole en Couleurs, gelegen Rodenbachstraat 41 te Vorst, met betrekking tot het gebruik van een deel van het gemeentelijk perceel gekadastraerd als 3^e Afdeling – Sectie B – nr. 58 D 4, waar zich het gemeentelijk kinderdagverblijf La Ruche bevindt, gelegen Vanden Corputstraat 44 te Vorst;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

39 Développement Durable - Appel à projet Action Climat 2021 à l'intention des communes et CPAS – Subside de Bruxelles Environnement - Conventions.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège du 10 juin 2021 de répondre à l'appel à projet 2021 « Action Climat » à l'intention des communes et CPAS Bruxellois ;

Considérant que la communes à déposé 5 dossiers de candidatures ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 2021 d'octroyer à la commune de Forest les 4 subsides suivants :

- Un subside de 75.000 € pour le projet « Atelier Sud Transformation Légumes & Fruits » ;
- Un subside de 69.000 € pour le projet « Les potagers de la chaussée de Neerstalle » ;
- Un subside de 40.000 € pour le projet « Vers une gestion durable du patrimoine arboré de Forest » ;
- Un subside de 40.000 € pour le projet « Le Végétalab, pépinière forestoise pour un espace public tout en vivace ».

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les 4 conventions relatives aux subsides mentionnés ci-dessus et jointes au dossier ;

DECIDE

D'adopter les 4 conventions entre la commune et Bruxelles Environnement jointes en annexe ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune lors de la signature de ces conventions.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Duurzame Ontwikkeling - Projectoproep Klimaatactie 2021 voor de gemeenten en OCMW's – Subsidie van Leefmilieu Brussel – Overeenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 10 juni 2021 om te antwoorden op de projectoproep “Klimaatactie 2021” voor de Brusselse gemeenten en OCMW's;

Overwegende dat de gemeente 5 kandidaatstellingsdossiers heeft ingediend;

Gelet op de beslissing van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 november 2021 om de gemeente Vorst de volgende 4 subsidies toe te kennen:

- Een subsidie van 75.000 € voor het project “Atelier Sud - verwerking groenten & fruit”;
- Een subsidie van 69.000 € voor het project “De moestuinen op de Neerstalsesteenweg”;
- Een subsidie van 40.000 € voor het project “Naar een duurzaam beheer van het bomenpatrimonium in Vorst”;
- Een subsidie van 40.000 € voor het project “Het Vegetalab, Vorstse kweektuin voor een fleurige openbare ruimte”.

Overwegende dat de 4 overeenkomsten betreffende de bovenvermelde subsidies, die bij het dossier worden gevoegd, goedgekeurd moeten worden.

BESLIST

De 4 overeenkomsten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel, als bijlage, goed te keuren.

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van deze overeenkomsten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Petite enfance - Kinderopvang

40 Petite enfance – Révision du Règlement d’Ordre Intérieur des milieux d’accueil communaux.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’adoption du Règlement d’Ordre Intérieur des crèches communales de Forest par le Conseil Communal en sa séance du 15 septembre 2015 ;

Vu le décret du Ministère de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l’accessibilité de l’accueil de la petite enfance en Communauté française ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d’accueil ;

Considérant que l’Office de la Naissance et de l’Enfance (O.N.E.) impose aux pouvoirs organisateurs des milieux d’accueil collectifs de modifier le Règlement d’Ordre Intérieur (R.O.I.) des milieux d’accueil selon un modèle standardisé rédigé par l’O.N.E, à mettre en application à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que dans un souci de simplification, le modèle standardisé mis à disposition par l’O.N.E constitue une fusion du R.O.I et du contrat d’accueil signés entre la crèche et les parents ;

Considérant que le nouveau document résultant de cette fusion ne s’intitule pas « Règlement d’Ordre Intérieur » mais « Contrat d’accueil crèche » ;

Considérant que le Règlement d’Ordre Intérieur des crèches communales a fait l’objet d’une révision, sur base du modèle standardisé de l’O.N.E. « Contrat d’accueil crèche », par le Service de la Petite Enfance en concertation avec les équipes de direction des crèches communales ;

DECIDE :

D’approuver la révision du Règlement d’Ordre Intérieur des crèches communales de Forest, qui devient le Contrat d’accueil crèche, et de faire exécuter son application à partir du 1^{er} janvier 2022.

Le point est reporté.

33 votants : 33 votes positifs.

Kinderopvang - Herziening van het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke opvangvoorzieningen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de kinderdagverblijven van Vorst door

de Gemeenteraad in zitting van 15 september 2015;

Gelet op het decreet van het Ministerie van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen;

Overwegende dat de Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) de inrichtende machten van de collectieve kinderopvangvoorzieningen verplicht het huishoudelijk reglement van de opvangvoorzieningen te wijzigen volgens een door de ONE opgesteld gestandaardiseerd model, dat vanaf 1 januari 2022 moet worden toegepast;

Overwegende dat, met het oog op vereenvoudiging, het door de ONE verstrekte gestandaardiseerde model een samenvoeging is van het huishoudelijk reglement en het tussen het kinderdagverblijf en de ouders gesloten opvangcontract;

Overwegende dat het nieuwe document dat uit deze fusie voortkomt niet "huishoudelijk reglement" maar "opvangovereenkomst voor kinderdagverblijven" heet;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke kinderdagverblijven werd herzien op basis van het gestandaardiseerde ONE-model van "opvangovereenkomst voor kinderdagverblijven" door de dienst Kinderopvang in overleg met de directies van de gemeentelijke kinderdagverblijven;

BESLIST:

De herziening van het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke kinderdagverblijven van Vorst, dat de opvangovereenkomst voor kinderdagverblijven wordt, goed te keuren en de toepassing ervan vanaf 1 januari 2022 te doen uitvoeren.

Het punt wordt verdaagd.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

41 **Petite enfance – Crèche « Divercity » – Acquisition d'une cuisinière – Application de l'article 234 de la NLC - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 28 octobre 2021 de procéder à l'acquisition d'une cuisinière pour la crèche « Divercity » en vertu de l'article 234 de la NLC auprès de la firme **Paulus Stuart** – Rue Ropsy Chaudron 9 à 1070 Anderlecht; pour un montant de 2.499,00€ hors TVA ou 3.023,79€ 21% TVA comprise, aux conditions de son offre du 21 octobre 2021;

Considérant que la société désignée pour la réparation du matériel de cuisine, Depan-Elec, s'est rendue sur place le 19 octobre 2021 afin d'établir un devis de réparation;

Considérant que selon le réparateur, les coûts de réparation sont nettement supérieurs au prix d'achat d'une nouvelle cuisinière du même modèle;

Considérant le délai extrêmement long de disponibilité des pièces en question;

Considérant l'impératif de préparer quotidiennement les repas des 39 enfants accueillis dans la structure;

Considérant qu'il est indispensable de procéder d'urgence à l'achat d'une nouvelle cuisinière pour la crèche « Divercity » suite à la panne de l'ancienne;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'acquisition d'une nouvelle cuisinière afin que l'accueil des enfants soit optimal;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés afin de prendre part à ce marché :

- **Ets R. Van Den Berg** – Avenue Everard 40 à 1190 Forest;
- **Paulus Stuart** – Rue Ropsy Chaudron 9 à 1070 Anderlecht;
- **Jadi** – Rue du Duc 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre;

Considérant que l'offre la plus intéressante sur base du rapport qualité/prix est celle de **Paulus Stuart**, pour le montant d'offre contrôlé 2.499,00 € hors TVA ou 3.023,79 € 21% TVA comprise;

Considérant qu'il y a encore des crédits disponibles à l'article 844/744-51 -/19 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » pour un montant de 31.670,64€;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 28 octobre 2021 de procéder à l'acquisition d'une cuisinière pour la crèche « Divercity » en vertu de l'article 234 de la NLC auprès de la firme Paulus Stuart – Rue Ropsy Chaudron 9 à 1070 Anderlecht; pour un montant de 2.499,00€ hors TVA ou 3.023,79€ 21% TVA comprise, aux conditions de son offre du 21 octobre 2021 ;

D'inscrire la dépense d'un montant de 2.499,00€ hors TVA ou 3.023,79€ 21% TVA comprise, à l'article 844/744-51 -/19 du service extraordinaire du budget 2021 ;

De financer cette dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Kinderopvang - Kinderdagverblijf "Diversity" – Aankoop van een fornuis – Toepassing van artikel 234 van de NGW - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 oktober 2021 om over te gaan tot de aankoop van een fornuis voor het kinderdagverblijf 'Diversity' krachtens artikel 234 van de NGW bij de firma **Paulus Stuart** – Ropsy Chaudronstraat 9 te 1070 Anderlecht; voor een bedrag van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen, onder de voorwaarden van haar offerte van 21 oktober 2021;

Overwegende dat de firma die is aangesteld voor de herstelling van keukenapparatuur, Depan-Elec, op 19 oktober 2021 ter plaatse is geweest om een offerte te maken voor de herstelling;

Overwegende dat de herstellingskosten volgens de hersteller aanzienlijk hoger zijn dan de aankoopprijs van een nieuw fornuis van hetzelfde model;

Overwegende de zeer lange vertraging in de beschikbaarheid van de onderdelen in kwestie;

Overwegende de noodzaak om dagelijks maaltijden te bereiden voor 39 kinderen in de opvangvoorziening;

Overwegende dat het noodzakelijk is om met spoed over te gaan tot de aankoop van een nieuw fornuis voor het kinderdagverblijf 'Diversity' als gevolg van panne van het oude fornuis;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de aankoop van een nieuw fornuis opdat de kinderen optimaal opgevangen kunnen worden;

Overwegende dat de volgende economische operatoren werden geraadpleegd om deel te nemen aan deze opdracht:

- **Ets R. Van Den Berg** – Everardlaan 40 te 1190 Vorst;

- **Paulus Stuart** – Ropsy Chaudronstraat 9 te 1070 Anderlecht;
- **Jadi** – Hertogstraat 27 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende dat de interessantste offerte op basis van de prijs-kwaliteitsverhouding afkomstig is van **Paulus Stuart**, voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat er nog kredieten beschikbaar zijn op artikel 844/744-51 -/19 “Aankoop van machines en uitrustings- en exploitatiemateriaal” voor een bedrag van 31.670,64 €;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 oktober 2021 om over te gaan tot de aankoop van een fornuis voor het kinderdagverblijf ‘Diversity’ krachtens artikel 234 van de NGW bij de firma Paulus Stuart – Ropsy Chaudronstraat 9 te 1070 Anderlecht; voor een bedrag van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen, onder de voorwaarden van haar offerte van 21 oktober 2021 ;

De uitgave van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen, in te schrijven op artikel 844/744-51 -/19 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 ;

Deze uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

42 **Petite enfance - « La Famille Forestoise » asbl - Compte de l'exercice 2020.**

LE CONSEIL,

Vu l'approbation par l'assemblée générale ordinaire en date 21 août 2021 des comptes de l'exercice 2020 de l'asbl « La Famille Forestoise », rue du Curé 35 à 1190 Forest en vue de l'obtention du subside communal ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'octroi de certaines subventions;

Vu la décision du Conseil Communal de Forest en séance du 14 février 1989 d'accorder un fonds de roulement de 12.394,68 francs belges à l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 35 à Forest;

Vu la décision du collège en séance du 9 novembre 2021;

Vu le compte de résultat 2020 annexé à la présente délibération;

Vu la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE : (sous réserve de la transmission du rapport du collège des commissaires comme prévu à l'article 15 des statuts)

De prendre acte du compte de résultat de l'exercice 2020 et du bilan de l'asbl « La Famille

Forestoise » rue du Curé 35 à 1190 Forest en vue de la liquidation du subside communal de 89.000,00 euros dès réception du bilan estampie du cachet attestant de la preuve de dépôt au greffe du tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Kinderopvang - "La Famille Forestoise" vzw - Rekening van het dienstjaar 2020.

DE RAAD,

Gelet op de goedkeuring door de gewone algemene vergadering op datum van 21 augustus 2021 van de rekeningen van het dienstjaar 2020 van de vzw "La Famille Forestoise", Pastoorstraat 35 te 1190 Vorst met het oog op het verkrijgen van de gemeentelijke subsidie;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle en de toekenning van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst in zitting van 14 februari 1989 om een werkkapitaal van 12.394,68 belgische frank toe te kennen aan de vzw "La Famille Forestoise" Pastoorstraat 35 te Vorst;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 9 november 2021;

Gelet op de resultatenrekening 2020, opgenomen in bijlage bij de huidige beraadslaging;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST: (onder voorbehoud van de toezending van het verslag van het college van commissarissen zoals bepaald in artikel 15 van de statuten)

Akte te nemen van de resultatenrekening van het dienstjaar 2020 en van de balans van de vzw "La Famille Forestoise" Pastoorstraat 35 te 1190 Vorst met het oog op de uitbetaling van de gemeentelijke subsidie van 89.000,00 euro na ontvangst van de afgestempelde balans met het bewijs van neerlegging bij de griffie van de Franstalige ondernemingsrechtbank van Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Intervention de M. Van Vlasselaer.

Pour ce qui concerne le compte 2020 :

Question préalable : le rapport du collège des commissaires prescrit par l'art.15 des statuts n'est pas communiqué ! A-t-il été déposé avant la fin de 2e trimestre de 2020 et communiqué aux membres de l'AG ? La délibération devrait à tout le moins être prise sous réserve du respect de cette obligation par l'asbl.

Le résultat de 2020 est un léger boni (7.724€), toutefois inférieur à celui de 2019 (9.8027€).

Si l'on en croit le compte de résultat, le subside communal n'est pas demandé, alors qu'en 2019, il était de 89.000€ ; la situation semble s'être bien améliorée si l'on examine l'historique des subsides communaux (2016 : 186.205€, 2017 :236.105€, 2018 :249.255€), notamment en raison de la croissance des subsides ONE, FESC et FSDI ... et en dépit de la diminution de la recette de la crèche (24.776€ en 2020 au lieu de 42.700€ en 2019)

Par ailleurs, les autres produits d'exploitation passent de 814€ à 37.687€. Explication ?

Une situation donc à laquelle le contexte covid n'est pas étranger !

La situation juridique particulière de cette crèche, sous forme d'asbl subsidiée :

Pour quel motif, cette crèche (qui semble-t-il plutôt être une « halte garderie ») a-t-elle été constituée sous forme d'asbl ?

Certaines dispositions statutaires posent problème du point de vue d'un fonctionnement démocratique et du contrôle interne, notamment l'art.10 avant dernier alinéa qui précise : « ... tous les actes qui engagent l'association sont signés isolément par le président . Il n'aura pas...à justifier d'une délibération préalable du conseil d'administration ... »

A quoi sert le conseil d'administration dans ce cas ? et pourquoi a-t-on instauré cette autocratie présidentielle ?

Au vu de la réforme récente des milieux d'accueil de la petite enfance 2019-2020-2021, a-t-on examiné l'opportunité de rapatrier cette crèche dans le giron du service communal des crèches ?

Conclusion : compte tenu des remarques qui précèdent, le groupe DÉFI s'abstient sur le compte 2020 de l'asbl « La famille forestoise ».

Intervention de M. Lonfils.

Je vais répondre avec beaucoup de prudence vu mon titre de Président du CPAS mais je ne suis pas président de l'asbl. Ses membres sont désignés conjointement par le Conseil communal et le Conseil de l'aide sociale. C'est un projet commun à nos deux institutions. On a en effet eu un moment la réflexion de savoir si c'était pertinent de rapatrier cette crèche dans le giron communal. Mais elle a un projet différent que les crèches communales : elle permet à des mamans seules et en recherche de formation, de bénéficier d'une place. Ceci ne cadre pas avec les normes ONE. L'année dernière nous n'avons pas pu obtenir de subsides et la directrice s'est débrouillée avec d'autres subsides, notamment liés à la situation sanitaire. Comme toutes les crèches communales, avec les tarifs qu'elle applique, elle n'est pas stable financièrement. Concernant le rapport du commissaire au compte, nous proposons que le Conseil communal approuve le point, sous réserve d'une régularisation dans les plus brefs délais.

Intervention de Mme. Père.

Sous l'ancienne législature, on avait déjà envisagé de reprendre la crèche « Les Balladins » dans le giron communal. Il y avait une certaine inquiétude de la direction et de l'équipe de rentrer dans le giron communal qui présente une certaine globalité (projet pédagogique, règles communes,...). Mais dire que les crèches communales n'acceptent pas les parents en formation, ce n'est pas vrai ! Déjà lorsque l'on a ouvert la crèche Les Petits Matelots (Maison de l'Emploi), 1/3 des places sont réservées aux parents en formation, ceci via une convention avec la Mission locale. La crèche Divercity qui vient d'ouvrir offre du multi-accueil et accueille également des parents en recherche d'emploi. Nous donnons aussi une attention au niveau communal aux mamans qui sont seules. Je ne peux pas entendre que le côté communal ne prendrait pas sa part par rapport à cette question-là! Au niveau communal, nous avons au moins cette mixité : des enfants issus de milieux précarisés fréquentent d'autres enfants de milieux plus favorisés. Avec la réforme de l'ONE, cela permet d'avoir des moyens en plus.

M. Van Vlasselaer se réjouit de la réponse de Mme l'Echevine et mentionne que la réforme de l'ONE permettrait que cette crèche rentrerait dans le giron communal, cela éviterait pas mal de problèmes administratifs et financiers.

Tussenkost van de heer Van Vlasselaer

Wat betreft de rekening 2020:

Vraag vooraf: het door artikel 15 van de statuten voorgeschreven verslag van het college van commissarissen werd niet meegedeeld. Werd het vóór het einde van het tweede kwartaal van 2020 ingediend en aan de leden van de AV overgemaakt? De beraadslaging zou minstens

moeten worden genomen worden onder voorbehoud van naleving van deze verplichting door de vzw.

Het resultaat van 2020 is een licht overschot (7.724 euro) maar lager dan dat van 2019 (9.8027 euro).

Volgens de resultatenrekening wordt er geen gemeentelijke subsidie gevraagd, terwijl deze in 2019 nog 89.000€ bedroeg; de situatie lijkt sterk verbeterd als we kijken naar de geschiedenis van de gemeentelijke subsidies (2016: 186.205 €, 2017: 236.105 €, 2018: 249.255 €), met name dankzij de groei van de subsidies van ONE, FCUD en FSI ... en ondanks de daling van de crèche-inkomsten (24.776€ in 2020 in plaats van 42.700€ in 2019).

Daarnaast stijgen de overige bedrijfsopbrengsten van 814 naar 37.687 euro. Toelichting? De coronapandemie is daaraan niet vreemd.

De bijzondere juridische situatie van deze crèche, in de vorm van een gesubsidieerde vzw: Waarom is deze crèche (die veeleer een gewone 'opvang' lijkt) opgezet als vereniging zonder winstoogmerk?

Sommige statutaire bepalingen zijn problematisch vanuit het oogpunt van democratische werking en interne controle, met name artikel 10, voorlaatste alinea, waarin staat dat alle handelingen die bindend zijn voor de vereniging, afzonderlijk door de voorzitter ondertekend worden; er is geen voorafgaande beraadslaging van de raad van bestuur vereist ter verantwoording.

Waarvoor dient de raad van bestuur dan? En waarom deze autocratie van de voorzitter?

Is er, in het licht van de recente hervorming van de kinderopvang 2019-2020-2021, onderzocht of het wenselijk is deze crèche weer onder de vleugels van de gemeente te brengen?

Conclusie: Gelet op bovenstaande opmerkingen onthoudt de DéFI-fractie zich van stemming over de rekening 2020 van de vzw "La famille forestoise".

Tussenkomst van de heer Lonfils

Ik ga heel voorzichtig antwoorden, gezien mijn titel van OCMW-voorzitter, maar ik ben niet de voorzitter van de vereniging. De leden worden gezamenlijk benoemd door de Gemeenteraad en de Raad voor Maatschappelijk Welzijn. Het is een gezamenlijk project van onze twee instellingen. We hebben er een tijdje over nagedacht of het wel relevant was om deze crèche terug bij de gemeente onder te brengen. Maar ze heeft een andere missie dan de gemeentecrèches: er wordt plaats geboden aan alleenstaande moeders die een opleiding willen volgen. Dat is niet in overeenstemming met de ONE-normen. Vorig jaar konden wij geen subsidies krijgen, maar de directrice is erin geslaagd andere subsidies te vinden, met name die in verband met de gezondheids crisis. Zoals alle gemeentelijke crèches, is deze met de tarieven die ze aanrekenen, financieel niet stabiel. Wat het verslag van de commissaris van de rekeningen betreft, stellen wij de gemeenteraad voor dit punt goed te keuren, onder voorbehoud van een zo spoedig mogelijke regularisatie.

Tussenkomst van mevrouw Père

Tijdens de vorige bestuursperiode hadden we al overwogen om kinderdagverblijf "Les Balladins" terug bij de gemeente onder te brengen. Er was enige bezorgdheid bij de directie en het team om terug te keren naar de gemeente, waardoor bepaalde aspecten aangepast zouden moeten worden (pedagogisch project, gemeenschappelijke regels, ...). Maar het klopt niet dat gemeentecrèches geen ouders zouden aanvaarden die een opleiding willen volgen! Reeds bij de opening van de crèche Les Petits Matelots (Jobhuis) was 1/3 van de plaatsen gereserveerd voor ouders in opleiding, via een overeenkomst met de Lokale Opdracht. De onlangs geopende Divercity crèche biedt multi-opvang en verwelkomt ook ouders die werk zoeken. Wij geven op gemeentelijk niveau ook aandacht aan alleenstaande mama's. Ik kan niet geloven dat de gemeente niet haar steentje bijdragen aan deze kwestie! Op gemeentelijk niveau hebben we tenminste deze mix: kinderen uit kansarme milieus hebben contact met andere kinderen uit meer bevoorrechte milieus. Met de ONE-hervorming kunnen we over extra middelen beschikken.

De heer Van Vlasselaer is verheugd over het antwoord van de schepen en stipt aan dat de hervorming van de ONE het mogelijk zou maken dit kinderdagverblijf terug bij de gemeente te krijgen, wat heel wat administratieve en financiële problemen zou vermijden.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

43 Marchés publics - Approbation de l'avenant 2 à la tranche ferme du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière» - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 §3 et 123, 5° relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Commandes supplémentaires	+ € 2.800,00
Total HTVA	= € 2.800,00
TVA	+ € 588,00
TOTAL	= € 3.388,00

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que dans le cadre de la demande du Permis d'Urbanisme pour la restauration de l'église St Denis qui en cours d'étude, les Monuments et Sites vont demander un complément d'étude pour le Monument ;

Considérant que l'éclairage actuel du Monument est vétuste ;

Considérant que les Monuments et Sites ne vont pas subventionner cette étude ;

Considérant que financièrement il est très intéressant de confier l'étude de l'éclairage du Monument au bureau d'étude chargé de l'étude de l'église (réduction d'au moins de 50% pour l'étude du

Monument si les deux études sont réalisées parallèlement) ;

Vue la décision du collège des Bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 approuvant l'avenant 1 relatif à la réalisation de l'avant-projet de mise en lumière du Monument aux Morts ;

Considérant que le bureau d'étude a finalisé l'avant-projet de mise en lumière ;

Considérant que les essais de mise en lumière et le dossier de demande de Permis Unique doivent être réalisés prochainement;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 13,19% (4,79% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 32.490,00 € hors TVA ou 39.312,90 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28 mai 2020 relative à l'attribution du marché "Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière" à Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 à 4020 Liège pour le montant d'offre contrôlé de 33.370,00 € hors TVA ou 40.377,70 €, 21% TVA comprise. Le montant d'attribution étant réparti comme suit :

* 1 : Tranche ferme (28.090,00 € hors TVA ou 33.988,90 €, 21% TVA comprise).

* 2 : Tranche conditionnelle (5.280,00 € hors TVA ou 6.388,80 €, 21% TVA comprise).

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière» pour un montant total en plus de 2.800,00 € hors TVA ou 3.388,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière» pour un montant total en plus de 2.800,00 € hors TVA ou 3.388,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 2 van het vaste gedeelte van de opdracht "2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting" - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236 §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in

de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Bijkomende bestellingen	+ 2.800,00 €
Totaal excl. btw	= 2.800,00 €
Btw	+ 588,00 €
TOTAAL	= 3.388,00 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat in het kader van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor de restauratie van de Sint-Denijskerk, die momenteel in analyse is, Monumenten en Landschappen om een aanvullende studie voor het monument zal verzoeken;

Overwegende dat de huidige verlichting van het monument verouderd is;

Overwegende dat Monumenten en Landschappen deze studie niet zal subsidiëren;

Overwegende dat het financieel gezien zeer interessant is om de studie van de verlichting van het monument toe te vertrouwen aan het studiebureau dat belast is met de studie van de kerk (verlaging met minstens 50% voor de studie van het monument indien de twee studies parallel worden uitgevoerd);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 tot goedkeuring van aanhangsel 1 betreffende de uitvoering van het voorproject voor de verlichting van het Monument der Doden;

Overwegende dat het studiebureau het voorontwerp van de verlichting heeft afgerond;

Overwegende dat de verlichtingstests en de aanvraag voor een unieke vergunning binnenkort moeten worden uitgevoerd;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 13,19% overschrijdt (4,79% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 32.490,00 € excl. btw of 39.312,90 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2020 betreffende de gunning van de opdracht “Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting” tot Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 te 4020 Luik voor een geraamd bedrag van 33.370,00 € excl. btw of 40.377,70 €, 21% btw inbegrepen. Het toegewezen bedrag wordt als volgt verdeeld:

*1: Vaste gedeelte (28.090,00 € excl. BTW of 33.988,90 €, 21% BTW inbegrepen).

*2: Voorwaardelijke gedeelte (5.280,00 € excl. BTW of 6.388,80 €, 21% BTW inbegrepen).

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting” voor een totaal bijkomend bedrag van 2.800,00 € excl. btw of 3.388,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 bij de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting” voor een totaal bijkomend bedrag van 2.800,00 € excl. btw of 3.388,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

44 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 1 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234§3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		€ 4.422,84
Travaux supplémentaires	+ € 14.444,54	
Total HTVA	= € 18.867,38	
TVA	+ € 1.132,04	
TOTAL	= € 19.999,42	

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que lors de la réalisation de l'excavation des terres, l'entreprise a fait plusieurs découvertes des éléments inattendus ; que ces éléments ne pouvaient pas être anticipés au moment de l'établissement des documents du marché vu leur caractère (enterrés) ;

Considérant que trois chambres de visites et des redents maçonnés ont été découvertes ; que ces éléments ont du être démolis afin d'exécuter les travaux selon les règles d'art et afin de garantir l'étanchéité du mur enterré ;

Considérant que ces découvertes et démolitions impliquent l'adaptation du profil du mur enterré ; que cette adaptation implique que le mur n'est plus rectiligne ; que dès lors il faut adapter l'isolation du mur afin de garantir un bon écoulement des eaux long du mur ;

Considérant que le niveau réel de fondation a été relevé différent par rapport à celui indiqué dans les documents du marché ; que ce niveau n'avait pas pu être connu avec précision avant le démarrage des travaux ; que cette différence de niveau nécessite un travail complémentaire et que les quantités présumées doivent être revu à la hausse ;

Considérant qu'une cavité au-dessous d'une partie de la fondation du rez-de-chaussée de l'école à été découverte ; que cette situation est dangereuse et doit être traitée avant la fermeture de la tranchée ;

Considérant qu'un travail spécifique aux droits des joints de dilatation du mur enterré doit être réalisé afin de garantir leur étanchéité ;

Considérant que ces commandes supplémentaires s'inscrivent dans la perspective de continuité des travaux d'étanchéité à réaliser sur la façade arrière de l'école Arc-en-ciel et respectent la nature et l'objet du marché initial ;

Considérant que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 18,53% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 120.697,62 € hors TVA ou 127.939,47 €, 6 % TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» pour un montant total en plus de 18.867,38 € hors TVA ou 19.999,42 €, 6 % TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» pour un montant total en plus de 18.867,38 € hors TVA ou 19.999,42 €, 6 % TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel” – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer		4.422,84 €
Aanvullende werken	+	14.444,54 €
Totaal excl. btw	=	18.867,38 €
Btw	+	1.132,04 €
TOTAAL	=	19.999,42 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat de onderneming bij het uitgraven van de grond verschillende onverwachte elementen heeft ontdekt; dat deze elementen op het moment van de opstelling van de opdrachtdocumenten niet konden worden voorzien, gelet op hun aard (ingegraven);

Overwegende dat er drie inspectiekamers en metselwerkresten werden ontdekt; dat deze elementen moesten worden afgebroken om de werkzaamheden volgens de regels van de kunst uit te voeren en om de waterdichtheid van de ingegraven muur te garanderen;

Overwegende dat deze ontdekkingen en afbraakwerken een aanpassing van het profiel van de ingegraven muur impliceren; dat deze aanpassing impliceert dat de muur niet langer rechtlijnig is; dat het bijgevolg noodzakelijk is de isolatie van de muur aan te passen om een goede waterdoorstroming langs de muur te garanderen;

Overwegende dat het werkelijke niveau van de fundering bleek af te wijken van het in de opdrachtdocumenten vermelde niveau; dat dit niveau vóór de aanvang van de werkzaamheden niet precies bekend kon zijn; dat dit niveauverschil extra werkzaamheden vereist en dat de veronderstelde hoeveelheden moeten worden opgetrokken;

Overwegende dat er een holte werd ontdekt onder een deel van de fundering van de benedenverdieping van de school; dat deze situatie gevaarlijk is en moet worden behandeld alvorens de sleuf te dichten;

Overwegende dat er specifieke werkzaamheden moeten worden verricht aan de dilatatievoegen van de ingegraven muur om de waterdichtheid ervan te garanderen;

Overwegende dat deze aanvullende bestellingen kaderen in de continuïteit van de werkzaamheden voor het waterdicht maken van de achtergevel van de school Arc-en-Ciel en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgen;

Overwegende dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 18,53% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 120.697,62 € excl. btw of 127.939,47 €, 6% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel" voor een bijkomend totaalbedrag van 18.867,38 € excl. btw of 19.999,42 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel" voor een bijkomend totaalbedrag van 18.867,38 € excl. btw of 19.999,42 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

fractionné: tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet - Approbation de l'adaptation des honoraires d'architectes (Avenant 1) - Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §2, 1° d) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 207.000,00);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2, §1, 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'adaptation des honoraires d'architectes (Avenant 1) du marché «2014-S-020 - Rénovation et restauration de l'Eglise Saint-Denis - Marché fractionné: tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet» pour un montant total en plus de 107.438,01 € hors TVA ou 130.000,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 14 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'adaptation des honoraires d'architectes (Avenant 1) du marché «2014-S-020 - Rénovation et restauration de l'Eglise Saint-Denis - Marché fractionné: tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet» pour un montant total en plus de 107.438,01 € hors TVA ou 130.000,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2014-S-020 - Renovatie en restauratie van de Sint-Denijskerk - Gesplitste opdracht: voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper - Goedkeuring van de aanpassing van de honoraria van de architecten (Aanhangsel 1) - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §2, 1° d) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de limiet van € 207.000,00 niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, §1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van de aanpassing van de honoraria van de architecten (Aanhangsel 1) van de opdracht "2014-S-020 - Renovatie en restauratie van de Sint-Denijskerk - Gesplitste opdracht: voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper" voor een totaal bijkomend bedrag van 107.438,01 € excl. btw of 130.000,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van de aanpassing van de honoraria van de architecten (Aanhangsel 1) van de opdracht "2014-S-020 - Renovatie en restauratie van de Sint-Denijskerk - Gesplitste opdracht: voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper" voor een totaal bijkomend bedrag van 107.438,01 € excl. btw of 130.000,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

46 **Marchés publics - 2021-S-006 - Service d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux (3 ans) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestres et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que les exigences légales en matière de mise en conformité, d'entretien et de réparation des ascenseurs imposent la remise en état de ces derniers au sein des bâtiments communaux ;

Considérant la nécessité d'avoir des installations en bon état et en service afin de pouvoir assurer le bon fonctionnement de certaines structures et l'accueil de personnes à mobilité réduite ;

Considérant que le marché actuel expire en date du 31 décembre 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux, et ce pour une durée de 36 mois, soit 2022, 2023 et 2024 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-006 - Service d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux (3 ans)», pour un montant estimé à 126.000,00 € hors TVA (42.000,00 € HTVA par an) soit à 167.706,00 € TTC (55.902,00 € TTC par an) à inscrire aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024;

DECIDE;

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-006 - Service d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux (3 ans)», pour un montant estimé à 126.000,00 € hors TVA (42.000,00 € HTVA par an) soit à 167.706,00 € TTC (55.902,00 € TTC par an) à inscrire aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-S-006 - Onderhoud en herstelling van de liften van de gemeentebouwen (3 jaren) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de wettelijke voorschriften inzake conformiteit, onderhoud en reparatie van liften de herstelling van deze liften in de gemeentebouwen voorschrijven;

Overwegende dat de installaties in goede staat en in bedrijf moeten zijn om de goede werking van bepaalde structuren en de opvang van personen met beperkte mobiliteit te garanderen;

Overwegende dat de huidige opdracht op 31 december 2021 afloopt;

Overwegende dat er een contract moet worden gesloten voor het onderhoud en de herstelling van de liften van de gemeentebouwen, voor een duur van 36 maanden, zijnde 2022, 2023 en 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-S-006 - Onderhoud en herstelling van de liften van de gemeentebouwen (3 jaren)", voor een geraamd bedrag van 126.000,00 € excl. btw (42.000 € excl. btw per jaar) zijnde 167.706 € alle taksen inbegrepen (55.902,00 € alle taksen inbegrepen per jaar) om in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024;

BESLIST;

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-S-006 - Onderhoud en herstelling van de liften van de gemeentebouwen (3 jaren)", voor een geraamd bedrag van 126.000,00 € excl. btw (42.000 € excl. btw per jaar) zijnde 167.706 € alle taksen inbegrepen (55.902,00 € alle taksen inbegrepen per jaar) en om in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

47 **Marchés publics - 2021-S-058 - Petites interventions sur les aires de jeux communales (2022-2024) - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §4 al.1 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé

HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5 ;

Considérant qu'en application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 février 2019 de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestres et Échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 28 octobre 2021 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-S-058 - Petites interventions sur les aires de jeux communales (2022-2024)», pour un montant estimé à 6.198,35 € hors TVA soit à 7.500,00 €, 21% TVA comprise, soit un budget annuel de 2.500,00 €, 21% TVA comprise à inscrire à l'article budgétaires de code économique 761/124-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 28 octobre 2021 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-S-058 - Petites interventions sur les aires de jeux communales (2022-2024)», pour un montant estimé à 6.198,35 € hors TVA soit à 7.500,00 €, 21% TVA comprise, soit un budget annuel de 2.500,00 €, 21% TVA comprise à inscrire à l'article budgétaires de code économique 761/124-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-S-058 - Kleine interventies aan de gemeentelijke speelpleinen (2022-2024) - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 wet 17 juni 2016) - Goedkeuring gunning en voorwaarden - Toepassing art. 234 §4 1e lid Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen van toepassing zijn op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 om zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen, over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor wat betreft de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-S-058 - Kleine interventies aan de gemeentelijke speelpleinen (2022-2024)”, voor een geraamd bedrag van 6.198,35 € excl. btw of 7.500,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde een jaarlijks budget van € 2.500,00, 21% btw inbegrepen, om in te schrijven op begrotingsartikel met economische code 761/124-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-S-058 - Kleine interventies aan de gemeentelijke speelpleinen (2022-2024)”, voor een geraamd bedrag van 6.198,35 € excl. btw of 7.500,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde een jaarlijks budget van € 2.500,00, 21% btw inbegrepen, om in te schrijven op begrotingsartikel met economische code 761/124-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

48 **Marchés publics - 2021-S-063 - Hôtel communal de Forest : restauration des luminaires historiques - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que plusieurs luminaires historiques de l'Hôtel communal de Forest sont en mauvais état en raison des dégâts des eaux ainsi que de la restauration insuffisante lors des travaux précédents;

Considérant que les luminaires en question sont équipés de sources lumineuses énergivores et vétustes ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder aux travaux de restauration des luminaires historiques de l'Hôtel communal de Forest ;

Considérant que la demande des subsides qui financent la dépense à concurrence de 90.000 € sera effectuée ultérieurement auprès de la DMS, comme exigé au sein de ses conditions d'accès;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-063 - Hôtel communal de Forest : restauration des luminaires historiques», pour un montant estimé à 138.500,00 € HTVA , ou 167.585,00 €, 21 % TVA ou 186.000,00 € TVA et révision comprises comprises inscrits à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un subside de la DMS à concurrence de 90.000 € inscrit à l'article de recette 104/665-52 /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021, le solde étant financé par un emprunt à charge de la Commune;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-063 - Hôtel communal de Forest : restauration des luminaires historiques», pour un montant estimé à 138.500,00 € HTVA , ou 167.585,00 €, 21 % TVA ou 186.000,00 € TVA et révision comprises comprise inscrits à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un subside de la DMS à concurrence de 90.000 € inscrit à l'article de recette 104/665-52 /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021, le solde étant financé par un emprunt à charge de la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-S-063 - Gemeentehuis van Vorst: restauratie van de oude armaturen - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's - Toepassing art. 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de

goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat verschillende oude armaturen van het gemeentehuis van Vorst in slechte staat verkeren als gevolg van waterschade en onvoldoende restauratie tijdens eerdere werkzaamheden;

Overwegende dat de desbetreffende armaturen uitgerust zijn met energieverblindende en verouderde lichtbronnen;

Overwegende dat de restauratiewerken van de oude armaturen van het gemeentehuis van Vorst moeten worden uitgevoerd;

Overwegende dat het verzoek om subsidies waarmee de uitgave ten belope van 90.000 € wordt gefinancierd, later bij de DML zal worden ingediend, zoals vereist in de toegangsvoorwaarden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-S-063 - Gemeentehuis van Vorst: restauratie van de oude armaturen", voor een geraamd bedrag van 138.500,00 € excl. btw of 167.585,00 €, 21 % btw inbegrepen of 186.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een subsidie van de DML ten belope van 90.000 €, ingeschreven op artikel van ontvangst 104/665-52 /64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021, en het saldo door een lening ten laste van de Gemeente;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-S-063 - Gemeentehuis van Vorst: restauratie van de oude armaturen", voor een geraamd bedrag van 138.500,00 € excl. btw of 167.585,00 €, 21 % btw inbegrepen of 186.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een subsidie van de DML ten belope van 90.000 €, ingeschreven op artikel van ontvangst 104/665-52 /64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021, en het saldo door een lening ten laste van de Gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

49 **Marchés publics - 2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1 - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le site de Forest Domaine présente des problèmes de ravinements importants au niveau des chemins ; que les eaux de ruissellement sont actuellement dirigées vers des caniveaux de récolte puis vers l'égout avenue Victor Rousseau ; que ces caniveaux sont très fréquemment obturés par la dolomie et ne permettent pas une évacuation efficace lors des précipitations intenses ; que le talus a dû être stabilisé il y a quelques années à cause du ruissellement des eaux pluviales ;

Considérant que la commune souhaite pouvoir gérer les eaux pluviales sur le site, grâce à des aménagements paysagers

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1», pour un montant estimé à 82.644,63 € HTVA , ou 100.000,00 €, 21 % TVA ou 110.000,00 € TVA et révision comprises comprises inscrits à l'article 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1», pour un montant estimé à 82.644,63 € HTVA , ou 100.000,00 €, 21 % TVA ou 110.000,00 € TVA et révision comprises comprise inscrits à l'article 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - Fase 1 - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat er op de site van Forest Domaine grote problemen zijn door uitholling van de wegen; dat het afvloeiende water momenteel naar opvanggoten en vervolgens naar het riool op de Victor Rousseaulaan wordt geleid; dat deze goten vaak verstopt zijn met dolomiet en hierdoor een efficiënte afvoer niet mogelijk is bij intense regenval; dat enkele jaren geleden het talud moest worden gestabiliseerd vanwege de afvloeiing van regenwater;

Overwegende dat de gemeente het regenwater op de site wil beheren aan de hand van landschapsinrichtingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - Fase 1”, voor een geraamd bedrag van 82.644,63 € excl. btw of 100.000,00 € 21% btw inbegrepen of 110.000,00 € btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - Fase 1”, voor een geraamd bedrag van 82.644,63 € excl. btw, of 100.000,00 € 21% btw inbegrepen of 110.000,00 € btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

50 **Marchés publics - 2021-T-059 - Aire de jeux Jupiter : sécurisation et remplacement des modules de jeux - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l’attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 et 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestres et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité de procéder à la sécurisation et au remplacement des modules de jeux vétustes de l'aire de jeux Jupiter ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-059 - Aire de jeux Jupiter : sécurisation et remplacement des modules de jeux», pour un montant estimé à 24.793,38 € HTVA , ou 30.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et est financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-059 - Aire de jeux Jupiter : sécurisation et remplacement des modules de jeux», pour un montant estimé à 24.793,38 € HTVA , ou 30.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et est financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-059 - Speelplein Jupiterlaan: beveiliging en vervanging van de speeltuigen - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om de verouderde speeltuigen op het speelplein in de Jupiterlaan te beveiligen en te vervangen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-059 - Speelplein Jupiterlaan: beveiliging en vervanging van de speeltuigen", voor een geraamd bedrag van 24.793,38 € excl. btw, of 30.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-059 - Speelplein Jupiterlaan: beveiliging en vervanging van de speeltuigen", voor een geraamd bedrag van 24.793,38 € excl. btw, of 30.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

51 **Marchés publics - 2021-T-060 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité de procéder à des interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-060 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant global estimé à 29.752,07 € HTVA , ou 36.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et est financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-060 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant global estimé à 29.752,07 € HTVA , ou 36.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et est financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-060 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zware interventies uit te voeren aan de kunstgrasvelden op de Bempt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-060 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden", voor een globaal geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw, of 36.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-060 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden", voor een globaal geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw, of 36.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op

artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

52 **Marchés publics - 2021-T-061 - Bempt : intervention lourde terrain naturel - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'un terrain de rugby en gazon naturel nécessite des interventions bien spécifiques pour une meilleure tenue dans le temps et également une excellente performance pour le jeu ; qu'il est donc important d'adopter une stratégie poussée d'entretien ;

Considérant que cet entretien nécessite un savoir-faire ainsi qu'un matériel professionnel et spécial adéquat, et ce, afin d'améliorer les conditions de sécurité et de jeu ;

Considérant que cette intervention sera réalisée par une firme spécialisée dans le domaine des entretiens des terrains de sports en gazon naturel, afin de garantir un meilleur résultat ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-061 - Bempt : intervention lourde terrain naturel», pour un montant estimé à 37.190,08 € HTVA , ou 45.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrits à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-061 - Bempt : intervention lourde terrain naturel», pour un montant estimé à 37.190,08 € HTVA , ou 45.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrits à l'article 764/721-60/64

du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2021-T-061 – Bempt: Zware interventie op natuurlijk terrein - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat voor een rugbyveld in natuurlijk gras zeer specifieke interventies vereist zijn voor een langer behoud en tevens voor een uitstekende ondergrond bij het spel; dat het daarom belangrijk is een krachtdadige onderhoudsstrategie aan te nemen;

Overwegende dat dit onderhoud zowel knowhow als professioneel en speciaal aangepast materiaal vereist, en dit om de veiligheids- en speelomstandigheden te verbeteren;

Overwegende dat deze interventie zal worden uitgevoerd door een firma gespecialiseerd in het onderhoud van sportvelden in natuurlijk gras, om een beter resultaat te garanderen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-T-061 – Bempt: Zware interventie op natuurlijk terrein" voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-T-061 – Bempt: Zware interventie op natuurlijk terrein" voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

53 **Marchés publics - 2021-T-062 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est nécessaire d'intervenir sur les aires de jeux afin d'augmenter la durée de vie des revêtements de sol et la qualité de ceux-ci, et donc la qualité et conformité des aires de jeux. Cette intervention comprend la réparation des module de jeux et des zones de chutes les plus usées, et la remise à neuf et l'embellissement des aires de jeux (brossage lourd professionnel, décompactage, entretien, dépollution, et réintégration du lestage en sable et nettoyage des sols en EPDM aussi bien que la réparation des modules de jeux) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-062 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», pour un montant estimé à 57.851,24 € hors TVA ou 70.000,00 €, TVA et révision comprises inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-062 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», pour un montant estimé à 57.851,24 € hors TVA ou 70.000,00 €, TVA et révision comprises inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-062 - Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van € 139.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is interventies uit te voeren aan de speelpleinen teneinde de levensduur van de grondbekleding en de kwaliteit ervan te verhogen en dus de kwaliteit en conformiteit van de speelpleinen te verbeteren; Deze interventie omvat de herstelling van de meest versleten speelmodules en valzones, en de herinrichting en verfraaiing van de speelpleinen (professioneel grondig borstelen, decompactage, onderhoud, zuivering, en re-integratie van zandballast en reiniging van de EPDM-vloeren alsook de herstelling van speelmodules);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-062 - Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen”, voor een geraamd bedrag van € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-062 - Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen”, voor een geraamd bedrag van € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

54 **Marchés publics - 2021-T-065- Crèche le bercail : remplacement de l'adoucisseur d'eau - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017;

Considérant qu'en application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 6,7 et 124 ;

Considérant la nécessité de procéder à un remplacement de l'adoucisseur d'eau à la Crèche le bercail ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-065 - Crèche le bercail : remplacement de l'adoucisseur d'eau», pour un montant estimé à 4.132,23 € HTVA , ou 5.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 4) et est financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-065 - Crèche le bercail : remplacement de l'adoucisseur d'eau», pour un montant estimé à 4.132,23 € HTVA , ou 5.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 4) et est financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-065 - Kinderdagverblijf Le Bercail: vervanging van de waterontharder - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 wet 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen van toepassing zijn op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65 en 95;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid de artikelen 6, 7 en 124;

Overwegende dat de vervanging van de waterontharder in kinderdagverblijf Le Bercail noodzakelijk is;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-065 - Kinderdagverblijf Le Bercail: vervanging van de waterontharder", voor een geraamd bedrag van 4.132,23 € excl. btw of 5.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 4) en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-065 - Kinderdagverblijf Le Bercail: vervanging van de waterontharder", voor een geraamd bedrag van 4.132,23 € excl. btw of 5.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 4) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

55 **Marchés publics -2021-T-066 bis - Remise en état des trampolines - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 et 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestres et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5 ;

Considérant qu'en application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché :13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'état actuel des trampolines ne permet pas leur utilisation en toute sécurité qu'il est donc nécessaire de les rendre exploitables ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 2 décembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-066 bis - Remise en état des trampolines», pour un montant estimé à 8.264,46 € HTVA , ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 5-6) et est financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 2 décembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-066 bis - Remise en état des trampolines», pour un montant estimé à 8.264,46 € HTVA , ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 5-6) et est financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-066 bis - Herstelling van de trampolines - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen van toepassing zijn op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de trampolines gezien hun staat niet in alle veiligheid kunnen worden gebruikt, dat het dus noodzakelijk is ze opnieuw bruikbaar te maken;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 december 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-066 bis - Herstelling van de trampolines", voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw, of 10.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 5-6) en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 2 december 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-066 bis - Herstelling van de trampolines", voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw, of 10.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 5-6) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

56 **Marchés publics - 2021-T-071 - Écoles 3 et 6: Revêtement de sol (2 LOTS) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que ce revêtement date de l'époque de la construction de deux sites ;

Considérant l'impossibilité de le réparer efficacement en raison de nombreuses zones endommagées comportant des lattes ne sachant plus être remises en place et empêchant le nettoyage de par leur état en vue de l'utilisation de ces locaux ;

Considérant que dans un souci de sécurité et d'hygiène il est indispensable de remplacer l'ensemble des parquets dans les deux écoles concernées;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Remplacement du parquet de la salle des fêtes de l'école 3, rue Timmermans à 1190 Forest), estimé à 54.000,00 € hors TVA ou 57.240,00 € 6% TVA comprise ou 60.000,00 € TVA et révision comprises ;

* Lot 2 (Remplacement du parquet de la grande salle de l'école 6, rue Jef Devos à 1190 Forest), estimé à 50.000,00 € hors TVA ou 53.000,00 €, 6% TVA comprise ou 55.000,00 € TVA et révision comprises ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-071 - Écoles 3 et 6: Revêtement de sol (2 LOTS)», pour un montant estimé à 104.000,00 € hors TVA ou 115.000,00 €, TVA et révision comprises inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-071 - Écoles 3 et 6: Revêtement de sol (2 LOTS)», pour un montant estimé à 104.000,00 € hors TVA ou 115.000,00 €, TVA et révision comprises (Lot 1: Remplacement du parquet de la salle des fêtes de l'école 3, rue Timmermans à 1190 Forest ; 54.000,00 € hors TVA ou 57.240,00 €, 6% TVA comprise ou 60.000,00 €, TVA et révision comprises ; Lot 2: Remplacement du parquet de la grande salle de l'école 6, rue Jef Devos à 1190 Forest ; 50.000,00 € hors TVA ou 53.000,00 €, 6% TVA comprise ou 55.000,00 € TVA et révision comprises) inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-071 - School 3 en 6: Vloerbekleding (2 PERCELEN) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat deze vloer dateert uit de tijd van de bouw van twee sites;

Overwegende dat het onmogelijk is deze doeltreffend te herstellen wegens de talrijke beschadigde zones met latten die niet meer kunnen worden teruggeplaatst en die niet kunnen worden gereinigd wegens de staat waarin zij verkeren, met het oog op het gebruik van deze lokalen;

Overwegende dat het met het oog op de veiligheid en de hygiëne noodzakelijk is alle parketvloeren in de twee betrokken scholen te vervangen;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Vervanging van de parketvloer in de feestzaal van school 3, Timmermansstraat te 1190 Vorst), geraamd op 54.000,00 € excl. btw of 57.240,00 €, 6% btw inbegrepen of 60.000,00 €, btw en herziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Vervanging van de parketvloer in de grote zaal van school 6, Jef Devosstraat te 1190 Vorst), geraamd op 50.000,00 € exc. btw of 53.000,00 €, 6% btw inbegrepen of 55.000,00 €, btw en herziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-071 - School 3 en 6: Vloerbekleding (2 PERCELEN)”, voor een geraamd bedrag van 104.000,00 € excl btw of 115.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor 2021 en gefinancierd met een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-071 - School 3 en 6: Vloerbekleding (2 PERCELEN)”, voor een geraamd bedrag van 104.000,00 € excl. btw of 115.000,00 €, btw en herziening inbegrepen (Perceel 1: Vervanging van de parketvloer in de feestzaal van school 3, Timmermansstraat te 1190 Vorst; 54.000,00 € excl. btw of 57.240,00 €, 6% btw inbegrepen of 60.000,00 €, btw en herziening inbegrepen; Perceel 2: Vervanging van de parketvloer in de grote zaal van school 6, Jef Devosstraat te 1190 Vorst; 50.000,00 € excl. btw of 53.000,00 €, 6% btw inbegrepen of 55.000,00 €, btw en herziening inbegrepen) ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor 2021 en gefinancierd met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Accueil extrascolaire - Buitenschoolse opvang

57 Accueil extrascolaire - Marchés publics - Achat de deux banderoles - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2021-F021 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de deux banderoles pour permettre aux parents de mieux localiser la plaine de vacances (nouvel investissement);

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/10/2021 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de deux banderoles» via un marché public de faible montant pour un montant estimé à 158 € hors TVA, 200 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7611/744-98/34 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par subside) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/10/2021 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de deux banderoles » via un marché public de faible montant pour un montant estimé à 158 € hors TVA, 200 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7611/744-98/34 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par subside).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Buitenschoolse opvang - Overheidsopdrachten - Aankoop van twee spandoeken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 2021-F021 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was twee spandoeken aan te kopen om de ouders in staat te stellen de vakantiespeelpleinwerking beter te lokaliseren (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28/10/2021 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van twee spandoeken” via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 158 € excl. btw, 200 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door subsidie);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28/10/2021 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van twee spandoeken” via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 158 € excl. btw, 200 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door subsidie).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

58 **Logement - Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest – Modifications des conditions d'octroi, du nombre de tranches, et de l'échéance.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu son règlement du 17 décembre 2013 relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest, modifié par décisions du Conseil communal du 25 avril 2017 et du 17 décembre 2019 ;

Vu le courrier d'UNIA adressé au Collège des bourgmestre et échevins en date du 31 janvier 2020 questionnant la limite d'âge pour l'octroi de la prime relative à l'habitation nouvellement acquise ou construite ;

Considérant que dans le respect du principe de l'égalité des chances, il convient de supprimer le plafond d'âge, attendu qu'un propriétaire de 40 ans et plus ne bénéficie pas forcément d'une situation financière confortable ;

Considérant que cette mesure va augmenter le nombre de demandes de primes ;

Considérant que la volonté politique est d'axer l'aide sur les familles modestes et de permettre à un maximum de ménages de bénéficier de la prime ;

Considérant que la politique de soutien à l'acquisition d'une propriété résidentielle menée par la Région bruxelloise s'est renforcée depuis la création de la prime de Forest en 2013 grâce à une panoplie de mesures pour les propriétaires qui habitent leur bien unique notamment le remplacement du bonus logement par un abattement plus important sur les droits d'enregistrement et la prime Be-Home régionale de 130 € visant à compenser l'augmentation du précompte immobilier ;

Considérant en outre que depuis 2017 le taux d'accroissement annuel moyen du montant octroyé par tranche de la prime est de 5% et qu'en 2020 plus des trois quarts des primes octroyées dépassaient les 600 € ;

Considérant que le budget prévu pour les primes de 45 000 € a été utilisé à 100 % en 2020 et qu'il a fallu passer ce budget pour les primes à 51 000 € en 2021 ;

Considérant que le nombre de demandes pour 2021 s'élève à 148 - contre 115 en moyenne sur les 4 années précédentes -, dont 63 pour une première tranche, 52 pour une seconde tranche, et 33 pour une troisième tranche ;

Considérant qu'une partie des demandes introduites pour 2021 risque de devoir être refusée sur base de l'article 2 du règlement, la limite des crédits budgétaires de l'exercice étant atteinte ;

Considérant qu'il convient de maîtriser la croissance du coût de cette prime pour les finances communales, notamment sous forme de transferts au profit des ménages, afin qu'elle continue de bénéficier à ceux qui en ont besoin ;

Considérant que le Conseil communal a adopté le règlement relatif à la prime à l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest au début de la législature précédente parallèlement à l'augmentation de centimes additionnels au précompte immobilier qui sont passés de 2 720 en 2013 à 3 120 en 2014 alors que la moyenne bruxelloise des centimes additionnels au

précompte immobilier s'élevait à 2 774 en 2013 ;

Considérant que le Conseil communal visait alors à réduire l'impact de cette hausse de la fiscalité immobilière sur les jeunes ménages acquéreurs de leur logement souhaitant s'installer à Forest ;

Considérant que depuis lors les centimes additionnels au précompte immobilier ont augmenté dans la plupart des autres communes bruxelloises, leur moyenne s'établissant à 3007 en 2020, l'écart entre Forest et la moyenne bruxelloise étant ainsi passé de 299 à 113 entre 2014 et 2020 ;

Considérant que le versement de la prime pour l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite sur une année diminuera l'avantage accordé aux ménages dans une proportion semblable ;

Considérant que la prime unique s'appliquera aux demandes de primes introduites après l'entrée en vigueur du présent règlement ;

Considérant que les ménages auxquels le Collège a octroyé la prime dans le cadre du règlement revu par la présente décision devraient avoir droit à la liquidation des autres tranches dès lors que les conditions d'octroi initiales sont toujours réunies ;

Considérant que le règlement adopté sous la précédente législature vient à échéance fin avril 2023 et qu'il convient d'assurer une pérennité du dispositif jusqu'à la fin de la législature actuelle ;

DECIDE

De modifier le règlement relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest comme suit :

Ancien texte :

Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1.-Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;
- Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;
- Pleine propriété : propriété non-démembrée constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose.

Article 2.-Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite. La signature de l'acte authentique d'acquisition ou la première occupation de la nouvelle construction doit avoir eu lieu à partir du 1er janvier 2013.

Article 3.- Le demandeur ou les demandeurs :

3.1.-doi(ven)t être âgé de 18 ans au moins et ne pourra(ont) avoir atteint l'âge de 40 ans à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2.- doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3.- ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 45.000 € pour un isolé; 65.000 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 3.000 € par enfant à charge. Les plafonds ainsi que le supplément de 3.000 € par enfant à charge, visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'index santé déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec pour base, l'indice santé octobre 2013/(base 2004) = 120,99 et seront adaptés chaque année au 1er janvier.

3.4.-doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble à partir du 1 er janvier 2013 et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5.-ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 - Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite mais ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 750 € par exercice d'imposition.

Article 5 - L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 - Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5, la prime est allouée par tranche annuelle dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 - La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la première tranche doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A.- l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction;

B.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi;

C.- l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. ou une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant du montant des revenus nets imposables du (ou des) demandeur(s);

D.- la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par cet avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier.

Article 8.- La demande d'octroi de la prime sera réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9.- Les demandes de liquidation de chacune des 2 tranches suivantes de la prime doivent être introduites auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du nouvel avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier accompagnées uniquement de l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier y relatif et de la preuve de son paiement. A défaut d'être accompagnée des documents requis dans le délai précité, la demande de liquidation de tranche sera réputée irrecevable.

Article 10 : Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposés par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen n° 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 11 : Dispositions transitoires

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du Ministère des Finances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s) - cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

Article 12.- Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de trois ans et quatre mois.

Nouveau texte :

Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1.-Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé;
- Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;
- Pleine propriété : propriété non-démembrée constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose.

Article 2.-Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite. La signature de l'acte authentique d'acquisition ou la première occupation de la nouvelle construction doit avoir eu lieu à partir du 1er janvier 2013.

Article 3.- Le demandeur ou les demandeurs:

3.1.-doi(ven)t être âgé de 18 ans au moins à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2.- doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3.- ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la

prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 45.000 € pour un isolé; 65.000 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 3.000 € par enfant à charge. Les plafonds ainsi que le supplément de 3.000 € par enfant à charge, visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'index santé déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec pour base, l'indice santé octobre 2013/(base 2004) = 120,99 et seront adaptés chaque année au 1er janvier.

3.4 doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble à partir du 1 er janvier 2013 et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5.-ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 - Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite mais ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 822 €.

Article 5 - L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 - Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5 et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 10, la prime est allouée en une tranche dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 - La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la tranche unique doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A.- l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction;

B.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi;

C.- l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. ou une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant du montant des revenus nets imposables du (ou des) demandeur(s);

D.- la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par cet avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier.

Article 8.- La demande d'octroi de la prime sera réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9 : Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposés par le règlement général de protection

des données personnelles [Règlement européen n° 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 10 : Dispositions transitoires

§ 1 documentation patrimoniale à fournir

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du Ministère des Finances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s) - cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

§ 2 deuxième et troisième tranches de la prime octroyée avant l'entrée en vigueur du présent règlement

Les demandes en vue de la liquidation d'une 2^{ème} ou 3^{ème} tranche de prime que le Collège a octroyée avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont recevables sous réserve des conditions fixées aux articles 3.3 à 3.5.

Les demandes de liquidation de la tranche doivent être introduites auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du nouvel avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier accompagnées de celui-ci et de la preuve de son paiement ainsi que de l'avertissement extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'avant-dernière année. A défaut d'être accompagnée des documents requis dans le délai précité, la demande de liquidation de tranche sera réputée irrecevable.

Le montant de la prime est calculé comme prévu à l'article 4 et est plafonné à 750 €.

Article 11.- Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de trois ans et six mois.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 21 votes positifs, 2 votes négatifs, 10 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

Huisvesting - Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst – Wijzigingen van de toekenningsvoorwaarden, het aantal schijven en de termijn.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Zijn reglement van 17 december 2013 herziend betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst, gewijzigd bij beslissingen van de Gemeenteraad van 25 april 2017 en van 17 december 2019;

Gelet op de brief van UNIA gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van 31 januari 2020 waarin de leeftijdsgrens voor de toekenning van de premie met betrekking tot een pas verworven of gebouwde woning in vraag wordt gesteld;

Overwegende dat, met inachtneming van het beginsel van gelijke kansen, de leeftijdsgrens moet worden afgeschaft, aangezien een eigenaar van 40 jaar en ouder niet noodzakelijkerwijs over een

comfortabele financiële situatie beschikt;

Overwegende dat deze maatregel het aantal premieaanvragen zal doen toenemen;

Overwegende dat de politieke wil bestaat om de steun toe te spitsen op gezinnen met een bescheiden inkomen en om een zo groot mogelijk aantal gezinnen gebruik te laten maken van de premie;

Overwegende dat het beleid ter ondersteuning van de aankoop van een residentiële eigendom, gevoerd door het Brussels Gewest, sinds de invoering van de premie in Vorst in 2013 versterkt is dankzij een reeks maatregelen voor eigenaars die hun enige woning bewonen, meer bepaald de vervanging van de woonbonus door een hoger abatement op de registratierechten en de gewestelijke Be-Home-premie van 130 € ter compensatie van de verhoging van de onroerende voorheffing;

Overwegende bovendien dat sinds 2017 het gemiddelde jaarlijkse groeipercentage van het toegekende bedrag per premieschijf 5% bedraagt en dat in 2020 meer dan driekwart van de toegekende premies hoger was dan 600 €;

Overwegende dat het voor premies uitgetrokken budget van 45.000 € in 2020 voor 100% is opgebruikt en dat dit budget voor premies in 2021 moest worden verhoogd tot 51.000 €;

Overwegende dat voor 2021 het aantal aanvragen 148 bedraagt - tegenover gemiddeld 115 in de 4 voorgaande jaren - waarvan 63 voor een eerste schijf, 52 voor een tweede schijf en 33 voor een derde schijf;

Overwegende dat het risico bestaat dat een deel van de voor 2021 ingediende aanvragen zal moeten worden geweigerd op basis van artikel 2 van het reglement, aangezien de limiet van de begrotingskredieten voor het dienstjaar bereikt is;

Overwegende dat de stijging van de kosten van deze premie voor de gemeentefinanciën in de hand moet worden gehouden, meer bepaald in de vorm van de overdracht aan gezinnen, zodat deze ten goede blijft komen aan hen die haar nodig hebben;

Overwegende dat de Gemeenteraad aan het begin van de vorige bestuursperiode het reglement betreffende de premie tot vestiging in een pas verworven of gebouwde woning in Vorst heeft aangenomen, tegelijk met de verhoging van de opcentiemen op de onroerende voorheffing, die stegen van 2 720 in 2013 naar 3 120 in 2014, terwijl het Brussels gemiddelde van de opcentiemen op de onroerende voorheffing 2 774 bedroeg in 2013;

Overwegende dat de Gemeenteraad destijds de gevolgen van deze verhoging van de onroerendgoedbelasting voor jonge gezinnen die hun woning hebben aangekocht en zich in Vorst willen vestigen, wilde beperken;

Overwegende dat de opcentiemen op de onroerende voorheffing sindsdien in de meeste andere Brusselse gemeenten zijn gestegen en hun gemiddelde in 2020 is vastgesteld op 3 007, waarbij het verschil tussen Vorst en het Brussels gemiddelde tussen 2014 en 2020 dus gedaald is van 299 naar 113;

Overwegende dat de betaling van de premie voor de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning over één jaar het aan de gezinnen toegekende voordeel in een vergelijkbare verhouding vermindert;

Overwegende dat de eenmalige premie zal gelden voor de premieaanvragen die zijn ingediend na de inwerkingtreding van onderhavig reglement;

Overwegende dat de gezinnen waaraan het College de premie in het kader van het bij dit besluit herziene reglement heeft toegekend, recht moeten hebben op de betaling van de andere schijven zolang nog aan de oorspronkelijk toekenningsvoorwaarden wordt voldaan;

Overwegende dat het tijdens de vorige bestuursperiode aangenomen reglement eind april 2023 afloopt en dat het behoud van de regeling tot het einde van de huidige bestuursperiode moet worden gewaarborgd;

BESLIST

Het reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

Artikel 1.- Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

- Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;
- Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;
- Volle eigendom: het recht op het gebruik van een onverdeelde eigendom, op het vruchtgebruik ervan of om erover te beschikken.

Artikel 2.- Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben). De ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bewoning van het nieuwe gebouw moet plaatsgevonden hebben vanaf 1 januari 2013.

Artikel 3.- De aanvrager of de aanvragers:

3.1.- moet(en) minimaal 18 jaar zijn en mag (mogen) de leeftijd van 40 jaar niet bereikt hebben op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2.- moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3.- mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 45.000 € voor een alleenstaande; 65.000 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de samengevoegde belastbare inkomens van de aanvrager(s). Deze bedragen worden verhoogd met 3.000 € per kind ten laste. De plafonds alsook de toeslag van 3.000 € per kind ten laste, bedoeld in artikel 3.3 volgen de schommelingen van de gezondheidsindex, vastgelegd door het Ministerie van Economie, met als basis, de gezondheidsindex oktober 2013/(basis 2004) = 120,99 en worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

3.4.- moet(en) zich in het gebouw domiciliëren vanaf 1 januari 2013 en moet(en) er gedomicilieerd

blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5.- mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4.- Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning maar mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 750 € per aanslagjaar.

Artikel 5.- De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6.- Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen wordt de premie toegewezen per jaarlijkse schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7.- De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eerste schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

- A.- het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw;
- B.- een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;
- C.- het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar, voorzien in artikel 3.3. of een verklaring van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Directe Belastingen, betreffende het bedrag van de belastbare netto-inkomens van de aanvrager(s);
- D.- het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting die door dit aanslagbiljet van de onroerende voorheffing gevorderd wordt.

Artikel 8.- De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9.- De aanvragen tot betaling van elk van de 2 volgende schijven van de premie moeten per brief ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden na de verzendingsdatum van het nieuwe aanslagbiljet van de onroerende voorheffing. Daaraan wordt alleen het desbetreffende aanslagbiljet van de onroerende voorheffing en het betalingsbewijs toegevoegd. De aanvraag tot uitbetaling van de schijf wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de voormelde termijn.

Artikel 10: Bescherming van de persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 11: Overgangsbepalingen

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Registratie en Domeinen dat aantoonst dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

Artikel 12.- Het huidige reglement treedt in werking op 1 januari 2020 voor een duur van drie jaar en vier maanden.

Nieuwe tekst:

Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

Artikel 1.- Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

- Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;
- Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;
- Volle eigendom: het recht op het gebruik van een onverdeelde eigendom, op het vruchtgebruik ervan of om erover te beschikken.

Artikel 2.- Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben). De ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bewoning van het nieuwe gebouw moet plaatsgevonden hebben vanaf 1 januari 2013.

Artikel 3.- De aanvrager(s):

3.1.- moet(en) minimaal 18 jaar zijn op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2.- moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3.- mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 45.000 € voor een alleenstaande; 65.000 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de samengevoegde belastbare inkomens van de aanvrager(s). Deze bedragen worden verhoogd met 3.000 € per kind ten laste. De plafonds alsook de toeslag van 3.000 € per kind ten laste, bedoeld in artikel 3.3 volgen de schommelingen van de gezondheidsindex, vastgelegd door het Ministerie van Economie, met als basis, de gezondheidsindex oktober 2013/(basis 2004) = 120,99 en worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

3.4.- moet(en) zich in het gebouw domiciliëren vanaf 1 januari 2013 en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5.- mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning

op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4.- Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning maar mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 822 €.

Artikel 5.- De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6.- Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen en behoudens de overgangsbepalingen voorzien in artikel 10, wordt de premie toegekend in één schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7.- De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eenmalige schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

- A.- het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw;
- B.- een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;
- C.- het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar, voorzien in artikel 3.3. of een verklaring van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Directe Belastingen, betreffende het bedrag van de belastbare netto-inkomens van de aanvrager(s);
- D.- het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting die door dit aanslagbiljet van de onroerende voorheffing gevorderd wordt.

Artikel 8.- De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9: Bescherming van de persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 10: Overgangsbepalingen

§ 1 te verstrekken patrimoniumdocumentatie

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Registratie en Domeinen dat aantoonst dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

§ 2 tweede en derde schijf van de premie toegekend vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement

De aanvragen voor de betaling van een tweede of derde schijf van de premie die het College vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement heeft toegekend, zijn ontvankelijk onder voorbehoud van de voorwaarden van artikels 3.3 tot 3.5.

De aanvragen tot betaling van de schijf moeten schriftelijk worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden na de verzendingsdatum van het nieuwe aanslagbiljet van de onroerende voorheffing. Daaraan worden dit laatste en het betalingsbewijs evenals het aanslagbiljet van de personenbelasting van het voorlaatste jaar toegevoegd. De aanvraag tot uitbetaling van de schijf wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de voormelde termijn.

Het te vereffenen bedrag wordt berekend zoals voorzien in artikel 4 en wordt beperkt tot 750 €.

Artikel 11.- Het huidige reglement treedt in werking op 1 januari 2022 voor een duur van drie jaar en zes maanden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 21 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 10 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín.

Intervention de M. Hacken.

Grosso modo, la volonté du Collège est de diminuer le montant de cette prime, en passant de 3 ans à 1 an. Alors que l'on a une recette et que cette prime ne constitue qu'un faible pourcentage de cette recette. La diminution de cette prime pour les jeunes ménages nous paraît donc complètement inadéquate. Le succès de cette prime prouve bien qu'il y avait une demande et un besoin. Alors que cette prime était déjà limitée à des ménages avec un revenu maximal de 2800€ net/mois de revenus, il y avait énormément de demandes. Vu l'explosion du marché immobilier pour le moment, c'est un très mauvais signal pour les Forestois.

Intervention de M. Loewenstein.

Le règlement initial institué le 17 décembre 2013 avait pour objectif de compenser, de manière certes limitée, l'augmentation des centimes additionnels au PRI 2720 – 3120. Nous avons eu certaines Alors oui, la moyenne régionale du PRI est passée de 2774 en 2013 à 3007 en 2020. Mais ce que vous oubliez de dire, c'est que de nombreuses communes ont diminué leurs additionnels à l'IPP après avoir augmenté leurs additionnels au PRI. Et la moyenne du taux communal pour les additionnels communaux à l'IPP est de 6,32 en 2020. Forest est pour rappel à 7 et vous venez encore de refuser un amendement permettant de se coller davantage à la moyenne régionale.

Vous préférez continuer à augmenter la charge fiscale des Forestois en diminuant la prime par 3, certes désormais sans limite d'âge pour se conformer aux remarques d'UNIA mais cela ne suffit pas. Je dis bien par 3 même si vous allez me dire que le plafond passe de 750€ à 822€. C'est vrai mais c'est sans compter le fait que la moyenne des primes annuelles oscille autour des 600€.

Par ailleurs, le plafond de revenus est resté le même entre 2013 et 2022, puisque le futur règlement entrerait en vigueur en 2022.

L'idéal serait d'abroger ce règlement qui coûte en suivi par les services et réduire tout simplement le taux IPP en le faisant passer à 6,5. Tout se fera automatiquement, cela facilitera la vie des Forestois et le travail de l'administration.

Intervention de Mme. Plovie.

C'est une réforme plus inclusive, comme la préconisé Unia. J'aimerais que Mme l'Echevine précise ce qui va se passer pour les nouveaux bénéficiaires.

Réponse de Mme. De Ridder.

La prime devient « nouveaux propriétaires », plutôt que « jeunes propriétaires ». L'objectif de la proposition est aussi de toucher des propriétaires qui ont plus de 40 ans. La procédure sera aussi simplifiée et par conséquent le traitement plus rapide via l'octroi d'une prime unique de 822€. Forest a décidé de maintenir cette prime avec 7 autres communes. Par exemple, la commune de Molenbeek a décidé de la supprimer purement et simplement.

Intervention de M. Hacken.

Il ne faut pas présenter cela comme une bonne nouvelle car ce n'en est pas une. Il y avait une recommandation d'Unia pour élargir au-delà de 40 ans, soit. On ne sait pas qui est nouveau propriétaire dans cette tranche. On aurait pu dire que comme cette prime avait un beau succès, on aurait pu y mettre des moyens supplémentaires. On aurait pu la maintenir sur 3 ans. Ailleurs, ils ont peut-être supprimé cette taxe mais ils avaient tous un taxe-shift avec l'IPP.

Intervention de Mme. Plovie.

Il y a quand même un intérêt d'avoir faciliter la procédure. Au niveau régional, il y a des mesures pour soutenir l'acquisition et l'on devrait avoir une vision plutôt au niveau régional, de manière à être plus cohérent pour les habitants.

Tussenkoms van de heer Hacken

Grosso modo is het de bedoeling van het College om het bedrag van deze premie terug te schroeven, van 3 jaar naar 1 jaar. Dit ondanks het feit dat wij inkomsten hebben en dat deze premie slechts een klein percentage van deze inkomsten uitmaakt. De verlaging van deze premie voor jonge gezinnen lijkt ons dan ook volstrekt ongepast. Het succes van deze premie bewijst dat er een vraag en een behoefte was. Hoewel deze premie al beperkt was tot huishoudens met een maximuminkomen van 2.800 euro netto per maand, waren er enorm veel aanvragen. Gezien de explosie die de vastgoedmarkt momenteel doormaakt, is dit een zeer slecht signaal voor de Vorstenaren.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Het op 17 december 2013 ingevoerde reglement was bedoeld om - in beperkte mate - de verhoging van de opcentiemen op de onroerende voorheffing van 2.720 naar 3.120 te compenseren. Het gewestelijke gemiddelde van de onroerende voorheffing ging van 2.774 in 2013 naar 3.007 in 2020. Maar wat u vergeet te zeggen, is dat veel gemeenten hun aanvullende PB hebben verlaagd nadat zij hun opcentiemen op de OV hadden verhoogd. En het gemiddelde gemeentelijke tarief voor de aanvullende PB bedraagt 6,32 in 2020. Ter herinnering, Vorst staat op 7 en u hebt net een amendement geweigerd om dichterbij het gewestelijke gemiddelde aan te sluiten.

U verhoogt liever de belastingdruk voor de Vorstenaren door de premie met 3 te verlagen, weliswaar voortaan zonder leeftijdsgrens, om tegemoet te komen aan de opmerkingen van Unia, maar dat is niet voldoende. Ik zeg 'met 3', zelfs als u gaat zeggen dat het plafond van 750 naar 822 euro gaat. Dat klopt, maar er wordt geen rekening gehouden met het feit dat de gemiddelde jaarlijkse premie rond de 600 euro schommelt.

Bovendien is het inkomensplafond tussen 2013 en 2022 ongewijzigd gebleven, aangezien het toekomstige reglement in 2022 in werking zou treden.

Idealiter zou het reglement ingetrokken worden, omdat het toezicht erop duur is, en zou de aanvullende PB gewoon naar 6,5 moeten worden gebracht. Alles zal automatisch gebeuren, wat het leven van de Vorstenaren en de administratie gemakkelijker zal maken.

Tussenkoms van mevrouw Plovie

Het is een meer inclusieve hervorming, zoals Unia voorstaat. Ik zou graag van mevrouw de schepen horen wat er met de nieuwe begunstigen gaat gebeuren.

Antwoord van mevrouw De Ridder

De premie wordt "nieuwe eigenaars", in plaats van "jonge eigenaars". Het voorstel beoogt ook eigenaars boven de 40 jaar. De procedure zal ook worden vereenvoudigd en dus sneller afgehandeld door de toekenning van een eenmalige premie van 822 euro. Vorst heeft samen met 7 andere gemeenten beslist de premie te behouden. Zo heeft bv. de gemeente Molenbeek besloten om het volledig af te schaffen.

Tussenkomst van de heer Hacken

Dit moet niet als goed nieuws worden voorgesteld, want dat is het niet. Er was een aanbeveling van Unia om het uit te breiden boven de 40 jaar, soit. We weten niet wie de nieuwe eigenaars zijn in deze leeftijdsgroep. Aangezien deze premie zeer succesvol was, hadden we er extra middelen in kunnen steken. We hadden het op 3 jaar kunnen houden. Elders hebben ze deze belasting misschien afgeschaft, maar zij hadden allemaal een taxshift met de PB.

Tussenkomst van mevrouw Plovie

Het heeft toch belang dat de procedure vergemakkelijkt werkt. Op gewestelijk niveau zijn er maatregelen om de aankoop te ondersteunen en we zouden veeleer een visie op regionaal niveau moeten hebben, zodat het coherenter is voor de inwoners.

-
- 59 **Logement – Immeuble inoccupé sis à Forest, rue du Canada 55-57 et mis en vente dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne » – Acquisition en vue de la réalisation de 4 logements - Exercice du droit de préemption – Décision du 19 octobre 2021 – Compléments et précisions.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 1^{er} et 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre VII et du titre X du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire relative au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 2018 approuvant le programme de revitalisation urbaine du contrat de quartier durable « Wiels-sur-Senne » et octroyant à la Commune de Forest une subvention pour la mise en œuvre de ce programme ;

Vu sa décision du 19 octobre 2021 :

- a) D'exercer son droit de préemption sur le bien sis, à Forest, rue du Canada 55-57, dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne », conformément à l'article 259, 4° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, en vue de le rénover pour y réaliser 4 logements moyens ;
- b) De notifier à la cellule préemption de Urban.brussels, la décision du Conseil Communal d'exercer le droit de préemption pour le bien visé ;
- c) D'approuver le montant de l'acquisition de 475.000 € , conformément à l'article 267, 2° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;
- d) D'inscrire la dépense de 475.000,00 € à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du

budget de l'exercice 2021 ;

e) De financer la dépense à concurrence de 95%, soit 451.250,00 € , via le subside régional de Politique de la Ville et le solde de 5%, soit 23.750,00 €, par un emprunt ;

Considérant que la Commune de Forest sollicitera le subside régional de Politique de la Ville afin de permettre l'acquisition du bien visé ;

Considérant que le subside régional de Politique de la Ville varie entre 85% et 95% du montant estimé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la Région Bruxelloise ;

Considérant que pour bénéficier d'un taux à 95% il faut que : l'état d'abandon du bien soit constaté par arrêté du Bourgmestre ordonnant des mesures d'assainissement ; ou des réparations nécessaires pour rétablir la salubrité ; ou pour raison de sécurité publique ; ou que l'immeuble soit repris à l'inventaire régional des logements inoccupés (art. 2 AGRBC PdV) ; la liste des logements inoccupés pour l'année de 2020 a été transmise à la Région de Bruxelles-Capitale le 29 octobre 2021 ;

Considérant que l'estimation du bien par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la Région de Bruxelles-Capitale est nécessaire afin de demander le subside régional de Politique de la Ville ; que celui-ci l'a estimé le 01 octobre 2021 à 450.000,00 € ;

Considérant qu'il y a lieu de préciser que la création de logements moyens ou sociaux relève de l'utilité publique ;

Considérant que l'acte authentique doit être dressé dans un délai de quatre mois à compter de l'aliénation ;

Considérant que le montant de l'acquisition (475.000,00 €) doit être majoré de 5.000,00 €, représentant l'estimation des frais nécessaires à cette acquisition.

DECIDE :

D'acquérir pour cause d'utilité publique, l'immeuble sis à Forest, rue du Canada 55-57, en vue de le rénover pour y réaliser 4 logements moyens ;

D'approuver le montant de l'acquisition s'élevant à 475.000,00 €, augmenté des frais d'acquisition estimés à 5.000,00 €, soit un total de 480.000,00 €, à inscrire à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

De financer 95% de cette dépense (432.250,00 €) par un subside et le solde de 5% (47.750,00 €) par un emprunt ;

De déposer un dossier de demande de subvention via le subside Régional de Politique de la Ville axe 1 afin de financer la dépense à concurrence :

1) de 95% du montant de l'estimation effectuée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la Région de Bruxelles-Capitale, soit 427.500,00 € (= 450.000,00 € X 95%), par un subside, et le solde de 5%, soit 47.500,00 € (= 450.000,00 € X 5%), par un emprunt ;

2) de 95% des frais inhérents à cette acquisition, soit 4.750,00 €, par un subside, et le solde de 5%, soit 250,00 €, par un emprunt ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou de son délégué, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De désigner Jean Martroye de Joly, Notaire à Forest, avenue Van Volxem 14, afin qu'il assiste la

commune à la rédaction et à la signature de l'acte authentique nécessaire à cette acquisition.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Huisvesting - Leegstaand pand in Vorst, Canadastraat 55-57, te koop, in de perimeter van het wijkcontract “Wiels aan de Zenne” - Verwerving met het oog op de realisatie van 4 woningen - Uitoefening van het voorkeurecht – Beslissing van 19 oktober 2021- Aanvullingen en toelichtingen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de artikelen 1 en 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titel VII en titel X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkeurecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkeurecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het stedelijke herwaarderingsprogramma voor het duurzaam wijkcontract “Wiels aan de Zenne” en tot toekenning van een subsidie aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van dat programma;

Gelet op de beslissing van 19 oktober 2021 om:

a) Het voorkeurecht uit te oefenen op het goed gelegen Canadastraat 55-57 te Vorst, in de perimeter van het wijkcontract “Wiels aan de Zenne”, overeenkomstig artikel 259, 4° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, met het oog op de renovatie ervan teneinde er 4 woningen voor middeninkomens tot stand te brengen;

b) De cel Voorkoop van Urban.brussels in kennis te stellen van de beslissing van de Gemeenteraad om het voorkeurecht voor het betrokken goed uit te oefenen;

c) Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag van 475.000 €, overeenkomstig artikel 267, 2° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

d) De uitgave van 475.000,00 € in te schrijven op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;

e) 95% van de uitgave, zijnde 451.250,00 € te financieren via de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid en het saldo van 5%, zijnde 23.750,00 €, via een lening;

Overwegende dat de gemeente Vorst de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid aanvraagt om het betrokken goed te kunnen aankopen;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid schommelt tussen 85% en 95% van het bedrag dat door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van het Brussels Gewest is geraamd;

Overwegende dat, om in aanmerking te komen voor een percentage van 95%, het volgende noodzakelijk is: de staat van verwaarlozing van het goed moet worden vastgesteld door een besluit van de Burgemeester waarin saneringsmaatregelen worden bevolen; of noodzakelijke herstellingen om de gezondheid te herstellen; of vanwege de openbare veiligheid; of het gebouw moet worden opgenomen in de gewestelijke inventaris van leegstaande woningen (art. 2 BBHR SB); de lijst van leegstaande woningen voor het jaar 2020 werd op 29 oktober 2021 overgemaakt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de raming van het goed door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest noodzakelijk is om de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid aan te vragen; dat dit het op 1 oktober 2021 op 450.000,00 € heeft geraamd;

Overwegende dat moet worden verduidelijkt dat de creatie van sociale of middelgrote woningen een zaak van openbaar nut is;

Overwegende dat de authentieke akte moet worden opgesteld binnen een termijn van vier maanden na de vervreemding;

Overwegende dat het aankoopbedrag (475.000,00 €) met 5.000,00 € moet worden vermeerderd, zijnde de geraamde kosten die nodig zijn voor deze aankoop.

BESLIST:

Het goed gelegen Canadastraat 55-57 te Vorst aan te kopen ten algemene nutte, met het oog op de renovatie teneinde er 4 woningen voor middeninkomens tot stand te brengen;

Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag van 475.000,00 €, vermeerderd met de aankoopkosten die worden geraamd op 5.000,00 €, zijnde een totaal van 480.000,00 €, in te schrijven op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;

95% van deze uitgave (432.250,00 €) te financieren door een subsidie en het saldo van 5% (47.750,00 €) door een lening;

Een subsidieaanvraagdossier in te dienen via de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid - pijler 1 voor de financiering van de uitgave ten belope:

1) van 95% van het bedrag van de raming uitgevoerd door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijnde 427.500,00 € (= 450.000,00 € X 95%), door een subsidie, en het saldo van 5%, zijnde 47.500,00 € (= 450.000,00 € X 5%), door een lening;

2) van 95% van de kosten in verband met deze aankoop, zijnde 4.750,00 €, door een subsidie, en het saldo van 5%, zijnde 250,00 €, door een lening;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of diens afgevaardigde, machtiging te verlenen om de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;

Jean Martroye de Joly, Notaris te Vorst, Van Volxemlaan 14, aan te stellen opdat hij de gemeente bijstaat bij de opstelling en ondertekening van de authentieke akte die voor deze aankoop nodig is.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

60 **Logement - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes de l'AISF et du Rapport du Réviseur d'entreprises au 31-12-2019 – Liquidation de la 3ème tranche 2019.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 octobre 2015, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2016 ;

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 21 février 2019 autorisant la liquidation d'une partie du Subside communal 2019 à l'AISF prévu par la convention du 29 octobre 2015, en deux mensualités de 5.727,14 € (cinq mille sept cent vingt-sept euros et quatorze cents) ;

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 22 août 2019 autorisant, d'une part, la liquidation du solde de la première tranche 2019 du Subside communal 2019 à l'AISF, soit 29.781,18 € et d'autre part, la liquidation de la deuxième tranche du Subside communal 2019 à l'AISF prévu par la même convention, soit 20.617,73 € ;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement d'une troisième tranche (6.872,58 €) sur base des pièces justificatives précisées à l'article 3 ;

Considérant que l'AISF a communiqué lesdites pièces justificatives par courriel en date du 5 novembre 2020 ;

Vu le Rapport du Réviseur d'entreprise Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-2019 ;

Considérant que dans son Rapport, le Réviseur d'entreprise Groupe Audit Belgium, a précisé que la provision pour investissement futurs de 53.400 EUR n'est pas conforme au droit comptable belge et doit être reprise en augmentation du résultat et ainsi des fonds propres ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 4 février 2020, autorisant l'AISF ASBL à titre exceptionnel de mettre en réserve une provision pour investissement ;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2019/39 du service ordinaire du budget 2021 soit 6.496,81 € n'est pas suffisant pour payer la totalité de la troisième tranche de la subvention 2019 à l'AISF;

DECIDE:

De prendre acte du Rapport financier de l'AISF et du Rapport du réviseur d'entreprises Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-2019 annexés à la présente décision et d'autoriser à titre exceptionnel la mise en réserve pour investissement à concurrence de 53.400 € ;

D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2019 à l'AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 21 octobre 2015 ;

D'inscrire la dépense de 6.496,81 € (six-mille quatre cent nonante-six euros et quatre-vingt-et-un cents) à l'article 922/332-02/2019/39 du service ordinaire du budget 2021 ;

D'inscrire la dépense de 375,77 € (trois cent septante-cinq euros et septante-sept cents) à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Huisvesting - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor op 31-12-2019 – Uitbetaling van de 3de schijf 2019.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 20 oktober 2015 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het SVKV voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2016;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 21 februari 2019 om toestemming te geven voor de uitbetaling van de eerste schijf van de gemeentelijke subsidie 2019 aan het SVKV voorzien bij de overeenkomst van 29 oktober 2015, in twee maandelijks termijnen van 5.727,14 € (vijfduizend zeventien euro en veertien cent);

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 22 augustus 2019 om toestemming te geven voor de uitbetaling van het saldo van de eerste schijf 2019, namelijk 29.781,18 € en van de tweede schijf van de gemeentelijke subsidie 2019 aan het SVKV voorzien bij de bovenvermelde overeenkomst, namelijk 20.617,73 €;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst voorziet in de betaling van een derde schijf (6.872,58 €) op basis van de bewijsstukken vermeld in artikel 3;

Overwegende dat het SVKV de voormelde bewijsstukken heeft overgemaakt via e-mails van 5 november 2020;

Gelet op de verslag van de Bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2019;

Overwegende dat de Bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium in zijn verslag verduidelijkt dat de voorziening voor toekomstige investeringen van 53.400 € niet in overeenstemming is met de Belgische boekhoudwetgeving en moet worden opgenomen als een verhoging van resultaten en dus van het eigen vermogen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 4 februari 2020 om het SVKV toestemming te verlenen bij wijze van uitzondering een voorziening voor investeringen aan te leggen;

Overwegende dat het overgedragen krediet ingeschreven op het artikel 922/332-02/2019/39 van de gewone dienst van de begroting 2021 namelijk 6.496,81 € niet voldoende is om totaliteit van de derde schijf van de toelage 2019 aan het SVKV te betalen;

BESLIST:

Akte te nemen van het financiële verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2019, opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing, en toestemming te verlenen bij wijze van uitzondering een reserve voor investeringen van 53.400 € aan te leggen ;

Toestemming te geven voor de uitbetaling van de derde schijf van de gemeentelijke subsidie 2019 aan het SVKV voorzien bij de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 21 oktober 2015;

De uitgave van 6.496,81 € (zesduizend vierhonderd zesennegentig euro en eenentachtig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2019/39 van de gewone dienst van de begroting 2021;

De uitgave van 375,77 € (driehonderd vijfenzeventig euro en zevenenzeventig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

61 **Logement - Régie Foncière - Approbation des budgets 2022.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment les article 84 §1er, 117 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que la commission d'avis conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2022 de la Régie Communale Ordinaire ;

Vu le rapport de la Commission d'avis ;

DECIDE:

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2022 joints en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Huisvesting - Grondregie - Goedkeuring van de begrotingen 2022.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de begroting 2022 van het gewone gemeentebedrijf;

Gelet op het verslag van de adviescommissie;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Intervention de M. Van Vlasselaer.

Ce dossier a fait l'objet d'une intéressante présentation en commissions réunies du 16 décembre dernier. Je remercie l'administration pour la communication des annexes, et en particulier pour la note explicative et avis écrit de la commission visée à l'art.10 de l'arrêté du gouvernement bruxellois du 6 novembre 2021.

Je remercie également Mme l'Echevine, Mme la Secrétaire communal et l'agent communal, M. Marcel, pour les réponses reçues suite à mes questions communiquées lors de la commission.

En ce qui concerne la situation financière de la régie :

Le subside communal inscrit au budget 2022 est de 645.000€, supérieur de 11,2% à celui du budget 2021 (580.000€) ; par ailleurs, la régie constitue une dotation aux provisions pour 294.321€, qui vient d'ajouter à celle de 287.653€ Justification de ces provisions ?

Projet Neerstalle-logement : où sont actuellement logées les charges d'urbanisme que la commune rétrocéderait à la régie ? et pour quel montant ?

Perspective de résultat 2022 sur base annuelle :

Recettes loyers/an	+749.411
Récupération de charges	+162.694
Charges d'exploitation/an	-407.495
Personnel/an	-614.726
Résultat avant charges de dette	-110.037
Charges financières intérêts	- 58.836
Remboursements	-294.321
Déficit/ dotation communale	-463.194

(soit un montant inférieur à la dotation de 645.000€ !)

Compte tenu de ce déficit et de la croissance prévisible de celui-ci en raison notamment des investissements prévus pour les années à venir, ce résultat est-il supportable pour les finances communales ? (en particulier, lorsque les bourgmestres et le ministre de tutelle relaient dans la presse et à la TV une situation financière catastrophique des finances communales) ou , compte tenu de la nouvelle gestion commerciale, des mesures sont-elles envisagées pour le réduire ? En ce qui concerne certains investissements, il apparaît que le taux de subsidiation de ceux-ci est pour le moins incertain...ce qui rend la prévision de résultat d'autant plus incertain ! Enfin, l'évolution du montant de la dette de la régie montre une hausse à plus de 11 millions €, croissance qui fragilise encore plus la situation financière de la commune et renforce la critique répétée de ce surendettement

Conclusion : Compte tenu des critiques qui précèdent, le Groupe DÉFI vote contre le budget 2022 de la régie foncière.

Tussenkomst van de heer Van Vlasselaer

In de verenigde commissie van 16 december jl. is dit dossier op interessante wijze gepresenteerd. Ik dank de administratie voor het verstrekken van de bijlagen, in het bijzonder voor de toelichtingsnota en het schriftelijk advies van de commissie, bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Brusselse regering van 6 november 2021.

Ik dank ook de schepen, de gemeentesecretaris en het verantwoordelijke personeelslid de heer Marcel voor de antwoorden op mijn vragen tijdens de commissie.

I.v.m. de financiële situatie van de regie:

De gemeentelijke subsidie ingeschreven op de begroting 2022 bedraagt 645.000 euro, 11,2% meer dan in de begroting 2021 (580.000 euro); bovendien doet de regie een dotatie aan voorzieningen voor 294.321 euro, bovenop de 287.653 euro. Verklaring daarvoor?

Project Neerstalle woningen: waar zitten de stedenbouwkundige lasten die de gemeente aan de regie zou terugbetalen? en voor welk bedrag?

Vooruitzicht van het resultaat 2022 op jaarbasis:

Ontvangsten uit huur/jaar	+749.411
Terugvordering van lasten	+162.694
Exploitatiekosten/jaar	-407.495
<u>Personeel/jaar</u>	<u>-614.726</u>
Resultaat vóór lasten uit schulden	-110.037
Financiële lasten intresten	-58.836
<u>Terugbetalingen</u>	<u>-294.321</u>
Tekort/gemeentedotatie	-463.194

(bedrag € 645.000 lager dan de dotatie!)

Is dit resultaat, gelet op dit tekort en de te verwachten groei ervan als gevolg van de geplande investeringen, houdbaar voor de gemeentefinanciën? (met name wanneer de burgemeesters en de met het toezicht belaste minister in de pers en op tv wijzen op de catastrofale gemeentefinanciën) of worden er, rekening houdend met het nieuwe commerciële beheer, maatregelen overwogen om dit te verminderen?

Wat bepaalde investeringen betreft, blijkt dat het subsidiëringspercentage op zijn zachtst gezegd onzeker is ... wat de prognose van het resultaat des te onzekerder maakt!

Ten slotte vertoont de evolutie van het bedrag van de schuld van de regie een stijging tot meer dan 11 miljoen euro, wat de financiële situatie van de gemeente nog verder verzwakt en de herhaalde kritiek over de te grote schuldenlast nog versterkt.

Besluit: Gelet op deze kritiek stemt de DÉFI-fractie tegen de begroting 2022 van de Grondregie.

10 annexes / 10 bijlagen

Propreté publique - Openbare netheid

62 Propreté Publique - Marché public - Achat d'une rampe lumineuse - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'une nouvelle rampe lumineuse pour le véhicule de la cellule répression afin de remplacer celle qui ne fonctionne plus ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'une rampe lumineuse" estimé à 8.264,46 € hors TVA soit 10.000 €, 21% de TVA comprise et inscrit à l'article 87540/744-51/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé par emprunt (MB 4) ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'une rampe lumineuse" estimé à 8.264,46 € hors TVA soit 10.000 €, 21% de TVA comprise et inscrit à l'article 87540/744-51/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé par emprunt (MB 4).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Openbare Netheid - Overheidsopdracht - Aankoop van een lichtbalk - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nieuwe lichtbalk aan te schaffen voor het voertuig van de cel Repressie ter vervanging van de defecte lichtbalk;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een lichtbalk" geraamd op 8.264,46 € excl. btw of 10.000 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 87540/744-51/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd door een lening (BW 4);

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een lichtbalk" geraamd op 8.264,46 € excl. btw of 10.000 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 87540/744-51/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd door een lening (BW 4).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Ecoles - Scholen

63 **Affaires communautaires - Enseignement néerlandophone - Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales néerlandophones de Forest - Adoption.**

DE GEMEENTERAAD,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 117 et 119 ;

Considérant la loi du 18 décembre 2002 qui étend le champ d'application de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail aux administrations locales ;

Vu le Règlement de travail de l'administration communale de Forest, adopté en séance du 3 mars

2009, et ses modifications;

Vu le Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales forestoises, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ;

Considérant que ce Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales de Forest doit être adapté à la réalité des écoles communales néerlandophones et au cadre légal qui s'applique à l'enseignement néerlandophone et à l'accueil extrascolaire ;

Vu le protocole d'accord intervenu N° 457 entre les autorités et les organisations syndicales en date du 9 novembre 2021;

DECIDE:

D'adopter le Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales néerlandophones de Forest en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeenschapszaken - Nederlandstalig onderwijs - Reglement voor- en naschoolse opvang op de Nederlandstalige gemeentescholen van Vorst - Goedkeuring.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117 en 119;

Gelet op de wet van 18 december 2002 die het toepassingsgebied van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen uitbreidt naar de plaatselijke besturen;

Gelet op het gemeentelijk Arbeidsreglement voor Vorst, aangenomen tijdens de zitting van 3 maart 2009, en wijzigingen;

Gelet op het gemeentelijk Reglement met betrekking tot de voor- en naschoolse opvang in de gemeentescholen van Vorst dat in voege is getreden op 1 januari 2016;

Overwegende dat dit Reglement met betrekking tot de voor- en naschoolse opvang in de gemeentescholen van Vorst dient te worden aangepast aan de realiteit van de Nederlandstalige gemeentescholen en het wettelijk kader dat van toepassing is voor het Nederlandstalig onderwijs en de voor- en naschoolse opvang;

Gelet op het protocolakkoord nr. 457, gesloten op 9 november 2021 tussen de overheid en de vakbondsorganisaties.

BESLIST:

Het bijgesloten Reglement voor- en naschoolse opvang op de Nederlandstalige gemeentescholen van Vorst te aanvaarden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

64 **Affaires communautaires – Enseignement néerlandophone – Personnel enseignant subventionné de GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Déclaration des places vacantes supplémentaires pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2022.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, section 3 – art 33, concernant la position légale de certains employés de l'enseignement subventionné et des centres d'accompagnement d'élèves subventionnés ;

Vu la décision du Conseil du 23 novembre 2021 concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2022 ;

Considérant les heures de cours disponibles dans les écoles et la composition du personnel subventionné en date du 15 octobre 2021 dans les écoles communales GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel ;

Vu la circulaire "Personeelsformatie Scholen in het Gewoon Basisonderwijs (BaO/2005/09)" du 26 juin 2005, modifiée le 29 octobre 2021, qui donne exécution au CAO XII sous réserve de l'approbation définitive par le parlement Flamand ;

Considérant que les heures destinées à l'orientation initiale ont été augmentées et que des heures destinées à "samen school maken" ont été introduites ;

Vu la note de service d'AGODI du 20 octobre 2021 concernant l'augmentation des heures destinées à l'orientation initiale pour l'année scolaire 2021-2022; .

Vu la note de service d'AGODI du 20 octobre 2021 concernant l'attribution d'heures supplémentaires destinées à "samen school maken" ;

Considérant qu' en date du 1 janvier 2022 une heure supplémentaire d'orientation initiale dans GBS De Puzzel et une heure supplémentaire d'orientation initiale dans GBS De Wereldbrug seront vacantes et qu'il serait dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures ;

Considérant qu' en date du 1 janvier 2022 une heure supplémentaire destinée à "samen school maken" dans GBS De Puzzel et une heure supplémentaire destinée à "samen school maken" dans GBS De Wereldbrug seront vacantes et qu'il est dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures;

Considérant qu' une nomination permanente pour les heures supplémentaires destinées à "samen school maken" n'est possible que dans les fonctions d'enseignant maternel, d'enseignant primaire, de professeur d'éducation physique ou de professeur de religion ou de morale et que ces heures ne peuvent qu'être attribuées au délégués syndicaux au sein de l'école à laquelle ont été attribuées des heures supplémentaires destinées à "samen school maken";

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel à une nouvelle communauté d'écoles portant le nom Spectrum ;

Vu la notification du 11 mai 2020 auprès de l'Agence des services de l'enseignement de la Communauté flamande, sur la poursuite de la Scholengemeenschap Spectrum pour la période 2020-

2026 ;

Vu la décision du Conseil du 21 septembre 2021 approuvant la Convention de collaboration pour la période 2020-2026 ;

Considérant la procédure proposée et approuvée par les 7 écoles au sein de Spectrum concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente, au sein de la communauté d'écoles ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre acte de la déclaration de places vacantes supplémentaires, à partir du 1^{er} janvier 2022, pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à charge de la Communauté flamande :

GBS De Wereldbrug:

Enseignant.e primaire	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);
Enseignant.e primaire/enseignant.e maternel.le/ professeur d'éducation physique/de professeur de religion ou de morale	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);

(HC = heures de cours, HM = heures sur une montre, TP = temps plein)

GBS De Puzzel :

Enseignant.e primaire	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);
Enseignant.e primaire/enseignant.e maternel.le/ professeur d'éducation physique/de professeur de religion ou de morale	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);

(HC = heures de cours, HM = heures sur une montre, TP = temps plein)

Article 2:

De prendre acte que le directeur-coordonateur de Spectrum et tous les directions de la communauté d'écoles informeront avant le 15 novembre 2021 l'ensemble du personnel des différentes écoles de ces dispositions ;

De prendre acte que le personnel subventionné de la communauté d'écoles Spectrum, qui souhaiterait postuler pour une place vacante avec nomination permanente, doit adresser sa candidature par triple mail au directeur, au pouvoir organisateur de l'enseignement et au directeur-coordonateur de la Scholengemeenschap Spectrum et ce uniquement par le formulaire établi par Spectrum **au plus tard le 15 décembre 2021** ;

Les candidatures incomplètes, tardives (après le 15 décembre 2021) ou non conformes aux prescriptions établies par Spectrum, ne seront pas prises en considération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Gemeenschapszaken – Nederlandstalig onderwijs – Gesubsidieerd onderwijzend personeel van GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Bijkomende vacantverklaringen voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2022.

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 27 maart 1991, afd.3 – art. 33, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 november 2021 betreffende de vacantverklaringen voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2022;

Overwegende de beschikbare lestijden in de scholen en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel op 15 oktober 2021 in de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel;

Gelet op de omzendbrief Personeelsformatie Scholen in het Gewoon Basisonderwijs (BaO/2005/09) van 26 juni 2005, zoals gewijzigd op 29 oktober 2021, die – onder voorbehoud van de definitieve goedkeuring door het Vlaams parlement – uitvoering geeft aan CAO XII;

Overwegende dat de lestijden voor aanvangsbegeleiding worden verhoogd en dat er aanvullende lestijden voor "samen school maken" worden geïntroduceerd;

Gelet op de dienstbrief van AGODI van 20 oktober 2021 met betrekking tot de verhoging van de lestijden aanvangsbegeleiding voor het schooljaar 2021-2022;

Gelet op de dienstbrief van AGODI van 20 oktober 2021 met betrekking tot de toekenning van aanvullende lestijden voor "samen school maken";

Overwegende dat op 1 januari 2022 één bijkomende lestijd aanvangsbegeleiding in GBS De Puzzel en één bijkomende lestijd aanvangsbegeleiding in GBS De Wereldbrug vacant zijn, en er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Overwegende dat op 1 januari 2022 één lestijd "samen school maken" in GBS De Puzzel en één lestijd "samen school maken" in GBS De Wereldbrug vacant zijn, en er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Overwegende dat vaste benoeming in de lestijden "samen school maken" alleen mogelijk is in de ambten van kleuteronderwijzer, onderwijzer, leermeester lichamelijke opvoeding en leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer en enkel kunnen worden toegewezen aan vakbondsafgevaardigden in de school waaraan lestijden "samen school maken" werden toegekend;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel deel te laten uitmaken van een nieuwe scholengemeenschap met de naam Spectrum;

Gelet op de melding van de bestendinging van scholengemeenschap Spectrum voor de periode 2020-2026 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten van de Vlaamse Gemeenschap op 11 mei 2020;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 september 2021 om de samenwerkingsovereenkomst voor de periode 2020-2026 goed te keuren;

Overwegende de voorgestelde en goedgekeurde procedure van de 7 betrokken scholen binnen scholengemeenschap Spectrum met betrekking tot de vacantverklaringen voor vaste benoemingen binnen de scholengemeenschap;

BESLIST:

Artikel 1:

Akte te nemen van de bijkomende vacantverklaring, met ingang van 1 januari 2022, voor een vaste benoeming in een wervingsambt, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap:

GBS De Wereldbrug:

Onderwijzer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);
Kleuteronderwijzer/onderwijzer/leermeester lichamelijke opvoeding/leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);

(LT = lestijden, KU = klokuren, VT = voltijds)

GBS De Puzzel:

Onderwijzer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);
Kleuteronderwijzer/onderwijzer/leermeester lichamelijke opvoeding/leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);

(LT = lestijden, KU = klokuren, VT = voltijds)

Artikel 2:

Akte te nemen dat deze vacante betrekkingen uiterlijk vóór 15 november 2021 door de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum en alle schooldirecties van de scholengemeenschap worden gecommuniceerd aan alle personeelsleden van de verschillende scholen;

Akte te nemen dat het gesubsidieerde personeel van de scholengemeenschap Spectrum dat in aanmerking wenst te komen voor een vaste benoeming in de vacante uren, zich **uiterlijk op 15 december 2021** dient te melden per drievoudige e-mail aan de directie, het schoolbestuur en de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum, via het daartoe door Spectrum opgestelde formulier;

Onvolledige of laattijdige (na 15 december 2021) kandidaatstellingen of niet conform de door Spectrum opgestelde voorschriften worden niet in aanmerking genomen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

65 **Bien-être animal - Marché public - Achat d'un lecteur de puce pour animaux - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité de faire l'acquisition d'un lecteur de puce pour animaux afin de retrouver les propriétaires (le cas échéant) des animaux perdus, errants ou morts sur les voiries communales ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'un lecteur de puce" estimé à 123,97 € hors TVA soit 150,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 875/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé sur fonds propres ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'un lecteur de puce" estimé à 123,97 € hors TVA soit 150,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 875/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé sur fonds propres.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Dierenwelzijn - Overheidsopdracht - Aankoop van een dierchiplezer - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om een chiplezer voor dieren aan te kopen voor het terugvinden van de eigenaars (in voorkomend geval) van verloren gelopen dieren, zwerfdieren of dode dieren op de gemeentelijke wegen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een chiplezer" geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 875/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd met eigen middelen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een chiplezer" geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 875/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd op eigen vermogen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Ecoles - Scholen

66 **Affaires communautaires - Enseignement néerlandophone - Règlement de travail pour l'enseignement primaire ordinaire - Règlement évaluation du personnel enseignant.**

LE CONSEIL,

Considérant l'approbation par le Conseil en date du 18 décembre 2018 d'approuver pour le personnel enseignant des écoles primaires communales le règlement de travail du personnel enseignant négocié et approuvé par le biais de la communauté scolaire Spectrum, avec les syndicats ;

Considérant l'approbation par le Conseil en date du 2 juillet 2019 de l'annexe au règlement du travail, plus précisément le règlement d'évaluation du personnel enseignant tel qu'approuvé par les syndicats lors de la consultation ABOC du 30 avril 2019 ;

Considérant que ce règlement d'évaluation prévoit à l'article 1, paragraphe 2, que le responsable du département est l'évaluateur d'un directeur d'une école communale néerlandophone et que, compte tenu du recrutement d'un responsable de service pour l'enseignement néerlandophone, il convient de le modifier;

DÉCIDE :

D'approuver le règlement d'évaluation modifié ci-joint, qui constitue une annexe au règlement d'emploi du personnel enseignant, avec le seul changement de chef de département à chef de service en tant qu'évaluateur du directeur d'une école communale néerlandophone (article 1 alinéa 2).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeenschapszaken - Nederlandstalig onderwijs - Arbeidsreglement voor het gewoon basisonderwijs - Evaluatiereglement onderwijzend personeel.

DE RAAD,

Overwegende de goedkeuring door de Gemeenteraad dd. 18 december 2018 om voor het onderwijzend personeel van de gemeentelijke basisscholen het via scholengemeenschap Spectrum met de vakorganisaties onderhandelde en goedgekeurde arbeidsreglement voor onderwijzend personeel goed te keuren;

Overwegende de goedkeuring door de Gemeenteraad dd. 2 juli 2019 om de bijlage van het arbeidsreglement goed te keuren, meer bepaald het evaluatiereglement voor het onderwijzend personeel zoals goedgekeurd door de vakorganisaties tijdens het ABOC-overleg van 30 april 2019;

Overwegende dat het evaluatiereglement in artikel 1 paragraaf 2 voorziet dat de gemeentelijke departementsverantwoordelijke de evaluator is van de directeur van een gemeentelijke Nederlandstalige school en dat dit gezien de aanwerving van een dienstverantwoordelijke Nederlandstalig onderwijs moet worden aangepast;

BESLIST:

Het bijgesloten aangepaste evaluatiereglement, een bijlage van het arbeidsreglement voor het onderwijzend personeel, goed te keuren met als enige wijziging departementsverantwoordelijke in dienstverantwoordelijke als evaluator van de directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke school (artikel 1 paragraaf 2).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

67 **Prévention – Coordination générale – Financement 2021 de l'Asbl BeFUS, Belgian Forum for Urban Security – Convention – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le mémorandum 2020 de soutien des autorités locales et de l'approche locale intégrée de prévention, sécurité et cohésion sociale, relatif à l'accord sur le financement du BeFUS asbl ;

Attendu que la quote-part de la Commune de Forest pour le financement du FBPSU s'élève à 4.286,74 € pour l'année 2021, l'équivalent de 0,25% des subsides alloué par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant total de 1.714.696,00 € soit : 1.474.184,00 € pour le BPS et 240.512,00 € pour Perspectives.Brussels ;

Vu la nécessité d'établir une convention entre BeFUS et la Commune de Forest afin de bénéficier de la dotation annuelle de 0,25% de son Plan Local de Prévention et de Proximité et de son subside de Perspective Brussels au BeFUS asbl ;

Considérant la convention en annexe qui expose :

- L'historique de BeFUS et de son subventionnement/financement ;
- Les engagements de la Commune de Forest et de BeFUS asbl ;
- La durée et la reconduction de cette convention ;

DECIDE:

D'approuver la convention d'accord de financement entre la Commune de Forest et l'Asbl BeFUS pour la dotation annuelle de 0,25% de son Plan Local de Prévention et de Proximité et de son subside de Perspective Brussels à l'Asbl BeFUS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Preventie – Algemene coördinatie – Financiering 2021 van de vzw BeFUS, Belgian Forum for Urban Security – Overeenkomst – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het memorandum 2020 met het oog op de ondersteuning van de lokale overheden en de geïntegreerde lokale aanpak van preventie, veiligheid en sociale cohesie, betreffende het akkoord over de financiering van de vzw BeFUS;

Overwegende dat het aandeel van de Gemeente Vorst voor de financiering van het BFPVS 4.286,74 € bedraagt voor het jaar 2021, het equivalent van 0,25% subsidies toegekend door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor een totaalbedrag van 1.714.696,00 €, zijnde: 1.474.184,00 € voor BPV en 240.512,00 € voor Perspective.Brussels;

Gelet op de noodzaak om een overeenkomst op te stellen tussen BeFUS en de Gemeente Vorst, om aanspraak te maken op de jaarlijkse dotatie van 0,25% van het lokaal buurt- en preventieplan en de subsidie van Perspective.Brussels aan de vzw BeFUS;

Overwegende de overeenkomst in bijlage, betreffende;

- de historiek van BeFUS en de subsidiëring/financiering;
- de verbintenissen van de gemeente Vorst en de vzw BeFUS;
- de duur en de verlenging van deze overeenkomst;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst betreffende de goedkeuring van de financiering tussen de Gemeente Vorst en de vzw BeFUS, voor de jaarlijkse dotatie van 0,25% van het lokaal buurt- en preventieplan en de subsidie van Perspective.Brussels aan de vzw BeFUS.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

68 **Marchés publics - 2018-T-042 - Aménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie (plan triennal 2016-2018: Projet n° 4) - Approbation de l'avenant 14 - Information. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +	€ 355.988,20
Q en -	- € 298.045,60
Travaux supplémentaires	+ € 8.125,00

Total HTVA	= € 66.067,60
TVA	+ € 13.874,20
TOTAL	= € 79.941,80

Considérant la motivation de cet avenant :

Adaptation des quantités présumées en fonction de l'évolution du chantier et de la modification de la situation existante.

Adaptation des plantations pour limiter les dépassements budgétaires. ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 9,83% (9,83% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 1.967.322,09 € hors TVA ou 2.380.459,75€, 21 % TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 décembre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 14 du marché « 2018-T-042 - Aménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie (plan triennal 2016-2018: Projet n° 4) » pour un montant total en plus de 66.067,60 € hors TVA ou 79.941,80 €, 21% TVA comprise soit **84.000,00 €, TVA et révision des prix comprises** et inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 5-6) et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 décembre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 14 du marché « 2018-T-042 - Aménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie (plan triennal 2016-2018: Projet n° 4) » pour un montant total en plus de 66.067,60 € hors TVA ou 79.941,80 €, 21% TVA comprise soit **84.000,00 €, TVA et révision des prix comprises** et inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 5-6) et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2018-T-042 - Aanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij (driejarig plan 2016-2018: Project nr 4) - Goedkeuring aanhangsel 14 - Kennisgeving. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 ("de minimis"-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < EU-drempels));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer	355.988,20 €
H minder	- 298.045,60 €
Aanvullende werken	+ 8.125,00 €
Totaal excl. btw	= 66.067,60 €
Btw	+ 13.874,20 €
TOTAAL	= 79.941,80 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Aanpassing van de vermoedelijke hoeveelheden in functie van de evolutie van het werk en de wijziging van de bestaande situatie.

Aanpassing van de beplantingen om de budgetoverschrijdingen te beperken.

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 9,83% overschrijdt (9,83% voor de wijzigingen met de minimalisering), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 1.967.322,09 € excl. btw of 2.380.459,75€, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 december 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 14 van de opdracht "2018-T-042 - Aanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij (driejarig plan 2016-2018: Project nr 4)" voor een bijkomend totaalbedrag van 66.067,60 € excl. btw of 79.941,80 €, 21% btw inbegrepen, hetzij **84.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen** en ingeschreven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 5-6) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 december 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 14 van de opdracht "2018-T-042 - Aanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij (driejarig plan 2016-2018: Project nr 4)" voor een bijkomend totaalbedrag van 66.067,60 € excl. btw of 79.941,80 €, 21% btw inbegrepen, hetzij **84.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen** en ingeschreven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 5-6) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

69 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2022 - Douzièmes provisoires. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1^{er} janvier 2022, le budget communal pour l'exercice 2022 ne sera pas voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

D'autoriser la disposition de quatre douzièmes provisoires pour les mois de janvier à avril 2022 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2022 - Voorlopige twaalfden. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2022 tegen 1 januari 2022 niet zal worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST:

Vier voorlopige twaalfden voor de maanden januari tot en met eind april 2022 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

70 Secrétariat - Mobilité - Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat d'un vélo à

assistance électrique, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique. (à la demande de Messieurs Loewenstein, Pierre-De Permentier et Hacken, conseillers communaux)- report du 19/10/2021- report du 23/11/2021

LE CONSEIL,

Vu la Déclaration de politique générale communale 2018-2024 qui prévoit notamment de développer la mobilité durable et d'encourager les modes actifs de déplacement;

Vu le plan Good Move approuvé par le Gouvernement Bruxellois qui veut promouvoir l'utilisation des modes actifs et dont un des objectifs est d'augmenter la part des déplacements à vélos;

Vu le Plan Vélo 2010-2015 de la Région de Bruxelles-Capitale qui stipule qu'il faut intensifier l'usage du vélo pour promouvoir durablement l'emploi à Bruxelles et pour participer à la diminution du coût des soins de santé;

Vu le PRDD qui veut faire des modes actifs le moyen de déplacement privilégié pour les distances de moins de 5 km à l'horizon 2030;

Vu le potentiel que constitue l'assistance électrique pour la population forestoise dans ses déplacements à vélo;

Considérant le succès rencontré par ce dispositif depuis plusieurs années;

Considérant le développement des Itinéraires Cyclables Régionaux et des Itinéraires Cyclables Communaux;

Considérant que la prime s'élève à un montant forfaitaire de 250 € par vélo à assistance électrique, kit d'adaptation électrique pour vélo, vélo-cargo ou vélo-cargo à assistance électrique;

Considérant que cette prime sera octroyée à partir de l'année 2022 (sous réserve d'approbation du budget 2022) ;

DECIDE :

d'approuver le règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf;

de financer la dépense par un article budgétaire à créer dans le cadre de l'élaboration du budget 2022.

Le point est rejeté.

33 votants : 11 votes positifs, 21 votes négatifs, 1 abstention.

Non : Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Marc-Jean Ghysseles, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Séverine De Laveleye, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Mustapha Al Masude, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils.

Abstention : Francis Dagrín.

Secretariaat - Mobiliteit - Reglement met betrekking tot de toekenning van een gemeentelijke premie bij de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets. (op vraag van de heer Loewenstein, Pierre-De Permentier en Hacken, gemeenteraadsleden)- uitstel van 19/10/2021- uitstel van 23/11/2021

DE RAAD,

Gelet op de Gemeenschappelijke Algemene Beleidsverklaring 2018-2024 die met name voorziet in de ontwikkeling van duurzame mobiliteit en de aanmoediging van actieve verplaatsingswijzen;

Gelet op het door de Brusselse regering goedgekeurde Good Move-plan, dat het gebruik van actieve verplaatsingswijzen wil bevorderen en waarvan een van de doelstellingen is het aandeel verplaatsingen met de fiets te verhogen;

Gelet op het Fietsplan 2010-2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin wordt bepaald dat het gebruik van de fiets moet worden versterkt om de werkgelegenheid in Brussel op lange termijn te bevorderen en bij te dragen aan het terugdringen van de kosten voor de gezondheidszorg;

Gelet op het GPDO dat ervoor wil zorgen dat tegen 2030 voor afstanden van minder dan 5 km de voorkeur wordt gegeven aan actieve verplaatsingswijzen;

Gelet op het potentieel van elektrische ondersteuning voor de Vorstse bevolking bij haar verplaatsingen met de fiets;

Overwegende het succes van dit systeem sinds enkele jaren;

Overwegende de ontwikkeling van Gewestelijke Fietsroutes en Gemeentelijke Fietsroutes;

Overwegende dat de premie een forfaitair bedrag van 250 € per elektrische fiets, elektrische aanpassingskit voor fietsen, bakfiets of elektrische bakfiets bedraagt;

Overwegende dat deze premie zal worden toegekend vanaf 2022 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting voor 2022);

BESLIST:

goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de toekenning van een premie bij de aankoop van een nieuwe elektrische fiets, een nieuwe elektrische aanpassingskit voor fietsen, een nieuwe bakfiets of een nieuwe elektrische bakfiets;

de uitgave te financieren door een begrotingsartikel dat moet worden gecreëerd in het kader van de voorbereiding van de begroting voor 2022.

Het punt wordt verworpen.

33 stemmers : 11 positieve stemmen, 21 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Nee : Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Marc-Jean Ghysels, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Séverine De Laveleye, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Mustapha Al Masude, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils.

Onthouding : Francis Dagrín.

Présentation du point par M. Loewenstein.

Ce n'est pas commun qu'un conseiller communal dépose une délibération, mais voilà, cela arrive. Et nous avons veillé à bien prémâcher le travail de l'administration en présentant une délibération, un règlement et même un formulaire de demande de prime. Et, pour être totalement transparent, il a été très largement inspiré du règlement uclois qui a fait ses

preuves.

Ce point a été reporté à 2 reprises à la demande du Collège qui voulait prendre le temps, avec l'administration, de l'analyser. Vous avez eu 2 mois pour le faire. Je pense maintenant qu'il est temps d'avancer, quelle que soit l'issue.

La Région et la commune font la part belle au vélo et à la mobilité douce et encouragent son usage. L'un des objectifs du plan régional de mobilité Good Move est de quadrupler l'utilisation du vélo d'ici 2030.

La Région a renforcé la prime Bruxell'air et, en parallèle, certaines communes proposent des primes à l'achat de vélos à assistance électrique.

Et bien contribuons à Forest, via cette prime, à atteindre cet objectif.

Incitons les Forestois qui le peuvent à opter pour un vélo plutôt que pour une voiture lors de leurs déplacements.

Forest est très vallonnée et sans doute que certains hésitent à franchir le pas, d'autant plus qu'un bon vélo à assistance électrique coûte cher.

Cette prime pourrait leur donner un coup de pouce et se révèle être un élément important dans la décision d'achat d'un vélo électrique.

La pratique du vélo a des vertus en termes de santé, de mobilité et d'environnement. Il est aussi moins coûteux que la voiture. L'assistance électrique permet, tout en pédalant, de ne pas arriver en nage au boulot, c'est une solution pratique pour ceux qui ne disposent pas de douche sur leur lieu de travail ou qui ne se sentent pas capables de parcourir certaines distances à la seule force des jambes.

Certaines communes bruxelloises prévoient une telle prime. A titre d'exemples,

- à Schaerbeek, elle s'élève à 25% du prix d'achat avec plafond de 250€ pour un vélo électrique ordinaire et 400€ pour un vélo cargo électrique ;
- à Jette et Ganshoren, elle s'élève à 15% du prix d'achat avec un plafond à 150€ pour un vélo électrique et 300€ pour un vélo-cargo.
- à Uccle, la prime est forfaitaire et s'élève à 250€.

Pourquoi pas Forest ?

Pour rendre les choses claires et faciliter le travail de la commune, je propose de nous calquer sur le modèle ucclois et invite le Collège à prévoir au budget 2022 un montant de 25.000€. Cela permettra d'octroyer 100 primes la première année. Ensuite, il utile d'évaluer le dispositif et, éventuellement, l'adapter. Et comme vous venez de refuser la diminution des additionnels à l'IPP et éviter une dépense de 875.000€, comme vous venez de diviser par 3 la prime pour les jeunes propriétaires, il y a de la marge pour accepter la mise en place d'une telle prime !

Ce projet de règlement qui vous est soumis prévoit donc l'instauration d'une prime de 250€ à l'achat d'un vélo à assistance électrique, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique.

Le dispositif proposé est assez clair et il a été adapté suite aux échanges avec mes collègues du cdH et du MR, sollicités d'ailleurs comme les autres chefs de groupe du conseil. L'adaptation porte sur la possibilité pour les demandeurs, si le budget annuel est épuisé, de pouvoir bénéficier de la prime lors de l'exercice budgétaire suivant.

Pour le reste, comme déjà précisé, ce règlement est la traduction forestoise du règlement voté à Uccle en février dernier à l'unanimité moins une abstention d'un conseiller indépendant, règlement déposé à l'initiative de l'échevin ucclois de la mobilité qui n'est autre que Thibaut

Wyngaard, Ecolo.

Dans la mesure où ce règlement a été voté par les conseillers communaux écolos, PS, MR, cdH et DÉFI à Uccle, je ne doute pas que ça inspirera vos votes ici à Forest. En tous les cas, je l'espère.

Pour conclure, je remercie mes collègues Laurent Hacken et Cédric Pierre pour leur cosignature. Il est toujours loisible aux autres groupes de s'y joindre formellement.

Je vous remercie donc d'avance pour votre soutien pour cette initiative qui ne pourra être que positive pour les Forestoises et les Forestois.

Intervention de Mme. Plovie.

Il est vrai que nous vivons dans une commune avec de nombreuses collines. Mais je pense qu'il faut privilégier ce qui est le plus inclusif et le plus collectif. J'entends bien qu'il n'est pas facile pour certaines personnes d'acquérir un vélo électrique qui est assez cher. Mais je pense qu'il faut investir nos deniers à quelque chose qui va concerner un plus grand nombre ou à d'autres modes de déplacement car certaines personnes ne peuvent faire du vélo. On estime que cette prime ne va pas rencontrer les objectifs attendus avec les moyens que nous avons.

Réplique de M. Loewenstein.

Je regrette que la majorité refuse un tel dispositif à Forest. Cette prime existe et est pérennisée dans d'autres communes, c'est sans doute que cela fonctionne. Suivons leurs exemples.

Je ne suis pas en train de chercher à faire un coup politique. L'objectif est de permettre à des Forestoises et des Forestois de franchir le pas et de les inciter à acheter un vélo électrique pour leur déplacement.

Il s'agit là d'un investissement pour une mobilité plus verte, pour l'amélioration de la santé des bénéficiaires, mais aussi pour l'amélioration de la qualité de l'air, objectifs qui je pense vous sont chers.

5 annexes / 5 bijlagen

71 **Interpellation concernant le futur aménagement de l'avenue du Parc (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Fin octobre, les habitants de l'avenue du Parc -avenue partagée entre les communes de Saint-Gilles et Forest- ont reçu la visite d'enquêteurs indépendants travaillant pour un bureau d'étude mandaté par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des Contrats de rénovation urbaine. Ces enquêteurs avaient pour mission de recueillir l'avis des riverains sur un projet de réaménagement de l'avenue. Trois options ont été présentées afin de « tester des scénarios pour son futur aménagement » :

- Une réaménagement léger de l'avenue ;
- Rendre l'avenue à sens unique ;
- Transformer l'avenue en piétonnier.

Comme vous le savez, l'avenue du Parc est une artère très importante pour la circulation dans la commune notamment vers la Deuxième avenue britannique. Le stationnement est actuellement problématique à cet endroit, même en journée, ce qui entraîne des soucis notamment pour les personnes qui désirent se rendre chez le médecin ou autre. Cette avenue est très large et pourrait sans

soucis accueillir une espace agréable et sécurisé pour piétons, vélos, transports en commun et voitures.

J'ai moi-même assisté à la Participation citoyenne organisée sur le sujet par la Région à la piscine saint-gilloise Victor Boin le 1^{er} décembre.

Au vu de ce qui précède, pouvez-vous m'éclairer sur les points suivants :

Etes-vous au courant de cette enquête menée auprès de citoyens -entre-autres- forestois ? Avez-vous des contacts avec la Région ainsi que la commune de Saint-Gilles sur cette question ? Quel est l'avis de la commune sur ces projets de réaménagement qui auront vraisemblablement un impact important sur la vie de la commune? Privilégiez-vous l'un des scénarios avancés? Comment entrevoyez-vous ce projet dans le cadre du futur Plan de Mobilité de la commune ?

Par ailleurs, est-ce qu'une consultation citoyenne est prévue par la commune ? Les Forestois ne peuvent en effet se satisfaire de quelques tracts distribués par la Région sur une question aussi importante.

Interpellatie over de toekomstige inrichting van de Parklaan (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Eind oktober kregen de bewoners van de Parklaan - een laan die wordt gedeeld door de gemeenten Sint-Gillis en Vorst - bezoek van onafhankelijke onderzoekers die werken voor een studie bureau dat door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd aangesteld in het kader van de stadsvernieuwingscontracten. Hun taak was te peilen naar de mening van de omwonenden over een project rond de heraanleg van de laan. Er werden drie opties voorgesteld om "scenario's voor de toekomstige inrichting ervan te testen":

- een lichte herinrichting van de laan;
- van de laan een eenrichtingsweg maken;
- de laan autovrij maken.

Zoals u weet, is Parklaan een zeer belangrijke verkeersader voor het verkeer in de gemeente, vooral in de richting van de Britse Tweedelegerlaan. Parkeren is er momenteel een probleem, ook overdag, wat problemen oplevert voor mensen die naar de dokter of naar andere plaatsen willen gaan. De laan is zeer breed en zou gemakkelijk een aangename en veilige ruimte voor voetgangers, fietsers, openbaar vervoer en auto's kunnen zijn.

Ik heb zelf deelgenomen aan de door het Gewest georganiseerde burgerparticipatie over dit onderwerp in het zwembad Victor Boin in Sint-Gillis op 1 december.

Kunt u mij, gelet op het voorgaande, verduidelijking verschaffen over de volgende punten:

Bent u op de hoogte van deze enquête die o.a. onder de Vorstenaren werd gehouden? Hebt u hieromtrent contact met het Gewest en de gemeente Sint-Gillis? Wat is de mening van de gemeente over deze herinrichtingsprojecten, die een grote invloed kunnen hebben op het leven in de gemeente? Bent u voorstander van een van de voorgelegde scenario's? Hoe ziet u dit project in de context van het toekomstige mobiliteitsplan van de gemeente?

Plant de gemeente bovendien een burgerraadpleging? De Vorstenaren kunnen zich immers niet tevreden stellen met een paar folders die het Gewest over zo'n belangrijke kwestie verspreidt.

Réponse de Mme. Van den Bosch.

Merci pour l'intérêt pour ce projet de réaménagement qui rentre dans le cadre du CRU. Au niveau du timing, je vais fixer les objectifs. Au cours de 2022, on devrait arriver à un projet définitif pour la demande du permis, afin que les travaux puissent être entamés en 2023.

J'aimerais également préciser que ce projet est dirigé par Bruxelles-Mobilité. En coopération

avec la STIB, les voies de tram seront réaménagées en 2022-2023. Forest, Saint-Gilles et Bruxelles-Mobilité font partie d'un comité d'accompagnement et sont chaque fois impliqués sur l'état d'avancement des différentes phases. Un projet de participation a lieu, accompagné par CityTools pour enrichir le pré-diagnostic via des enquêtes ciblées. L'étude dont vous avez entendu parler fait partie de ce projet de participation plus large où il y a des visites qui ont lieu sur le terrain. Cela a été organisé mi-septembre avec entre autres des riverains, des comités de parents, etc. Pendant l'enquête sociale, il n'y a pas eu que trois options qui ont été évaluées. Il y a aussi des questions qui ont été posées, notamment par rapport à la sécurité, à la densité du trafic, à la mobilité scolaire, à la faisabilité des déplacements à vélo, à des aspects environnementaux, à la propreté et au stationnement. Par conséquent, deux ateliers participatifs ont été organisés. Le premier a eu lieu le 1^{er} décembre afin de discuter des problèmes et tester les différents scénarii. C'est également le moment spécifique où des thèmes de co-design ont été abordés. Il y a aussi une communication via des flyers, des mailings et le site internet de Bruxelles-Mobilité, ainsi qu'une communication via Facebook. Entre les deux ateliers, des analyses d'éléments ont eu lieu et trois scénarii ont été déployés. Une méthodologie a également été mise en place pour permettre des liens avec d'autres points d'intérêt différent, comme la dynamisation commerciale, l'environnement, etc. On a recoupé ces informations avec les habitants. Cette méthodologie a été choisie à cause des limites de la crise sanitaire et du cadre strict au niveau temporel dû au CRU. Pour l'instant, le Collège n'a pas encore adopté une position officielle sur l'un ou l'autre scénario mais celui où la circulation est à sens unique près de la barrière risque de faire un report de charge sur les petites rues avoisinantes et cela ne sera pas notre préférence.

Concernant la marge de manœuvre de la Commune, elle peut donner son avis mais la décision finale revient à Bruxelles-Mobilité. Les scénarii du piétonnier et celui de la circulation à sens unique, ne sont pas retenus par la Commune de Saint-Gilles.

Antwoord van mevrouw Van den Bosch

Bedankt voor de interesse in dit project, dat deel uitmaakt van het SVC. Wat de timing betreft, zal ik de doelstellingen vastleggen. In de loop van 2022 moeten we tot een definitief project komen voor de vergunningsaanvraag, zodat de werkzaamheden in 2023 van start kunnen gaan. Ik zou er ook op willen wijzen dat dit project wordt geleid door Brussel Mobiliteit. In samenwerking met de MIVB zullen de tramsporen in 2022-2023 worden heraangelegd. Vorst, Sint-Gillis en Brussel Mobiliteit maken deel uit van een begeleidingscomité en worden telkens betrokken bij de vordering van de verschillende fasen. Er vindt een participatieproject plaats, onder begeleiding van CityTools, om de pre-diagnose aan te vullen via gerichte enquêtes. De studie waarover u hebt gehoord, maakt deel uit van dit ruimere participatieproject waarbij terreinbezoeken plaatsvinden. Deze werd midden september georganiseerd met o.a. buurtbewoners, oudercomités, ... Tijdens de sociale enquête werden niet slechts drie opties geëvalueerd. Er werden ook vragen gesteld over veiligheid, verkeersdichtheid, de mobiliteit rond scholen, de haalbaarheid van fietsen, milieu, netheid en parkeren. Aansluitend werden er twee participatieve workshops georganiseerd. De eerste vond plaats op 1 december om de problemen te bespreken en de verschillende scenario's te testen. Dit is ook het specifieke moment waarop co-design thema's werden besproken. Er werd ook gecommuniceerd via flyers, mailings en de website van Brussel Mobiliteit, alsook via Facebook. Tussen de twee workshops werden elementen geanalyseerd en werden drie scenario's uitgewerkt. Er werd ook een methodologie uitgewerkt om verbanden te leggen met andere aandachtspunten, zoals de heropleving van de handel, leefmilieu, ... Deze informatie is getoetst bij de inwoners. Er werd voor deze methode gekozen vanwege de beperkingen wegens de gezondheidscrisis en het strikte tijdschema met betrekking tot het SVC. Voorlopig heeft het College nog geen officieel standpunt ingenomen over de scenario's, maar het scenario met eenrichtingsverkeer in de buurt van de slagboom zou de last verschuiven naar de naburige straatjes en dat zal onze voorkeur zeker niet wegdragen.

Wat de manoeuvreerruimte van de gemeente betreft: zij kan advies geven, maar de

72 **Interpellation sur les problèmes de chauffage à l'école du Bempt (à la demande de Madame Defays, conseillère communale) (Complémentaire)**

La nouvelle école a été ouverte officiellement en septembre 2021.

Dès octobre 2021 pendant les congés de la Toussaint et pendant l'organisation des plaines de jeux dans ce bâtiment, il a été constaté par le personnel communal un problème de chauffage.

Dans le courant du mois de novembre 2021, la chaudière est tombée complètement en panne.

Début décembre 2021, les syndicats ont été interpellés par le personnel communal car la température n'atteignait plus que 13 degrés dans le bâtiment et qu'un grand nombre de chaufferettes avaient été installées dans les classes afin d'atteindre une température « raisonnable » pour donner cours aux enfants. Le tableau électrique a même dû être augmenté et cela semble-t-il sans le contrôle d'une firme agréée.

Le reste du personnel, sauf quand ils travaillent dans les classes par exemple les nettoyeurs de surface ont dû travailler dans le froid.

Il semble aussi que les normes au niveau du CO2 n'ont plus pu être respectées alors que nous sommes en pleine 4^{ème} vague de la pandémie.

Un CPPT extraordinaire a été organisé en urgence et un deuxième dans la foulée le vendredi 3 décembre afin qu'une solution transitoire mais conforme soit trouvée par l'administration et le service des travaux.

Le 8 décembre 2021, les syndicats sont retournés sur place afin de voir l'avancée des travaux mais ont surtout constaté que les travaux étaient « quelque peu bricolés » et que surtout une sortie de secours avait été condamnée par une des turbines mise en place dans l'allée de l'école. Et que l'autre turbine n'était toujours installée sur le terre-plein.

Voici mes questions:

Qu'en est-il de la conformité de cette installation provisoire? A-t-elle été contrôlée?

Pourquoi faut-il une solution provisoire et non définitive.

Connait-on les causes de cette panne qui semble irrémédiable puisqu'après 3 mois, on parle toujours d'une installation provisoire?

Qu'en est-il de la garantie de l'installation d'origine ?

Qu'est-il prévu pour l'avenir afin que la chaudière puisse fonctionner normalement?

Interpellatie over de problemen met de verwarming in de Bemptschool (op vraag van Mevrouw Defays, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

De nieuwe school opende officieel in september 2021.

In oktober 2021, tijdens de Allerheiligenvakantie en tijdens de speelpleinen in dit gebouw, stelde het gemeentepersoneel een probleem met de verwarming vast.

In november 2021 begaf de ketel het volledig.

Begin december 2021 werden de vakbonden door het gemeentepersoneel gecontacteerd omdat de temperatuur in het gebouw tot 13°C was gedaald en er een groot aantal verwarmingselementen in de klaslokalen waren geplaatst om een 'redelijke' temperatuur voor de lessen te bereiken. Het elektrische paneel moest zelfs worden verhoogd, blijkbaar zonder de controle van een erkende firma.

De rest van het personeel, behalve wanneer zij in de klaslokalen werkten, bv. de schoonmakers, moesten in de kou werken.

Het lijkt er ook op dat de CO2-normen niet langer kunnen worden nageleefd, terwijl we ons midden in de vierde golf van de pandemie bevinden.

Er werd dringend een buitengewoon CPBW georganiseerd en op vrijdag 3 december een tweede, om de administratie en de dienst Werken in staat te stellen een tijdelijke maar conforme oplossing te vinden.

Op 8 december 2021 gingen de vakbonden nogmaals ter plaatse om de voortgang van de werkzaamheden te bekijken, maar zij stelden vooral vast dat de werkzaamheden nogal slordig verliepen en dat een nooduitgang geblokkeerd was door een van de turbines die op de oprit van de school was geplaatst. En dat de andere turbine daar ook nog steeds stond.

Mijn vragen:

- Hoe zit het met de conformiteit van deze tijdelijke installatie? Is er een controle uitgevoerd?
- Waarom hebben we een tijdelijke oplossing en geen permanente?
- Kennen we de oorzaken van deze panne, die onherstelbaar lijkt aangezien wij het na 3 maanden nog steeds over een tijdelijke installatie hebben?
- Hoe zit het met de garantie van de oorspronkelijke installatie?
- Wat zijn de plannen voor de toekomst, zodat de ketel normaal kan functioneren?

Comment justifier l'installation d'un générateur au diesel ? Avez-vous étudié le coût et l'impact d'un tel dispositif vraiment très peu écologique ?

Réponse de Mme Père.

Lors de nouvelles constructions, les services publics doivent répondre aux normes en matière d'énergie. Les Communes doivent donc bâtir des bâtiments passifs ou en basse énergie. Nous avons alors à faire à des installations complexes qui demandent une gestion complexe pour les usagers du bâtiment et le personnel technique qui n'est pas toujours formé à ces nouvelles installations. Ici, il n'y a pas de chaudière mais bien des pompes à chaleur. Comme tout bâtiment et particulièrement les bâtiments passifs, ils font leurs maladies de jeunesse. C'est donc à l'usage qu'on constate les dysfonctionnements. Ici, en septembre, les deux pompes sont tombées en panne car des composants étaient défectueux. Dans ce contexte COVID, les entreprises ont très difficiles à avoir des pièces de rechange, d'où le temps pris. L'entreprise désignée s'est rendue sur place mais n'était pas en mesure de réparer l'une des pompes avant janvier et l'autre en avril. L'entreprise a proposé un solution alternative via des générateurs qui fonctionnerait au mazout (et non au diesel). Ces frais sont pris en charge par l'entreprise. L'installation qui n'a pas été faite correctement va être réinstallée à un endroit non accessible aux enseignants et aux élèves. Un PV de carence a été établi pour les manquements afin de faire jouer la garantie. Actuellement, la température est satisfaisante. Cette solution est provisoire car le système est très complexe et qu'on manque de matières premières pour faire les pièces. Cette solution sera en place jusqu'au moment où le système de chauffage initial sera en ordre. Ce n'est pas la commune qui paiera les frais de réparation. Je voudrai vous assurer que le dossier est bien suivi et que nous relançons sans cesse l'entreprise.

Hoe kunt u de plaatsing van een dieselgenerator rechtvaardigen? Heeft u de kostprijs en de impact van zo'n uiterst milieuvriendelijk toestel bestudeerd?

Antwoord van mevrouw Père

Voor nieuwbouw moeten de openbare diensten voldoen aan de energienormen. Gemeenten moeten dus passieve of lage-energiegebouwen bouwen. Wij hebben dan te maken met complexe installaties die ingewikkeld zijn voor de gebruikers van het gebouw en het technisch personeel dat niet altijd voor deze nieuwe installaties is opgeleid. Hier is er geen verwarmingsketel maar warmtepompen. Zoals alle gebouwen - en vooral passieve - kampen ze met kinderziekten. Het is pas wanneer ze gebruikt worden dat we de storingen opmerken. In dit geval gingen beide pompen in september stuk door defecte onderdelen. Door de coronapandemie ondervinden de bedrijven grote moeilijkheden om reserveonderdelen te verkrijgen, vandaar dat alles langer duurt. De aangewezen firma is ter plaatse geweest, maar kon een van de pompen pas in januari herstellen en de andere in april. Zij stelden een alternatieve oplossing voor via generatoren die op stookolie (niet op diesel) werken. Deze kosten worden gedekt door de firma. De installatie die niet correct werd uitgevoerd, zal worden herdaan op een plaats die niet toegankelijk is voor leraars en leerlingen. Voor de tekortkomingen werd er een proces-verbaal van nalatigheid opgesteld om de garantie te doen spelen. Op dit moment is de temperatuur bevredigend. Deze oplossing is tijdelijk omdat het systeem zeer complex is en er een gebrek is aan grondstoffen om de stukken te maken. Deze oplossing zal blijven bestaan tot het oorspronkelijke verwarmingssysteem in orde is. De gemeente zal niet opdraaien voor de reparatiekosten. Ik kan u verzekeren dat het dossier wordt opgevolgd en dat wij de firma er voortdurend aan herinneren.

2 annexes / 2 bijlagen

73 **Question orale relative au carrefour Globe-Roosendael-Fontaine Vanderstraeten (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

Mme l'Echevine,

Comme je vous en ai déjà informé informellement, l'éclairage de l'avenue du Globe est fort sombre en ces matins d'hiver et s'éteint par ailleurs très tôt. Une certaine amélioration a été constatée ces dernières semaines et je vous en remercie.

De manière générale, le rond-point Globe-Roosendael-Fontaine Vanderstraeten reste très dangereux lorsqu'il fait sombre, en particulier pour les piétons et les cyclistes. Plusieurs accidents semblent avoir été évités de justesse ces dernières semaines...

Pouvez-vous m'indiquer si vous comptez apporter des améliorations sécuritaires à ce carrefour ?

Je vous remercie.

Mondelinge vraag over het kruispunt Globelaan-Roosendaelstraat-Fontaine Vanderstraetenlaan (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Geachte mevrouw de schepen,

Zoals ik u reeds informeel heb meegedeeld, is de verlichting op de Globelaan op deze winterochtenden zeer donker en wordt zij bovendien zeer vroeg uitgeschakeld. De laatste weken is er enige verbetering en ik dank u daarvoor.

Over het algemeen is de rotonde Globelaan-Roosendaelstraat-Fontaine Vanderstraetenlaan in het

donker nog steeds zeer gevaarlijk, in het bijzonder voor voetgangers en fietsers. De afgelopen weken schijnen verschillende ongevallen nipt vermeden te zijn...

Kunt u mij zeggen of u van plan bent de veiligheid op dit kruispunt te verbeteren?

Ik dank u.

Réponse de Mme. Père.

C'est un carrefour, comme d'autres, qui nécessite une attention particulière. Il y a eu des petits travaux avec les travaux de la STIB. L'amélioration de l'éclairage nécessite une réflexion globale de la voirie, comme par exemple en tenant compte des trottoirs. Il faut faire un projet de fond en comble. Comme d'autres projets de voirie, cela nécessite des budgets, des moyens en personnel, des cahiers de charge, un suivi du chantier... Pour l'instant, je n'ai pas le budget pour rénover la voirie du Globe, d'autant qu'il y a d'autres projets en cours.

Réponse de Mme. Van den Bosch.

En effet, il y des réaménagements possibles dans le cadre du « plan bus » mais, comme l'a dit Mme Père, il n'y a pas de rénovation globale qui est prévue.

Réplique de Mme. Maduda.

J'ai été alertée par des automobilistes eux-mêmes qui se sentaient mal à l'aise par rapport à des piétons ou des cyclistes. Donc, si de petits aménagements pouvaient être mis en place, ce serait déjà ça.

Antwoord van mevrouw Père

Het is een kruispunt zoals andere, dat speciale aandacht vereist. De MIVB heeft enkele kleine werkzaamheden uitgevoerd. De verbetering van de verlichting vergt een algehele herziening van de weg, waarbij bv. ook rekening moet worden gehouden met de voetpaden. Er moet een globaal project komen. Net als andere wegenprojecten vereist dit budgetten, personeel, bestekken, opvolging van de werkzaamheden, ... Momenteel heb ik niet het budget om de wegen van Globe te renoveren, te meer daar er andere projecten lopen.

Antwoord van mevrouw Van den Bosch

Er is inderdaad heraanleg mogelijk in het kader van het "busplan", maar zoals mevrouw Père zei is er geen algemene renovatie gepland.

Repliek van mevrouw Maduda

Ik werd erop geattendeerd door automobilisten die zich ongemakkelijk voelen ten aanzien van voetgangers en fietsers. Dus, als er kleine aanpassingen kunnen worden gedaan, zou dat al iets zijn.

2 annexes / 2 bijlagen

-
- 74 **Question orale : La politique régionale de stationnement et la prise en compte des besoins du tissu économique local (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Ajouté en séance)**

Le 17 décembre 2020, le Gouvernement a approuvé un avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique de stationnement et définissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. Suite à la demande d'avis de la Ministre sur ce premier projet, Brulocalis a organisé une concertation avec les communes le 4 février 2021 et préparé un avis. Le 3 mars 2021, Brulocalis a donc transmis son premier avis à la Ministre sur la base duquel un nouveau projet d'ordonnance a été préparé par la Région et est passé en seconde lecture au Gouvernement. L'objectif annoncé de la Ministre de la Mobilité est de faire approuver le projet en 3ème lecture au Gouvernement avant la fin de cette année.

A la lumière de l'importance que revêt la politique de stationnement eu égard aux objectifs de mobilité, d'accessibilité des commerces, de qualité de vie et de report modal, il est utile de suivre de près la manière dont mène le Gouvernement la réforme du cadre réglementaire de la politique régionale de stationnement. En effet, il convient d'analyser l'impact d'une réforme sur l'autonomie des communes d'une part et la manière avec laquelle elles sont associées à participer au futur Plan régional de Stationnement d'autre part. A cet égard, notre commune a été récemment sollicitée par Brulocalis afin d'évaluer cette fois l'actuel PRPS au niveau stratégique et au niveau de son application locale.

Enfin, en cette période de crise économique consécutive à la crise sanitaire, je souhaitais savoir si une évaluation des besoins de stationnement des acteurs économiques de Forest avait été réalisée. En effet, Hub.brussels réalise à la demande des communes des enquêtes de terrain permettant d'objectiver notamment la part modale des consommateurs d'un tissu économique qui permet, s'il y échet, de développer par exemple des emplacements de type shop&go comme cela se fait déjà dans des communes comme Jette.

Sur base de ces éléments et du calendrier énoncé plus haut, pouvez-vous dès lors m'éclairer sur les éléments suivants :

- Que pouvez-vous me communiquer quant à l'évaluation du PRPS communiquée à la Région ? Quels étaient les principaux points négatifs que vous avez communiqués quant à l'application du précédent PRPS ?
- Quel est l'avis remis par notre commune sur l'avant-projet d'ordonnance de stationnement ?
- Qu'avez-vous prévu en termes de participation citoyenne en amont du prochain PRPS et de la contribution de la commune à son édification, notamment en termes d'objectifs de suppression / création de places de stationnement ?
- Certaines communes ont demandé à Hub.brussels de réaliser une étude afin d'objectiver les besoins en termes de stationnement à l'échelle de leur territoire, notamment dans les quartiers commerçants, avez-vous prévu de faire pareille demande à l'agence régionale ? Si oui, quelles sont les conclusions ? De quelle manière avez-vous intégré cette analyse dans la politique de mobilité ou dans le plan communal de mobilité à venir ? Avez-vous retenu de mettre en place des places shop&go ? Si non, pourquoi ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag: het gewestelijk parkeerbeleid en rekening houden met de behoeften van het lokale economische weefsel (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid).

(Toegevoegd tijdens de zitting)

Réponse de Mme. Van den Bosch.

Dans l'avis émis par la Commune concernant le plan de politique de stationnement régional, il y a une plus-value de la Commune en matière d'alternatives de mobilité (ex. voitures partagées, stationnements pour vélos, harmonisation des tarifs par zone,...). Les améliorations qui doivent être apportées sont, selon la Commune, une harmonisation des instruments de contrôle, des moyens de paiements communs dans les 19 communes et des échanges de données automatisées. Le plan de politique régionale n'est pas toujours facile à appliquer au niveau local car il ne tient pas toujours compte des spécificités locales, comme par exemple la présence d'une grande salle de concert. La politique de stationnement qui vise à fixer un horaire de 9h00 à 18h00 n'est pas toujours en accord avec la réalité et demander l'octroi d'une dérogation n'est pas évident. Good Move s'intéresse au stationnement au niveau régional mais il n'y a pas d'objectifs chiffrés au niveau de la commune, ni rue par rue. Il n'y a pas non plus de participation citoyenne qui a été planifiée. La réalité est bien plus complexe qu'un jeu à somme nulle car nous tous, nous sommes à la fois piétons, cyclistes, utilisateurs de la STIB et automobilistes, parfois nous sommes également riverains, visiteurs, travailleurs,... Il est important de retenir cela. Nous avons tous à gagner à avoir un partage équitable de la voie publique. Ce partage équilibré de l'espace public vise à avoir des emplacements qualitatifs, calmes, accessibles. Mais l'espace public accessible a également ses limites dans le sens où chaque fois il y a un choix à opérer. Il ne s'agit jamais de places de stationnement qui doivent être tout simplement supprimées. C'est toujours une combinaison de différentes choses. Pour chaque projet de réaménagement concret, il faut pouvoir veiller à répondre aux différents besoins : mobilité, stationnement, espaces verts, gestion de l'eau,... Dans le cadre du réaménagement au cœur de Forest, une analyse a été réalisée et a constaté que les commerces sont surtout des commerces de proximité qui attirent un public qui se déplace dans une moindre mesure en voiture. Il est donc particulièrement intéressant pour les commerçants d'améliorer l'accessibilité multimodale, en privilégiant les piétons, les cyclistes, des emplacements de stationnement pour vélos,... Pour conclure, il y a également l'agence régionale Parking Brussels qui a mis sur pied un plan de politique de stationnement local. Je suppose que le shop and go est en contact avec une zone rouge qui est visée pour les centres commerciaux. Dans les zones rouges, il est préconisé une augmentation des contrôles pour améliorer le taux de rotation.

M. Pierre De Permentier demande à pouvoir avoir le plan mis à jour de Parking Brussels.

Antwoord van mevrouw Van den Bosch

Volgens het advies van de gemeente heeft het gewestelijk parkeerbeleidsplan een meerwaarde voor de gemeente op het gebied van mobiliteitsalternatieven (bv. deelauto's, fietsparkings, harmonisatie van de tarieven per zone, ...) De verbeteringen die moeten worden aangebracht zijn, volgens de gemeente, een harmonisatie van de controle-instrumenten, gemeenschappelijke betaalmiddelen in de 19 gemeenten en geautomatiseerde gegevensuitwisseling. Het gewestelijk beleidsplan is niet altijd gemakkelijk toe te passen op lokaal niveau, omdat het niet altijd rekening houdt met lokale eigenheden, zoals de aanwezigheid van een grote concertzaal. Het parkeerbeleid, dat een uurrooster van 9 tot 18 uur beoogt, strookt niet altijd met de realiteit en een vrijstelling vragen ligt niet voor de hand. Good Move beschouwt het parkeren op gewestelijk niveau, maar er zijn geen becijferde doelstellingen op gemeentelijk niveau, noch per straat. Evenmin is er sprake van enige geplande burgerparticipatie. De realiteit is veel complexer dan een nulsomspel, want we zijn allemaal voetgangers, fietsers, MIVB-gebruikers

en automobilisten, en soms zijn we ook bewoners, bezoekers, werknemers, ... Het is belangrijk dat voor ogen te houden. We hebben allemaal baat bij een eerlijke verdeling van de openbare weg. Met deze evenwichtige verdeling van de openbare ruimte wordt gestreefd naar kwalitatief goede, rustige en toegankelijke plekken. Maar toegankelijke openbare ruimte heeft ook zijn grenzen in die zin dat er telkens een keuze moet worden gemaakt. Het is nooit een kwestie van parkeerplaatsen die gewoon moeten worden geschrapt. Het is altijd een combinatie van verschillende zaken. Voor elk specifiek project moet ervoor worden gezorgd dat aan de verschillende behoeften wordt voldaan: mobiliteit, parkeergelegenheid, groenvoorzieningen, waterbeheer, ... In het kader van de herinrichting in het hart van Vorst werd er een analyse uitgevoerd en werd er vastgesteld dat de winkels hoofdzakelijk buurtwinkels zijn die een publiek aantrekken dat zich minder met de auto verplaatst. Het is dus bijzonder interessant voor handelaars om de multimodale bereikbaarheid te verbeteren, door voorrang te geven aan voetgangers, fietsers, fietsparkeerplaatsen, ... Ten slotte is er ook nog het gewestelijk agentschap Parking.Brussels, dat een lokaal parkeerbeleidsplan heeft opgesteld. Ik neem aan dat de shop&go contact heeft met een rode zone die bedoeld is voor winkelcentra. In de rode zones wordt een verhoging van de controles bepleit om de doorstroming te verbeteren.

De heer Pierre-De Permentier vraagt het bijgewerkte plan van Parking.Brussels.

2 annexes / 2 bijlagen

75 **Question orale relative au projet de réaménagement de la rue J.-B. Baeck (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Ajouté en séance)**

A l'occasion de précédents conseils, mon groupe et d'autres représentants de l'opposition s'interrogeaient sur votre projet de réaménagement de l'avenue Baeck. Bien qu'un réaménagement soit nécessaire, nous avons formulé certaines réserves sur des aménagements proposés.

Lors des discussions sur le budget de l'année 2021, vous aviez expliqué que le projet de réaménagement tombait à l'eau. Dès lors, je me permets de vous revenir, alors que le budget de l'année 2022 doit logiquement être au centre des travaux du Collège pour savoir quels sont vos intentions pour le réaménagement de la rue J.-B. Baeck.

Envisagez-vous toujours sa rénovation au cours de cette législature ? Si oui, à quelle échéance ? Et le cas échéant, veillerez-vous à associer les habitants au regard des aménagements envisagés ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over het heraanlegproject van de J.-B. Baeckstraat (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Toegevoegd tijdens de zitting)

Réponse de Mme. Père.

Le projet de J.-B. Baeck n'a jamais été abandonné mais bien reporté. En 2020, on a consulté les riverains sur ce réaménagement. Ils ont pu faire leurs remarques et ces remarques sont à l'étude au service Voirie. Dès que le service Voirie aura refait le projet, on le présentera aux riverains. On peut tenir compte des remarques mais il faut qu'elles respectent les normes en matière d'urbanisme, de mobilité et qu'elles répondent à la politique du Collège en terme d'eau et de verdurisation. Les demandes visant à avoir juste sa place devant chez soi, ne fonctionnent pas. L'espace public appartient à tout le monde et tout le monde doit y trouver sa place et circuler en toute sécurité. Le projet sera présenté aux riverains et ensuite au collège d'urbanisme. Il y aura une enquête publique et les riverains pourront encore faire leurs remarques. Après tout, c'est la Région qui octroie le permis et l'on ne sait pas encore ce que va nous réserver le Ministre. Comme le projet avait été budgété sur 2021, on l'a transféré sur le projet Patinage et Tropiques, Delta. Nous avons réinscrit un budget pour 2022 et si tout va bien cela pourrait être réalisé dans le courant de 2023.

M. Pierre De Permentier se satisfait de la réponse de Mme Père, que le projet ne soit pas tombé à l'eau et que les riverains soient consultés.

Antwoord van mevrouw Père

Het project van J.-B. Baeck werd nooit opgegeven, maar uitgesteld. In 2020 werden de omwonenden geraadpleegd over deze heraanleg. Zij hebben hun opmerkingen kunnen maken en deze opmerkingen worden door de dienst Wegen geanalyseerd. Zodra de dienst Wegen het project heeft herwerkt, zullen wij het aan de bewoners voorleggen. Met de opmerkingen kan rekening worden gehouden, maar ze moeten wel voldoen aan de normen voor stedenbouw en mobiliteit en in overeenstemming zijn met het water- en vergroeningsbeleid van het College. Vragen om gewoon een plekje voor je huis werkt niet. De openbare ruimte is van iedereen en iedereen moet er zijn plaats vinden en zich veilig kunnen bewegen. Het project zal worden voorgelegd aan de omwonenden en vervolgens aan het college inzake stedenbouw. Er komt een openbaar onderzoek en de omwonenden kunnen nog steeds hun opmerkingen kenbaar maken. Het is immers het Gewest dat de vergunning verleent en wij weten nog niet wat de minister voor ons in petto heeft. Aangezien het project begroot was voor 2021, werd het overgeheveld naar het project Schaats en Keerkringen, Delta. We hebben een nieuwe begroting voor 2022 ingeschreven en als alles goed gaat, zou het in de loop van 2023 kunnen gebeuren.

De heer Pierre-De Permentier is tevreden met het antwoord van mevrouw Père, dat het project niet in het water valt en dat de omwonenden werden geraadpleegd.

2 annexes / 2 bijlagen

76 **Question orale relative à la situation pécuniaire du Bourgmestre en titre et aux derniers éléments intervenus suite au conseil communal du 23 novembre 2021 (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Ajouté en séance)**

Madame la Présidente, chers collègues,

Faisant suite aux propos de la Madame EL HAMIDINE, Bourgmestre ff, expliquant que suite au débat télévisé intervenu entre Monsieur Spapens, Monsieur Loewenstein, elle-même et moi-même, le Collège s'est décidé à examiner l'éligibilité de Stéphane Roberti au régime supplétif des mandataires locaux.

Selon ce statut, après un mois de maladie, le mandataire passe sous le régime de la mutuelle, c'est-à-dire depuis le 28 février. Cette lecture est d'ailleurs confirmée par l'ONSS qui confirme que l'assujettissement est obligatoire, les mandataires ne peuvent pas choisir de renoncer au statut supplétif.

Pourtant, Stéphane Roberti a donc touché son salaire sans interruption depuis le début de son absence, alors qu'il aurait dû uniquement percevoir son salaire entre le 29 janvier et le 28 février, date à partir de laquelle il aurait dû se trouver sur le régime de la mutuelle.

1° Suite à cette annonce de la Bourgmestre, je souhaiterais connaître les démarches entreprises par le Collège.

- a. Quelle question a été précisément posée à la tutelle ? Quelle réponse avez-vous obtenu ?
- b. En séance du Collège du 2 décembre, vous avez sollicité une analyse juridique de cette problématique ? Quel en est le résultat ?

Par ailleurs, faisant suite à mes questions posées en séance du 23 novembre, il est apparu que le Collège n'avait pas suivi l'opinion de la Secrétaire communale qui suggérait pourtant depuis mars 2021 que Stéphane Roberti devait passer sur le régime de la mutuelle.

2° Pourriez-vous m'indiquer la raison pour laquelle vous avez choisi d'ignorer cette opinion ?

Enfin, j'ai pris connaissance de la délibération du Collège de ce 25 novembre dont le PV mentionne « Madame Moens informe l'assemblée qu'elle a donné instruction au service du personnel de suspendre le traitement de décembre de Monsieur Roberti et qu'elle demande au receveur communal, seul habilité à effectuer les paiements, de se positionner et rappelle qu'elle n'a pas de responsabilité quant aux paiements, ni le collège ».

3° Pourriez-vous m'expliquer le contexte de cette déclaration et ses conséquences ?

- a) Le cas échéant, comment comptez-vous récupérer les montants indûment versés ?
- b) Vu les déclarations faites en séance du Conseil par la Bourgmestre f.f. qui nous a longuement assuré la légalité du dispositif, aujourd'hui largement remis en cause, y compris par elle-même, est-ce que la responsabilité du Collège quant aux paiements est assurément écartée ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Mondelinge vraag over de loonsituatie van de titelvoerend Burgemeester en de laatste ontwikkelingen na de gemeenteraad van 23 november 2021 (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Toegevoegd tijdens de zitting)

Réponse de Mme. El Hamidine.

Je vous remercie pour vos questions qui me permettent de répondre en toute transparence. Par

ailleurs, je tiens à votre disposition toutes les pièces en ma possession qui pourraient contribuer à vos apaisements sur le fait que nous avons toujours suivi la légalité et les interprétations de nos pouvoirs de tutelle. Le Collège, par la voie de Madame la Secrétaire communale, fin octobre, a demandé au Ministre des Pouvoirs locaux de réexaminer la situation. Nous n'avons pas reçu de réponse à ce jour. La Secrétaire communale a remis la question au Receveur, lequel s'est adressé à l'administration de tutelle. Le Receveur a reçu la réponse en date du 30 novembre, dont voici un extrait : « la loi ne prévoit pas de limite de temps dans le droit au traitement du Bourgmestre malade. La Secrétaire communale de Forest fait référence au statut social supplétif dont bénéficie les mandataires locaux non protégés dont fait partie Mr Roberti. Nous avons bien connaissance de ce statut mais il n'en demeure pas moins que celui-ci ne lui ouvre pas le droit aux indemnités de maladie aussi longtemps que la personne concernée continue à percevoir son traitement. Ce qui est l'hypothèse ici puisque la loi le prévoit expressément. L'INAMI a été contacté et confirme sa non-intervention dans le cas d'un bourgmestre en maladie ». Suite à cette réponse de notre administration de tutelle, la Secrétaire communale a soumis au Collège la proposition de solliciter un avis juridique complémentaire. A l'heure où j'avais préparé ces éléments, je n'avais pas encore reçu de réponse. En tout état de cause, c'est à l'Administration d'instruire la question, comme elle l'a toujours fait. Si la tutelle venait à reconsidérer son interprétation qui date d'il y a 3 semaines, ce serait aussi à l'Administration de mettre en œuvre la façon de nous y conformer. Sans entrave de la part du Collège, cela va de soi. Mais voilà qu'à 18 heures, nous recevons un avis juridique qui a été transmis très largement. Cet avis conclut son analyse par l'accès du Bourgmestre aux prestations de la sécurité sociale. Je laisse donc la Secrétaire communale en référer à la tutelle et nous vous tiendrons au courant. Je voudrai terminer par ceci : le Collège n'a aucun pouvoir sur le traitement des salaires et aucun pouvoir par rapport aux décisions de la tutelle. Je vous remercie.

Réplique de M. Pierre De Permentier.

Je m'interroge sur le fait qu'on continue le ping-pong avec la Région alors que vous avez admis lors du précédent conseil l'existence du statut supplétif qui est aujourd'hui confirmé. Maintenant que c'est confirmé par notre avocat, vous voulez encore renvoyer la balle à la Région. Soit l'avocat désigné par la commune a mal fait son travail, soit BPL s'est planté, ce qui n'est pas impossible. On a déjà vu d'autres dossiers où la tutelle revenait sur son avis. Dans ce cas-là, vous vous conforteriez dans une situation où l'on sent bien que l'illégalité est présumée par rapport à l'avis juridique et par rapport aux réticences exprimées depuis mars par Mme Moens. D'ailleurs, pourquoi vous êtes vous écarté du point de vue exprimé par Mme Moens depuis mars ? Sur le fond, certes vous n'avez pas de responsabilité par rapport au traitement mais vous avez une responsabilité par rapport au choix que vous décidez de faire. Alors que Mme Moens a clairement exprimé le fait que le Bourgmestre avait droit au statut supplétif, il me semble que vous n'avez rien fait pour inciter Mr Roberti à rentrer ses papiers pour la mutuelle. Vous avez laisser pourrir une situation depuis plus d'un an, sur laquelle moi et mes collègues de l'opposition nous vous interpellons assez fréquemment. Maintenant, il y a un avis juridique objectif. Il serait peut-être temps pour que vous preniez vos responsabilités pour que les lois soient correctement appliquées au sein de l'administration communale.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Ik dank u voor uw vragen, die ik in alle openheid kan beantwoorden. Voorts heb ik alle documenten in mijn bezit die u kunnen geruiststellen dat wij ons steeds aan de wet en de interpretaties van onze toezichhoudende overheden hebben gehouden. Eind oktober heeft het College, bij monde van de gemeentesecretaris, de minister van Plaatselijke Besturen verzocht de situatie opnieuw te bekijken. Tot op heden hebben wij nog geen antwoord ontvangen. De gemeentesecretaris heeft de zaak doorverwezen naar de ontvanger, die contact opnam met het toezichhoudende bestuur. De ontvanger ontving het antwoord op 30 november, dat luidt als volgt (vert.): "De wet voorziet niet in een beperking in tijd met betrekking tot het recht op loon voor een zieke burgemeester. De Vorstse gemeentesecretaris wijst op het suppletief sociaal

statuut van de niet-beschermden lokale mandatarissen, waarvan de heer Roberti deel uitmaakt. Wij kennen dat statuut, maar het blijft een feit dat dit geen recht geeft op een ziekte-uitkering zolang de betrokkene zijn loon blijft ontvangen. Dat is hier de hypothese, aangezien de wet daarin uitdrukkelijk voorziet. Het RIZIV werd gecontacteerd en bevestigd dat het niet tussenkomen in geval van ziekte van de burgemeester.” Naar aanleiding van dit antwoord van ons toezichthoudend bestuur heeft de gemeentesecretaris aan het College het voorstel voorgelegd om aanvullend juridisch advies in te winnen. Op het moment dat ik deze elementen voorbereidde, had ik nog geen antwoord ontvangen. In ieder geval is het aan de administratie om de zaak te onderzoeken, zoals zij altijd heeft gedaan. Indien de toezichthoudende overheid haar interpretatie, die van drie weken geleden dateert, zou herzien, zou het ook aan de administratie zijn om de wijze waarop wij ons daaraan houden, ten uitvoer te leggen. Zonder enig optreden van het College, dat spreekt voor zich. Maar dan, om 18 uur, ontvangen wij een juridisch advies. Dat advies besluit zijn analyse met de toegang van de burgemeester tot socialezekerheidsuitkeringen. Ik laat het dus aan de gemeentesecretaris over om het met het toezicht te bekijken en wij zullen u op de hoogte houden. Ik zou willen eindigen met te zeggen dat het College geen bevoegdheid heeft over de verwerking van de lonen en geen enkele bevoegdheid over de beslissingen van het toezicht. Ik dank u.

Repliek van de heer Pierre-De Permentier

Ik vraag mij af waarom wij met het Gewest blijven pingpongen, terwijl u op de vorige raadsvergadering hebt toegegeven dat het suppletief statuut bestaat en nu is bevestigd. Nu het bevestigd is door onze advocaat, wil u nog steeds de bal aan het Gewest doorspelen. Ofwel heeft de door de gemeente aangestelde advocaat zijn werk slecht gedaan, ofwel heeft BPB fouten gemaakt, wat niet onmogelijk is. We hebben al andere dossiers gezien waarin het toezicht op zijn mening terugkwam. In dit geval zou u een situatie bevestigen waarin duidelijk sprake is van een vermoeden van onwettigheid ten aanzien van het juridisch advies en ten aanzien van het sinds maart door mevrouw Moens geuite voorbehoud. Bovendien, waarom bent u afgeweken van het standpunt van mevrouw Moens sinds maart? In deze kwestie bent u zeker niet verantwoordelijk ten aanzien van het loon, maar u bent wel verantwoordelijk ten aanzien van de keuze die u besluit te maken. Terwijl mevrouw Moens duidelijk te kennen heeft gegeven dat de burgemeester recht had op het suppletief statuut, heb ik de indruk dat u niets hebt gedaan om de heer Roberti ertoe aan te zetten zijn papieren in te dienen bij het ziekenfonds. U hebt meer dan een jaar een situatie laten etteren, waarover ik en mijn collega's van de oppositie u geregeld hebben geïnterpelleerd. Nu is er een objectief juridisch advies. Het is misschien tijd dat u uw verantwoordelijkheid neemt, zodat de wet binnen het gemeentebestuur correct wordt toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

Question orale concernant la salle de sport du Bempt et l'exclusion éventuelle de certains clubs sportifs (à la demande de Monsieur Hacken):

J'ai entendu dire que depuis le mois de septembre des clubs de sports utilisaient la nouvelle salle de sport de l'école du Bempt. Certains de ces clubs auraient été exclus pour des mauvais comportements. Est-ce qu'on peut me le confirmer ? De quels clubs s'agit-il ? Quelles sont les raisons ? S'ils sont exclus, pour combien de temps ?

Mondelinge vraag over de sportzaal van de Bempt en de eventuele uitsluiting van bepaalde sportclubs (op verzoek van de heer Hacken):

Ik heb gehoord dat enkele sportclubs sinds september gebruik maken van de nieuwe sportzaal van de Bemptschool. Sommige van deze clubs zouden uitgesloten zijn wegens slecht gedrag. Kan iemand dit bevestigen? Om welke clubs gaat het? Welke zijn daarvan de redenen? Als ze uitgesloten zijn, voor hoe lang is dat dan?

Levée de la séance à 01:10
Opheffing van de zitting om 01:10

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Séverine De Laveleye